



MAIRIE DE BONIFACIO
PALAZZU PUBLICU

bonifacio-mairie.fr

PROCES-VERBAL

Réunion du Conseil Municipal

Mardi 17 février 2026 à 17 heures 30

Espace Saint-Jacques – Quartier Pisan - Bonifacio

Sous la présidence de Monsieur Jean-Charles ORSUCCI

Maire de Bonifacio

M. Frédéric ROCCHI SERENI est élu secrétaire de séance et procède à l'appel.

Sont Présents : CATOIRE Jonathan – CULIOLI-VICHERA Marie-Josée – DI MEGLIO Alain - DRIDI Jamel - FABY Marie Antoinette – LOPEZ Denis - MERMET Véronique - MORACCHINI Odile - MORACCHINI-BEAUMONT Francis - ORSUCCI Jean-Charles – PIRIOTTU Roxane – ROCCHI SERENI Frédéric - SERRA Jeanne -ZURIA Carine

Le quorum fixé à 12 membres est donc atteint

Sont excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

ARCADU Chantal : pouvoir à CULIOLI-VICHERA Marie-Josée

BOHN Joseph : pouvoir à MORACCHINI-BEAUMONT Francis

CULIOLI Marie-Noëlle : pouvoir à ORSUCCI Jean-Charles

DEGOTT- SERAFINO Claude : pouvoir à DI MEGLIO Alain

LE ROLLAND Jean-François : pouvoir à PIRIOTTU Roxane

QUINTERNET Thierry : pouvoir à MORACCHINI Odile

TAFANI Patrick : pouvoir à LOPEZ Denis

Sont Absents : DAVER Claudie - GAZANO Pierre

La séance est retransmise en direct sur la page Facebook de la ville.

ORDRE DU JOUR :

Personnel Communal :

- Création emploi permanent d'assistante communication de catégorie B
- Création d'un CST commun (Commune et CCAS)
- Autorisation de recrutement de contractuels sur emplois saisonniers 2026
- Autorisation de recrutement de contractuels sur emplois en accroissement temporaire d'activité 2026
- Création de l'indemnité de maniement des fonds
- Modification du RIFSEEP
- Participation employeur à la PSC santé
- Adhésion au contrat de groupe prévoyance proposé par le Centre de Gestion de la Corse-du-Sud

Développement local :

- Rapport d'activités 2025 – SPIC « Parkings »
- Instauration d'un Droit de Préemption Urbain (DPU) simple
- Instauration du Droit de Préemption Urbain (DPU) renforcé
- Petite ville de demain / Communauté de Communes du Sud Corse : dispositif et convention « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) »
- Subvention Festi Bocca.
- Avenant n°2 au marché public de travaux de réhabilitation du couvent Saint-François – Lot 1 : Gros-œuvre – Maçonnerie
- Avenant n°1 au marché public de Rénovations Intérieures et extérieures de l'Hôtel de Ville - Lot 2 (Plâtrerie, peinture)
- COSEC : Bail emphytéotique – Remplacement Bacs acier de la toiture et exploitation de panneaux photovoltaïques
- Eclairage public - Transfert de la compétence facultative en matière de fonctionnement au SDE2A et convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.
- Incorporation de biens sans maître au domaine privé communal
- Convention avec l'ODARC sur les Obligations légales de débroussaillage
- FEDER : Création d'un espace d'interprétation dans le Bastion de l'Etendard
- FEDER : Aménagement Piantarella - 2ème tranche
- Requalification des VRD à Monteleone pour la réalisation d'un programme de logements sociaux
- Aménagement d'une Plateforme et du chemin d'accès au Centre Technique Municipal

Budget / Comptabilité :

- Séparation des budgets Eau et Assainissement – M 49

Port :

- Port de Cavallo : transfert de gestion du périmètre portuaire
- ~~- Rapport d'activités 2025 – SPIC « Port de Plaisance »~~
- Tarifs portuaires 2026
- Stratégie environnementale du port 2026
- Programmation événementiel 2026

Patrimoine Naturel et Culturel / Centre Culturel :

- Programmation Ville d'Art et d'Histoire
- Approbation du rapport d'activité et du bilan financier 2025 du programme d'animation de la médiathèque

- Adoption de la programmation 2026 des animations de la médiathèque et autorisation de solliciter des financements
- Délibération relative à l'acquisition des ouvrages 2026 de la médiathèque et autorisation de solliciter des financements
- Approbation du rapport d'activité et du bilan financier 2025 du programme d'animation du Centre Culturel
- Adoption de la programmation 2026 du Centre culturel et autorisation de solliciter des financements
- Micro-Folies : OMT – Mise à disposition partielle d'un agent

Divers : Questions diverses

En ouverture de séance, Monsieur le Maire remercie l'équipe municipale pour le mandat écoulé.

Le procès-verbal de la séance précédente, communiqué aux membres du Conseil municipal par voie dématérialisée, est soumis au vote. Après mise aux voix, il est **adopté à l'unanimité**, sans abstention ni vote contre.

La première délibération porte sur la création d'un poste permanent au service communication. Monsieur le Maire rappelle que le recrutement et le renfort des équipes permet de ne pas externaliser.

Délibération 2026.01.01 Création d'un emploi permanent d'assistant(e) de communication

Madame Jeanne SERRA, conseillère municipale déléguée aux ressources humaines, expose au Conseil Municipal qu'à compter de ce jour, un emploi permanent d'assistant(e) communication à temps complet (35 h) doit être créé à la commune de Bonifacio.

L'intéressé(e) sera recruté conformément au décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, par inscription sur liste d'aptitude.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie B de la filière administrative, du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

L'agent devra justifier à minima d'un diplôme de niveau 6 ainsi que d'une expérience d'au moins 2 ans dans le domaine de la communication.

Au regard de la spécificité de l'emploi, de l'expertise et des compétences attendues et si le recrutement d'un fonctionnaire s'avère infructueux, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel relevant de la catégorie B conformément à l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique qui permet aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le Code général de la fonction publique, de recruter un contractuel sur tout emploi permanent.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Ce poste d'assistant(e) communication comporte les missions suivantes :

- Création de contenu : Réalisation de contenus rédactionnels (articles destinés au Bulletin Municipal, site internet, ...), de médias (photos et vidéos destinés à valoriser l'action municipale), print (affiches, PAO, signalétique, ...) et web (newsletter, ...) pour mise en place de campagne 360.
- Social Media Management: participation à la conception du planning éditorial, gestion des comptes sociaux de la Commune et production de contenus pour l'ensemble des plateformes (Facebook Instagram, Twitter). Analyse des performances sur les réseaux et production de reportings.
- Communication événementielle : Couverture de l'ensemble des événements : animations culturelles et patrimoniales (Art'è Gustu, Festi Lumi, De Renava ...); vie de la Commune (Conseils Municipaux, réunions publiques, ...); vie associative.
- Site internet : coordination avec les différents services pour la mise à jour et création de contenus.
- Newsletter : rédaction et envoi d'une newsletter (rythme à définir, sans doute trimestrielle).
- Relations Presse : Aide à la rédaction des supports de communication institutionnelle (Dossier de presse, Communiqué de presse).
- Veille stratégique et créative.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Jeanne SERRA,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** la création au tableau des effectifs de l'emploi permanent d'assistant(e) communication à temps complet (35 h) à la commune de Bonifacio à compter de ce jour.
- **INSCRIT** Les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent ainsi nommé et les charges sociales s'y rapportant, seront inscrits au budget, aux articles et chapitre prévus à cet effet.

L'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement sont fixées conformément au statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Délibération 2026.01.02 Création d'un Comité Social Territorial commun entre la collectivité et les établissements publics rattachés (CCAS)

Madame Jeanne SERRA, conseillère municipale déléguée aux ressources humaines, précise aux membres du Conseil Municipal que les articles L.251-5 à L.251-10 Code Général de la Fonction Publique prévoient qu'un Comité Social Territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents ;

Il peut être décidé par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un Comité Social Territorial commun compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents.

Considérant l'intérêt de disposer d'un Comité Social Territorial commun compétent pour l'ensemble des agents de la collectivité et du CCAS,

Considérant que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public, contractuels de droit privé au 1er janvier 2026 :

- Commune = 130 agents
- CCAS = 24 agents

permettent la création d'un Comité Social Territorial commun.

Le Maire propose la création d'un Comité Social Territorial commun compétent pour les agents de la collectivité et du CCAS.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal, OUI l'exposé de Jeanne SERRA, Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le principe de disposer d'un Comité Social Territorial commun compétent pour l'ensemble des agents de la collectivité et du CCAS,
- **AUTORISE** la création d'un Comité Social Territorial commun compétent pour les agents de la collectivité et du CCAS.

Monsieur le Maire indique que la délibération s'inscrit dans le respect du cadre législatif et réglementaire, tout en reconnaissant une maîtrise limitée du sujet et des difficultés à en apprécier les plus-values concrètes. Il s'interroge ainsi sur la portée réelle des votes lorsque les marges de manœuvre sont limitées. Par ailleurs, il relève que ces dispositifs peuvent néanmoins favoriser la cohérence et la cohésion au sein du personnel communal, en permettant une vision globale et un rapprochement entre les différentes entités. Il conclut que, malgré ses réserves initiales, ces mesures peuvent présenter un intérêt en facilitant l'organisation et le rassemblement des agents.

Délibération 2026.01.03 Délibération annuelle autorisant le recrutement d'agents contractuels sur emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité.

Madame Jeanne SERRA, conseillère municipale déléguée aux ressources humaines, expose au Conseil municipal :

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-23-2° ;

Considérant qu'en prévision de la période estivale, il est nécessaire de renforcer les services communaux pour l'année 2026 ;

Considérant qu'il peut être fait appel à du personnel recruté en qualité d'agent contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité en application de l'article L.332-23-2° du code précité ;

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le Maire à recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité pour une période de 6 mois maximum pendant une même période de 12 mois en application de l'article L.332-23-2° du code précité.

A ce titre, seront créés les emplois suivants :

A la commune de BONIFACIO :

Emploi	Nombre d'agents	Durée de l'emploi	Observations
Divers administratif	1	6 mois	Renfort
Sauveteurs plage de Balistra et patrouilleur	7	De 2 à 3 mois	Juillet-septembre 26
Propreté voirie - balayage	7 1	6 mois 6 mois	Avril-octobre 26 par équipe A cpter du 01/11/26
Agent de surveillance des expositions à Saint Jacques	1 1	1 mois 1 mois	Juin 2026 Septembre 2026
Adjoint technique au pôle EJSS	1	6 mois	Saison 2026
Agent cantine	1	6 mois	A cpter du 01/11/26
Entretien bâtiments	2	6 mois	Renfort équipe
Entretien plages	1	2 mois	Juillet et août 2026
Evènementiel	1	4 mois 1 mois	Juin-septembre 2026 Décembre 2026

Au port de BONIFACIO :

Emploi	Nombre d'agents	Durée de l'emploi	Observations
Agents portuaires	4	6 mois	Mai-octobre 26
	17	2 mois	Juillet-août 26
Agents pontons Santa Manza	3	2 mois	Juillet-Août 26
Agents d'accueil capitainerie	1	6 mois	A cpter du 07/10/26
Agent d'entretien des sanitaires	1	6 mois	Mi-avril à mi-octobre 2026
Propreté voirie	1	6 mois	Avril-octobre 2026
Agent d'entretien des quais	1	6 mois	Avril-septembre 2026
Port de Cavallo	6	2 mois	Juillet-Août 26

A la gestion des parkings de BONIFACIO :

Emploi	Nombre d'agents	Durée de l'emploi	Observations
Agents de communication (renfort PM)	2	4 mois	Juin-septembre 26

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal, OUI l'exposé de Jeanne SERRA, Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le recrutement d'agents contractuels non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité tel qu'indiqué dans la présente délibération,
- **INSCRIT** les crédits nécessaires à la rémunération des agents et les charges sociales s'y rapportant aux articles et chapitre prévus à cet effet.

Monsieur le Maire souligne que ce type de délibération, bien que pouvant paraître anodin, fait l'objet d'une attention particulière de la Chambre régionale des comptes, notamment au regard de la gestion rigoureuse des effectifs.

Il indique que des observations ont déjà été formulées sur ce point, ce qui justifie la mise en conformité et la répétition de ces délibérations, désormais régulières. Il conclut qu'il s'agit d'une pratique installée, devenue récurrente dans la gestion municipale.

Délibération 2026.01.04 Délibération annuelle autorisant le recrutement d'agents contractuels sur emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité.

Madame Jeanne SERRA, conseillère municipale déléguée aux ressources humaines, expose :

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.332-23-1° ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité au sein de la commune pour l'année 2026 pour assurer la saison touristique.

Le recrutement d'agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité pour une période supérieure à 6 mois et inférieure à 12 mois (12 mois maximum pendant une même période de 18 mois) est proposé de la façon suivante :

A la commune de BONIFACIO :

Emploi	Nombre d'agents	Durée de l'emploi	Observations
Propreté urbaine / agent technique polyvalent	2	2 mois	Si dépassement du contrat saisonnier
Agent de maintenance des bâtiments	1	12 mois	Année 2026
ASVP	2	7 mois	Avril-octobre 26
Agent de cantine	1	12 mois	A cpter du 01/09/26

Au port de BONIFACIO :

Emploi	Nombre d'agents	Durée de l'emploi	Observations
Pontonnières	4	2 mois	Si dépassement du contrat saisonnier

A la gestion des parkings de BONIFACIO :

Emploi	Nombre d'agents	Durée de l'emploi	Observations
Agent de maintenance des parkings	2	8 mois	Avril-novembre 26
	1	1 an	Année 2026
Vidéosurveillance parkings	1	1 an	A cpter de mai 26

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal, OUI l'exposé de Jeanne SERRA, Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le recrutement d'agents contractuels non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité tel qu'indiqué dans la présente délibération,
- **INSCRIT** les crédits nécessaires à la rémunération des agents et les charges sociales s'y rapportant aux articles et chapitre prévus à cet effet.

Monsieur le Maire explique que le recours à ces dispositifs répond à des besoins ponctuels sur l'année, nécessitant des interventions sur des périodes courtes.

Il précise avoir envisagé une organisation plus globale sous forme de saisonnalité, mais indique que les statuts diffèrent selon la durée des contrats, notamment entre ceux inférieurs ou supérieurs à six mois.

Il souligne enfin la nécessité de vigilance, en rappelant l'intérêt pour la collectivité de privilégier, lorsque cela est possible, des contrats saisonniers.

Délibération 2026.01.05 Création de l'indemnité de maniement de fonds des régisseurs

Madame Jeanne SERRA, conseillère municipale déléguée aux ressources humaines, expose au Conseil Municipal :

Les indemnités et primes sont listées à l'article 1 de l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014. Depuis le 31 janvier 2025, conformément à l'article 1 de l'arrêté du 21 janvier 2025 modifiant l'arrêté du 27 août 2015, l'indemnité de maniement de fonds fait partie des exceptions visées par l'arrêté du 27 août 2015 permettant son cumul avec les indemnités liées au RIFSEEP.

L'indemnité de maniement de fonds, remplaçant l'ancienne indemnité de responsabilité, est allouée aux régisseurs d'avances et de recettes.

Le versement de l'indemnité de maniement de fonds des régisseurs d'avances et de recettes de la collectivité est fonction d'un barème de référence, fixé par arrêté du ministre chargé du budget.

L'arrêté en vigueur est celui du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de maniement de fonds susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes.

Il est décidé de fixer les montants de l'indemnité de responsabilité suivants :

Montant maximum de l'avance ou montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle
De 0 à 3 000 €	110 €
De 3 001 € à 4 600 €	120 €
De 4 601 € à 7 600 €	140 €
De 7 601 € à 12 200 €	160 €
De 12 201 € à 18 000 €	200 €
De 18 001 € à 38 000 €	320 €
De 38 001 € à 53 000 €	410 €
De 53 001 € à 76 000 €	550 €
De 76 001 € à 150 000 €	640 €
De 150 001 € à 300 000 €	690 €
De 300 001 € à 760 000 €	820 €
De 760 001 € à 1 500 000 €	1 050 €
Au-delà de 1 500 000 €	46 € par tranche de 1 500 000 €

En cas de modification réglementaire, les montants versés seront ceux fixés par le nouvel arrêté ministériel.

Pour une régie de recettes, l'indemnité est versée en fonction du montant moyen des recettes encaissées mensuellement.

Un même régisseur, chargé de plusieurs régies peut percevoir plusieurs indemnités de maniement de fonds.

Seuls les régisseurs titulaires et suppléants peuvent percevoir l'indemnité de maniement de fonds dès lors qu'ils sont régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des fonctions cumulées. Cette indemnité sera donc octroyée au supplément dès qu'il s'agit d'un agent public et lorsque ce dernier assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire.

Les bénéficiaires de cette indemnité sont les agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction dans la collectivité

exerçant les missions permettant le versement de cette prime. L'attribution de l'indemnité fera l'objet d'un arrêté individuel.

En vertu de l'article 1 de l'arrêté du 21/01/2025, l'indemnité de maniement de fonds est cumulable avec le RIFSEEP. Ce cumul ne pourra être effectif qu'après modification de l'acte de nomination du régisseur et de son suppléant le cas échéant.

Il est proposé aux membres du conseil municipal d'instituer les indemnités de maniement de fonds des régisseurs à compter de ce jour.

Délibération

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général de la fonction publique,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 dûment modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 modifié par arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de maniement de fonds susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu l'article 1 de l'arrêté du 21 janvier 2025 modifiant l'arrêté du 27 août 2015,

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Jeanne SERRA,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** l'institution de l'indemnité de maniement de fonds des régisseurs titulaires et suppléants à compter de ce jour,
- **INSCRIT** les crédits nécessaires au budget.

Le Directeur général des services explique qu'un dispositif antérieur de rémunération des régisseurs, fondé notamment sur le chiffre d'affaires, s'est révélé complexe et difficile à appliquer, qualifié « d'usine à gaz » par de nombreuses communes. Face à ces difficultés, un retour à un système plus simple a été opéré, permettant une individualisation et une adaptation plus lisible de la rémunération en fonction de l'activité des régies.

Monsieur le Maire indique que la mesure n'a pas d'impact significatif ni sur les finances de la commune ni sur la situation des agents. Il précise toutefois qu'elle améliore la lisibilité et la transparence, éléments jugés positifs dans la gestion.

Délibération 2026.01.06 Evolution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Madame Jeanne SERRA, conseillère municipale déléguée aux ressources humaines, expose au Conseil Municipal :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91.875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs, des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant

création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'état, aux cadres d'emplois des ingénieurs chefs territoriaux,

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, aux cadres d'emploi des ingénieurs territoriaux,

Vu l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'état, aux cadres d'emplois des techniciens territoriaux (JO du 14/12/2017),

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2018 pris pour l'application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'état, aux corps de conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu les avis du Comité technique en date du 11 mai 2016 et du 9 juillet 2019, relatifs à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité de BONIFACIO,

La présente délibération a pour but de mettre à jour certains éléments du RIFSEEP dont :

- **L'instauration d'une grille de critère d'attribution de l'IFSE pour les agents de catégorie A et B,**
- **L'ajout du critère « participation aux événements communaux » à la grille des agents de catégorie C déjà existante,**
- **La possibilité de cumuler l'IFSE avec l'indemnité de maniement des fonds**
- **La possibilité pour un agent contractuel de bénéficier de l'IFSE dès son recrutement s'il possède une technicité particulière ou qu'une responsabilité lui est attribuée.**

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composé de deux parties :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement et à la manière de servir.

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

Article 1 : Le principe :

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Article 2 : Les bénéficiaires :

- Agent titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
 - Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel pour les agents possédant une technicité particulière et bénéficiant d'un contrat n'ayant pas un caractère saisonnier ou de remplacement et d'une durée supérieure ou égale à un an.
- L'IFSE pourra toutefois être attribuée dès le recrutement d'un agent contractuel dès lors qu'il possède une technicité particulière ou qu'une responsabilité lui est attribuée.

Article 3 : La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'ISFE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants des plafonds suivants :

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des Attachés territoriaux		Montants annuels maxima (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Direction d'une collectivité	36 201 €	22 310 €

Groupe 2	Direction adjointe, responsable de plusieurs services	32 103 €	17 205 €
Groupe 3	Responsable d'un service	25 500 €	14 320 €
Groupe 4	Expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission	20 400 €	11 160 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux		Montants annuels maxima (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, responsable de service	14 650 €	6 670 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux		Montants annuels maxima (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire RH, comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualification,	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agent d'accueil	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles		Montants annuels maxima (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	ATSEM coordinateur	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation		Montants (plafonds)	annuels maxima
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des Ingénieurs chef territoriaux		Montants (plafonds)	annuels maxima
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Commune non concernée (Collectivité de plus de 40 000 habitants uniquement)	57 120 €	42 840 €
Groupe 2	Commune non concernée (Collectivité de plus de 40 000 habitants uniquement)	49 880 €	37 490 €
Groupe 3	Commune non concernée (Collectivité de plus de 40 000 habitants uniquement)	46 920 €	35 190 €
Groupe 4	Commune non concernée (Collectivité de plus de 40 000 habitants uniquement)	42 330 €	31 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux		Montants (plafonds)	annuels maxima
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Responsable des services techniques	36 210 €	22 310 €
Groupe 2	Chef de projet	32 130 €	17 205 €
Groupe 3	Chargé d'animation	25 500 €	14 320 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des techniciens territoriaux		Montants (plafonds)	annuels maxima
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Chef de service	17 480 €	8 030 €
Groupe 2	Adjoint au chef de service	16 015 €	7 220 €
Groupe 3	Responsable d'unité	14 650 €	6 670 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux		Montants annuels maxima (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emploi de la filière technique, qualifications	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux (en attente de la parution de l'arrêté ministériel)		Montants annuels maxima (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Agent d'exécution	10 800 €	6 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des conservateurs des bibliothèques		Montants annuels maxima (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	34 000 €	34 000 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services	31 450 €	31 450 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, responsable d'un petit service	29 750 €	29 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi	Montants annuels maxima (plafonds)
---	---

Pour le cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine et bibliothécaires			
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	29 750 €	29 750 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services	27 200 €	27 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques		Montants annuels maxima (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Direction du centre culturel et responsable de service	16 720 €	16 720 €
Groupe 2	Adjoint à la direction	14 960 €	14 960 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des adjoints du patrimoine		Montants annuels maxima (plafonds)	
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	NON LOGE	LOGE POUR NECESSITE ABSOLUE DU SERVICE
Groupe 1	Expertise particulière dans le domaine culturel	11 340 €	7 090 €
Groupe 2	Accueil bibliothèque et assistant évènementiel	10 800 €	6 750 €

Les montants attribués varient en fonction des critères suivants (détaillés dans l'annexe ci-jointe) :

- **La technicité,**
- **L'expérience,**
- **La responsabilité**
- **La polyvalence**
- **Les projets de service**
- **La participation aux événements communaux**
- **La possession de diplômes professionnels (CACES)**
- **La salissure**
- **La régie** (fera l'objet d'une indemnité spécifique à compter du 01/01/2026)

Les montants d'IFSE attribués pourront varier selon l'évolution des fonctions individuelles.

Article 4 : Le réexamen du montant de l'I.S.F.E. :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions
- Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement du travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation...)
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Article 5 : les modalités de maintien ou de suppression de l'ISFE :

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

En cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident du travail) : l'I.F.S.E. sera diminuée de la façon suivante :

Pour la maladie, L'IFSE sera diminuée de 1/30^{ème} par jour d'absence après une carence de 10 jours pour l'année civile. Pour les agents à temps partiel (y compris les temps partiels thérapeutiques) ou à temps non complet, elle sera multipliée par la quotité de leur temps de travail effectif.

Pour les accidents de service ou maladie professionnelle, sera appliquée la règle de la maladie mais avec une carence de 3 mois sur l'année civile.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

Article 6 : périodicité de versement de l'I.F.S.E. :

Elle sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Article 7 : Clause de revalorisation :

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Article 8 : La date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de ce jour et remplacent les dispositions prises dans les délibérations des 02/12/2016, 18/07/2019, 09/11/2020 et 08/06/2022.

LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)

NB : La mise en place de ce complément n'est pas obligatoire.

Article 1 : Le principe :

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Article 2 : Les bénéficiaires :

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel dès lors qu'ils soient présents dans l'effectif communal au moment du versement du CIA (en novembre) et qu'ils aient occupé un emploi dont la durée est égale ou supérieure à un an.

Article 3 : La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part du CIA correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des attachés territoriaux et des secrétaires de mairie		Montants annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction de la collectivité	6 390 €
Groupe 2	Direction adjointe de la collectivité, responsable de plusieurs services	5 670 €
Groupe 3	Responsable d'un service	4 500 €
Groupe 4	Adjoint au responsable de service, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, chargé de mission	3 600 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux		Montant annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services, secrétariat de mairie	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer un ou plusieurs services	2 185 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction	1 995 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	

GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Secrétariat de mairie, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications particulières	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution, agents d'accueil	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles		Montant annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières ou complexes	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation		Montant annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des ingénieurs chef territoriaux		Montants annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Commune non concernée (Collectivité de plus de 40 000 habitants uniquement)	10 080 €
Groupe 2	Commune non concernée (Collectivité de plus de 40 000 habitants uniquement)	8 820 €
Groupe 3	Commune non concernée (Collectivité de plus de 40 000 habitants uniquement)	8 208 €
Groupe 4	Commune non concernée (Collectivité de plus de 40 000 habitants uniquement)	7 470 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux		Montants annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Responsable des services techniques	6 390 €
Groupe 2	Chef de projet	5 670 €
Groupe 3	Chargé d'animation	4 500 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des techniciens territoriaux		Montants annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Chef de service	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au chef de service	2 185 €
Groupe 3	Responsable d'unité	1 995 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, qualifications	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux		Montant annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Plongeurs, éboueurs, agent de désinfection, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des conservateurs des bibliothèques		Montants annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	6 000 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services	5 550 €
Groupe 3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, responsable d'un petit service	5 250 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine et bibliothécaires		Montants annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	5 250 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de	4 800 €

	pilotage, gérer ou animer une ou plusieurs services	
--	---	--

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques		Montants annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Direction du centre culturel et responsable de service	2 280 €
Groupe 2	Adjoint à la direction	2 040 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi Pour le cadre d'emplois des adjoints du patrimoine		Montants annuels maxima (plafonds)
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS	
Groupe 1	Expertise particulière dans le domaine culturel	1 260 €
Groupe 2	Accueil bibliothèque et assistant évènementiel	1 200 €

Article 4 : Les modalités de maintien ou de suppression du complément indemnitaire annuel (C.I.A.) :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

En cas de congés de maladie ordinaire, pour accident de service et de maladie professionnelle : le C.I.A. suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, ce complément sera maintenu intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement du complément indemnitaire annuel sera suspendu.

Article 5 : Périodicité de versement du complément indemnitaire annuel (CIA) :

Le CIA fera l'objet d'un versement en une seule fois et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Il sera fonction de l'enveloppe budgétaire et des critères fixés ci-dessous :

La valeur professionnelle de l'agent,

Son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions,

Son sens du service public,

Sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail,

La connaissance de son domaine d'intervention,

Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec les partenaires internes ou externes comme son implication dans les projets du service ou sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel,

Sa ponctualité,

Son assiduité,

Sa volonté à se former,

Son respect du règlement et des procédures

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Article 6 : Clause de revalorisation

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Article 7 : la date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de ce jour.

LES REGLES DE CUMUL DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P.

L'IFSE et le CIA sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le RIFSEEP ne pourra se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (IEMP).

L'IFSE est en revanche cumulable avec :

- L'indemnité de maniement des fonds,
- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemple : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...)
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...)
- La prime de responsabilité versée au DGS.

L'arrêté en date du 27/08/2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) est cumulable avec les indemnités de nuit, de dimanche ou de jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25/08/2000.

L'attribution individuelle de l'IFSE et du CIA décidée par l'autorité Territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Jeanne SERRA,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** la mise à jour du RIFSEEP communal par cette délibération commune à l'ensemble des filières.
- **INSCRIT** la mise à jour de l'annexe 1 relative à la grille des critères d'attribution de l'IFSE pour les agents de catégorie C et l'instauration de l'annexe 2 relative à la grille des critères d'attribution de l'IFSE pour les agents de catégorie A et B.

Le Directeur général des services indique que la collectivité a été amenée à modifier le dispositif à la suite d'observations du contrôle, celui-ci ayant relevé des éléments non conformes.

Il précise que certaines dispositions, bien qu'ayant pour objectif d'améliorer la situation des agents (notamment en intégrant des absences liées à la maladie ordinaire ou des mécanismes de protection), ne peuvent pas comporter de référence à l'état de santé dans le cadre réglementaire applicable.

En conséquence, ces mentions ont été retirées afin de sécuriser juridiquement le dispositif, notamment dans le cadre du régime indemnitaire de type RIFSEEP.

Carine ZURIA demande s'il faut comprendre que l'assiduité des agents ne sera plus valorisée.

*Le Maire précise que les dispositions initialement prévues, visant à valoriser l'assiduité, doivent être retirées afin de garantir la conformité juridique du dispositif.
En conséquence, la collectivité doit se conformer à cette demande.*

Délibération 2026.01.07 Participation de la collectivité à la Protection Sociale Complémentaire santé des agents dans le cadre de la labellisation au 1^{er} janvier 2026

Madame Jeanne SERRA, conseillère municipale déléguée aux ressources humaines, expose au Conseil Municipal :

La réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux. Cette ordonnance introduit en effet le caractère obligatoire de cette participation à la garantie santé à compter du 1^{er} janvier 2026.

Elle introduit notamment une obligation pour ces derniers de mettre en œuvre une participation financière à la couverture du risque Prévoyance de leurs agents à compter du 1er janvier 2025, puis à celle des risques frais de Santé à compter du 1er janvier 2026, ainsi que des niveaux minimums de couverture pour chacun des risques. Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est venu en préciser les modalités.

A l'issue d'un processus de négociation engagé au niveau national, l'accord collectif signé le 11 juillet 2023 ouvre, en parallèle du volet Prévoyance, des discussions sur les contours des futurs régimes de couverture du risque Santé. En effet, les parties audit accord s'engagent à un dispositif de revoyure qui a vocation à se substituer à celui prévu au II de l'article 8 du décret n° 2022-581 du 20 avril 2022

A date, la revoyure n'ayant pas eu lieu, la participation minimale des employeurs territoriaux en matière de Frais de Santé à compter du 1er janvier 2026 s'établit à 15 € par agent et par mois (soit 50 % d'un montant de référence fixé à 30€). En outre, les contrats de Frais de Santé proposés aux agents de la Fonction Publique Territoriale doivent être constitués d'un panier de soins de référence, déterminé par le décret n° 2022- 581 du 20 avril 2022 et précisé au II de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale. Pour rappel, la complémentaire santé est destinée à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient.

Aussi, à compter du 1er janvier 2026, la collectivité décide de participer financièrement à la cotisation « frais de Santé » de ses agents dans le cadre de la labellisation. Ainsi il est décidé, pour tous les agents adhérents à un contrat individuel labellisé en matière de Santé de mettre en œuvre une participation à compter du 1er janvier 2026 à hauteur de 15 € par agent et par mois.

Le Maire de BONIFACIO précise que chaque agent souhaitant bénéficier de cette participation doit remettre une attestation de sa mutuelle justifiant de la labellisation de son contrat chaque année. La labélisation permet en effet de s'assurer que le contrat de mutuelle répond aux critères sociaux et de solidarité définis par le décret n°2011-1474.

Il est rappelé que la participation de la collectivité ne peut en aucun cas être supérieure au coût réel de la cotisation.

Il est à noter que, conformément au rôle d'expertise confié en la matière aux Centres de gestion par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, le Centre de gestion de la Corse du Sud proposera un contrat collectif à adhésion facultative auquel les collectivités pourront souscrire et proposer à leurs agents. Les enjeux sont en effet multiples : meilleure couverture des frais de santé et optimisation de tarification des risques dans le cadre du marché, attractivité du secteur public etc.

Il convient d'en délibérer.

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 827-1 et suivants,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la Circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'Ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'Accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'avis du comité social territorial,

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Jeanne SERRA,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** la participation de la collectivité au financement des contrats individuels labellisés de protection sociale complémentaire en matière de santé à hauteur de 15 euros par mois et par agent, quelle que soit sa quotité de travail, sous réserve qu'il produise un justificatif de cette labellisation chaque année.
- **INSCRIT** les crédits nécessaires au budget de la collectivité.

Le Maire indique que la délibération concerne la participation de la commune à la protection sociale complémentaire des agents (mutuelle et prévoyance), dans le cadre de l'évolution de la réglementation nationale.

Il précise que ce dispositif vise à améliorer la couverture des agents en matière de santé et de prévoyance et s'inscrit dans une logique de solidarité et de soutien au pouvoir d'achat.

Il souligne que la collectivité met en œuvre cette obligation réglementaire au bénéfice des agents.

Délibération 2026.01.08 Adhésion à la convention de participation en prévoyance souscrite par le Centre départemental de Gestion de la Corse-du-Sud

Madame Jeanne SERRA, conseillère municipale déléguée aux ressources humaines, expose au Conseil Municipal :

Vu l'article L.827-7 du Code général de la Fonction Publique ;

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération du Centre départemental de gestion n° du 12 septembre 2025 portant choix du prestataire retenu pour la conclusion de la convention de participation pour le risque « Prévoyance » ;

Vu la convention de participation signée entre le Centre départemental de gestion et la MNT ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 18/12/2025 ;

Vu l'accord national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

Monsieur le Maire de BONIFACIO expose que, conformément au décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 en place autorisant la mise en place de conventions de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire, pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées du département de la Corse-du-Sud à compter du 1er janvier 2026 et pour une durée de 6 ans.

A l'issue de la procédure de consultation, le Centre départemental de gestion a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT). Cette convention prend effet le 1er mars 2026, pour se terminer le 31 décembre 2031.

Les collectivités territoriales et établissements publics peuvent désormais adhérer à la convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Social Territorial.

Caractéristiques du contrat-groupe « prévoyance »

La formule de garanties proposée à compter du 1^{er} mars 2026 est la suivante :

« **Incapacité de travail** » à hauteur de 90 % du traitement indiciaire et de la nouvelle bonification indiciaire nets et de 90 % du régime indemnitaire net + « **Invalidité** » à hauteur de 90 % du traitement indiciaire net.

Niveaux de prestation proposés à la collectivité et déclinés dans le tableau ci-après :

Formule	Niveau de prestation 2	Taux relatifs au choix du caractère de l'adhésion (plus de 15 agents)	
		Facultative : 2.90 %	Obligatoire : non
Incapacité temporaire de travail + Invalidité	90% du TBI + NBI net + 90% du traitement net de référence		

(¹)TBI : Traitement Indiciaire Brut - NBI : Nouvelle Bonification Indiciaire - RI : Régime indemnitaire mensuel

Le niveau de garanties est du ressort de chaque collectivité au moment de son adhésion à la convention de participation pour le risque « prévoyance ».

L'adhésion au contrat-groupe « prévoyance », s'effectue sans questionnaire médical ni carence dans les 12 mois suivant l'adhésion de l'employeur ou la date de recrutement. A l'issue de cette période, une carence de 6 mois est applicable.

Participation financière de l'employeur

L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre départemental de gestion est conditionnée au versement d'une participation financière versée aux agents ayant souscrit un contrat avec la MNT.

Le montant alloué peut être soit identique pour l'ensemble des agents, soit modulé dans un but d'intérêt social en prenant en compte le revenu de l'agent.

L'aide financière mensuelle est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 sur la base d'un montant minimum de référence fixé par décret à hauteur de 7€/mois/agent.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Jeanne SERRA,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** l'adhésion à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre départemental de gestion de la Corse-du-Sud et la MNT à compter du 1^{er} mars 2026 (le contrat souscrit aura un caractère facultatif pour les agents).

- **DECIDE** d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité adhérant au contrat relatif à la convention précitée.
- **DECIDE** de fixer le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 15 € (adhésion facultative). Ce montant est identique à l'ensemble des agents.
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention d'adhésion à la convention de participation et tout acte en découlant.
- **INSCRIT** les crédits nécessaires au budget de la collectivité.

Le Maire indique qu'une délibération complémentaire est proposée en matière de ressources humaines.

Il précise qu'un agent contractuel, recruté sur un poste de catégorie B en charge de la tranquillité publique, a donné entière satisfaction dans l'exercice de ses fonctions. Dans ce contexte, il est proposé de faire évoluer son poste en catégorie A, avec un élargissement de ses missions.

Celles-ci incluront notamment la responsabilité du service de la tranquillité publique, en lien avec la police municipale, ainsi que la gestion de la régie des parkings, sous l'autorité du DGS et de la DGA.

Le Maire souligne que cette évolution vise à renforcer la cohérence et la coordination entre les services, notamment entre la police municipale et la gestion du stationnement, afin d'assurer une meilleure fluidité dans leur fonctionnement.

Il met en avant la qualité du travail de l'agent concerné et l'intérêt de cette organisation pour le bon fonctionnement des services.

Délibération 2026.01.09 Création d'un emploi permanent de responsable du service à la population et à la tranquillité publique et du service régie des parkings à temps complet (35 h) à la commune de Bonifacio

Madame Jeanne SERRA, conseillère municipale déléguée aux ressources humaines, expose au Conseil Municipal qu'à compter de ce jour, un emploi permanent de responsable du service à la population et à la tranquillité publique et du service régie des parkings à temps complet (35 h) doit être créé à la commune de Bonifacio.

L'intéressé(e) sera recruté conformément au décret n°87-1099 du 30 décembre 1987, modifié par le décret n° 2006-1460 du 28 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emploi des attachés territoriaux, par inscription sur liste d'aptitude.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A de la filière administrative, du cadre d'emplois des attachés territoriaux.

L'agent devra justifier d'un diplôme de niveau 7 et d'une expérience dans le domaine.

Au regard de la spécificité de l'emploi, de l'expertise et des compétences attendues et si le recrutement d'un fonctionnaire s'avère infructueux, l'emploi pourra être occupé par un agent contractuel relevant de la catégorie A conformément à l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique qui permet aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le Code général de la fonction publique, de recruter un contractuel sur tout emploi permanent.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Ce poste de responsable du service à la population et à la tranquillité publique et du service régie des parkings comporte les missions suivantes :

Service à la population et à la tranquillité publique :

- Assurer le pilotage, l'organisation et le bon fonctionnement du service de Police Municipale.
- Encadrer, coordonner et animer les équipes dans le respect du cadre réglementaire.
- Participer à la définition et à la mise en œuvre des orientations de la collectivité en matière de sécurité et de prévention.
- Organiser la surveillance de la voie publique, des bâtiments communaux et la sécurisation des événements.
- Superviser la gestion administrative, le suivi de l'activité et le reporting auprès de l'autorité territoriale.
- Développer les relations partenariales avec les services de l'État, les partenaires institutionnels et la population.

Service régie des parkings :

- Pilotage stratégique et organisation de la régie des parkings
- Encadrement et management de l'équipe
- Suivi des travaux et des équipements
- Suivi financier et analyse de l'activité
- Aide à la décision auprès de l'autorité territoriale

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Jeanne SERRA,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** la création au tableau des effectifs de l'emploi permanent de responsable du service à la population et à la tranquillité publique et du service régie des parkings à temps complet (35 h) à la commune de Bonifacio à compter de ce jour.
- **INSCRIT** Les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent ainsi nommé et les charges sociales s'y rapportant, seront inscrits au budget, aux articles et chapitre prévus à cet effet.

L'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement sont fixées conformément au statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Le Maire présente ses condoléances à Patrick Tafani, empêché d'assister à la séance en raison d'un deuil familial.

Il indique que, en son absence, il assurera la présentation du rapport d'activité des parkings initialement prévu, en s'efforçant d'en restituer les éléments principaux.

Afin de préparer cette présentation, il laisse la parole à Marie-Josée CULIOLI-VICHERA sur les affaires du port.

Délibération 2026.01.10 Stratégie environnementale du port pour 2026

Madame Marie-Josée CULIOLI-VICHERA, 3^{ème} adjointe, déléguée au port de plaisance et aux affaires maritimes, expose au Conseil Municipal :

Le port de Bonifacio a obtenu la certification européenne « Ports Propres » en 2019, la certification « Ports Propres actif en biodiversité » et le label « Pavillon bleu » en 2020 .

Pour 2026, l'objectif est de la commune de Bonifacio est de renouveler l'ensemble de ces certifications et labels démontrant une cohérence de la stratégie portuaire en faveur de la sauvegarde de la biodiversité.

Dans le cadre de cette démarche, la commune se doit de valider une déclaration de politique environnementale pour le port.

DÉCLARATION DE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE POUR L'ANNEE 2026

Le port de plaisance et de pêche de Bonifacio a obtenu la certification européenne « Ports Propres », la certification « Ports Propres Actif en biodiversité » et le label « Pavillon bleu » marquant ainsi la volonté de mettre en place une politique de management environnemental permettant de concilier préservation de l'environnement et développement des activités sur le littoral.

En 2026, le port de Bonifacio a programmé de mettre en place et conduire des actions en faveur de la protection et de la préservation de l'environnement :

- *Programmation de formations au profit des personnels :*
 - o *Formation « Ports Propres »*
 - o *Formation « Ports Propres actif en biodiversité »*
- *Suivi scientifique des Biohuts renouvelés en 2026*
- *Suivi de la qualité des eaux du port*
- *Renouveler l'adhésion à l'opération « je navigue/je trie »*
- *Mise en place d'une opération de nettoyage du port*
- *Mise en place d'actions de sensibilisation des usagers et des scolaires au travers de conférences et réception d'associations*
- *Mise en place d'actions de sensibilisation associées aux nurseries artificielles.*
- *Continuité dans le partenariat avec l'Office de l'Environnement de la Corse*
- *Utiliser l'application les ports corses pour accroître la sensibilisation auprès des plaisanciers via l'envoi de notifications*
- *Sensibiliser les scolaires à l'aide des panneaux permanents mis en place quai nord : nourrissage des poissons, protection de la posidonie, actions environnementales du port, intérêts des nurseries artificielles.*
- *Formation des saisonniers.*
- *Au vu de l'intervention effectuée auprès des enfants de l'école primaire de Bonifacio ; transformation de la structure de protection du chantier en espace de sensibilisation. Projet avec l'école primaire.*

Cette politique de management environnemental s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement durable développée par la commune de Bonifacio dans le cadre d'actions de sensibilisation des usagers et des scolaires.

Il est demandé à Monsieur le Maire de présenter au vote du conseil municipal la déclaration de politique environnementale 2026 du port de Bonifacio.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal, OUI l'exposé de Marie-Josée CULIOLI-VICHERA, Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

➤ **APPROUVE** la déclaration de politique environnementale 2026 du port de Bonifacio.

La 3^{ème} adjointe ajoute qu'à l'occasion des travaux autour de la capitainerie, un projet de sensibilisation est envisagé en lien avec les scolaires de Bonifacio, notamment l'école primaire. Des panneaux pédagogiques réalisés dans ce cadre pourraient être installés sur le chantier, en lieu et place de supports publicitaires.

Délibération 2026.01.11 Transfert de gestion du port de plaisance de Cavallo

Madame Marie-Josée CULIOLI-VICHERA, 3^{ème} adjointe, déléguée au port de plaisance et aux affaires maritimes, expose au Conseil Municipal :

Le port de plaisance de l'île de Cavallo, situé dans l'archipel des Lavezzi sur la Commune de Bonifacio, offre une capacité d'accueil de 230 bateaux et a été mis en service en 1993.

L'établissement et l'exploitation de ce port ont été confiés, par contrat de concession signé le 3 novembre 1988, par le Préfet de la Région de Corse à la Société du Port de Cavallo pour une durée de trente-cinq ans.

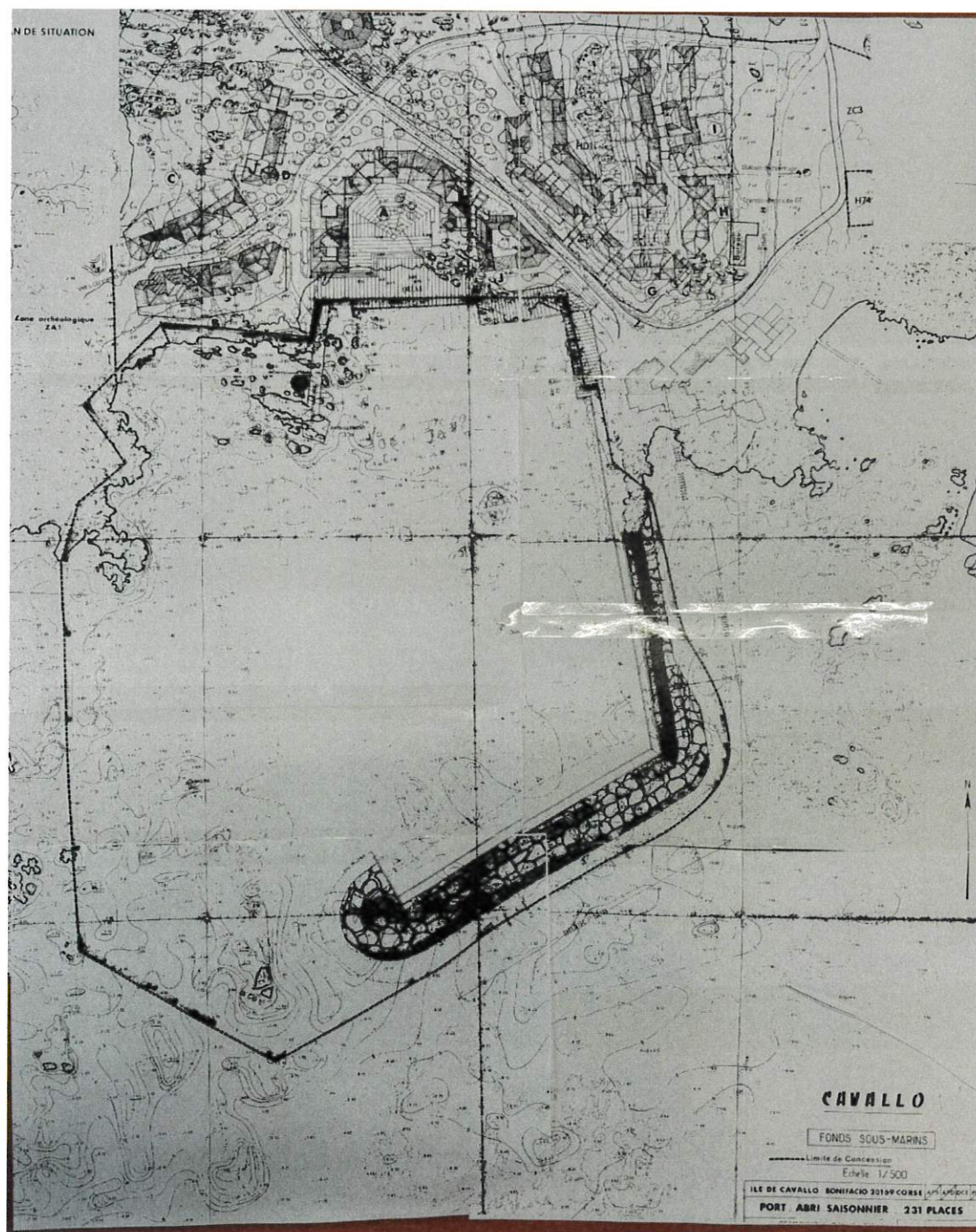
Par arrêté du 25 juin 1991, le Préfet a transféré à la commune de Bonifacio la gestion du domaine public maritime affecté à la réalisation du port pour une durée de 35 ans, soit jusqu'au 25 juin 2026.

Dans ce cadre, la commune de Bonifacio a conclu, le 1er juin 1993, un contrat de concession avec la Société du Port de Cavallo, portant sur l'établissement et l'exploitation du port, dans des conditions identiques à celles fixées par le contrat de 1988.

L'échéance de ce contrat est également fixée au 25 juin 2026.

Afin de garantir, à compter de cette échéance, une exploitation pleine et entière du port de Cavallo par la commune, il convient d'engager les démarches nécessaires en vue de fixer le régime de gestion du domaine public maritime correspondant, dans un périmètre identique à la limite de concession définie par l'arrêté préfectoral n° 91-755 du 25 juin 1991 et l'annexe 1 du cahier des charges (pièces jointes n° 1 et n° 2).

Pièce n°1 : Plan (échelle 1/500è) portant limites de la concession, annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°91.755 du 25 juin 1991 et annexe 1 du cahier des charges de la convention liant la commune et la Société du Port de Cavallo.





Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Mme CULIOLI VICHERA,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter auprès de l'Etat la conclusion d'un nouveau transfert de gestion du domaine public maritime affecté au port de Cavallo, sans limitation de durée, conformément au périmètre de la concession initiale.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de cette procédure de transfert de gestion.

Le Maire rappelle qu'un différend oppose la commune à la société gestionnaire du port de Cavallo concernant l'appréciation de l'état sanitaire et structurel de l'ouvrage. Dans ce contexte, la commune a saisi le tribunal administratif afin de défendre les intérêts de la collectivité et des habitants de Bonifacio.

Il souligne que, depuis 2008, la municipalité poursuit une politique visant à réintégrer pleinement l'île de Cavallo dans un fonctionnement conforme aux règles de droit commun, tout en reconnaissant les droits des propriétaires présents sur l'île, assortis de leurs obligations.

À ce titre, plusieurs actions ont été menées :

- *la réalisation d'une station d'épuration financée intégralement par les copropriétaires, sans contrepartie en droits à construire ;*
- *des démarches engagées dès 2009 pour récupérer la gestion du port, sans succès à cette époque ;*
- *la relance de cette volonté à partir de 2020, avec des investigations approfondies sur l'état du port.*

Des expertises techniques ont été réalisées :

- *une première en 2023 évaluant les travaux nécessaires à environ 9,5 millions d'euros ;*
- *une seconde en 2025 estimant ces travaux à environ 8,5 millions d'euros.*

Ces conclusions sont en contradiction avec celles de la société gestionnaire, qui estimait les besoins inexistantes ou très limités.

Saisi par la commune, le tribunal administratif a rendu un avis particulièrement préoccupant, préconisant la fermeture du port pour des raisons de sécurité, dans l'attente d'un rapport définitif.

Le Maire rappelle que la sécurité des biens et des personnes constitue une priorité absolue, justifiant la décision de fermeture du port.

Il indique également que le conseil municipal s'est prononcé à l'unanimité en faveur d'une gestion publique du port, sous forme de régie directe.

La commune fixe comme objectif que cette gestion ne génère aucun coût pour les finances communales, ni en investissement ni en fonctionnement.

Le Maire souligne les incertitudes quant à la capacité de la société gestionnaire actuelle à financer les travaux nécessaires, notamment dans un contexte de changement de direction intervenu après les conclusions du tribunal.

Il anticipe un risque de contentieux prolongé.

La commune envisage d'explorer des solutions fondées sur des droits d'usage, en s'appuyant sur les capacités contributives des propriétaires de l'île, afin de permettre la remise en état et le fonctionnement du port.

Des échanges ont été engagés avec les services de l'État, notamment le préfet de région, afin d'envisager la réalisation de travaux d'urgence permettant une réouverture partielle du port à court terme.

L'objectif est de démontrer la capacité de la puissance publique à reprendre la gestion directe de l'équipement et à en assurer le bon fonctionnement.

Carine ZURIA sollicite des précisions sur la notion de « droit d'usage ».

*Le Maire explique que ce dispositif correspond à une **autorisation d'occupation de longue durée**, assimilable à une forme de location, généralement comprise entre 10 et 15 ans. Ce mécanisme permettrait à des usagers de contribuer financièrement aux investissements nécessaires, en contrepartie d'un droit d'utilisation temporaire des installations portuaires.*

Il rappelle qu'un dispositif similaire avait été mis en œuvre sur le port de Bonifacio, avec une durée limitée à 10 ans, permettant à la commune de percevoir plusieurs millions d'euros et de récupérer ensuite la pleine maîtrise des emplacements. Selon lui, ce modèle pourrait être transposé au port de Cavallo afin de financer les travaux de remise en état, limiter l'impact financier pour la commune, garantir, à terme, une gestion publique complète.

Le Maire précise que les services municipaux doivent désormais affiner l'évaluation du coût réel des travaux afin de déterminer précisément les besoins de financement.

Denis LOPEZ s'interroge sur l'état du port en fin de délégation et sur les recours possibles à l'encontre de la société gestionnaire.

Le Maire indique que des recours juridiques sont envisagés, tant à l'encontre de la société que, le cas échéant, de ses dirigeants. Ces procédures seront engagées afin de défendre les intérêts de la commune. Il souligne toutefois que l'établissement des responsabilités pourrait s'avérer complexe, notamment en raison de l'ancienneté de certains désordres. Les conseils juridiques de la commune estiment néanmoins que la responsabilité de cette dernière resterait limitée, même en cas de mise en cause partielle.

Enfin, il indique que, malgré les contraintes, le port de Cavallo présente un potentiel économique réel, avec des résultats d'exploitation estimés à plusieurs centaines de milliers d'euros par an ces dernières années.

Délibération 2026.01.12 Programmation événementielle du port pour 2026

Conformément aux articles L 1111-1-1 et L1111-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Carine ZURIA, conseillère municipale ayant un intérêt personnel à l'accueil de la Corsica Classic, se retire et ne participe ni aux débats ni au vote de la présente délibération.

Il est précisé que cette conseillère municipale n'est pas comptabilisée dans le calcul du quorum pour ce point.

Madame Marie-Josée CULIOLI-VICHERA, 3^{ème} adjointe, déléguée au port de plaisance et aux affaires maritimes, expose au Conseil Municipal :

Le port envisage de programmer différents événements au cours de l'année 2026.

Le port de Bonifacio constitue un équipement structurant participant à l'attractivité économique, touristique et maritime de la commune.

La volonté municipale est de développer une programmation événementielle cohérente, valorisant le nautisme, l'identité maritime et le patrimoine portuaire. Les manifestations prévues pour l'année 2026 présentent un intérêt public local en ce qu'elles contribuent :

- Au rayonnement national et international de la Commune ;
- Au développement économique local (commerces, restauration, hébergement, services portuaires) ;
- À l'animation du port et du centre ancien ;
- À la promotion de la culture maritime et du nautisme ;
- À la consolidation du lien historique des Bonifaciens avec leur port antique, leur tradition de village de pêcheurs, à leur attachement au milieu marin et à la navigation ;
- À la cohérence des politiques publiques locales en matière de nautisme, notamment au regard du partenariat conclu avec le club de voile pour la pratique scolaire ;
-

La **SWAN BONIFACIO CHALLENGE** reviendra pour une 3^{ème} édition du 24/04 au 02/05/2026.

Organisée par le Yacht Club de Bonifacio dans le cadre de la "Nations League" du ClubSwan Racing, cette compétition de renom réservée aux voiliers monotypes de la marque Nautor Swan promet encore une fois des courses palpitantes et des défis captivants.

Les voiliers seront barrés par leurs propriétaires, accompagnés de professionnels et d'amateurs. Cette année la participation atteint 35 voiliers représentés par 40 nations,

Pour cet événement majeur la commune prend en charge un certain nombre de prestations telles que :

- Hébergement et restauration pour l'organisation
- Soirées et différents cocktails (ouverture, remise des prix)
- Surveillance du port
- Logistique
- Places d'amarrage sans frais

Les prestations offertes pour cet événement peut être valorisé à un montant d'environ 50 000€, sensiblement identique à 2025.

La **BONIFACIO CAPE 31 CUP**, organisée par le Yacht Club de Bonifacio se tiendra du 04 au 07 juin 2026.

La **Cape 31 Class** est une classe internationale de voiliers de compétition en monotypie. Elle organise des événements sportifs de haut niveau rassemblant des équipages internationaux.

Cette épreuve permettra de valoriser davantage le port avec une nouvelle compétition de haut standing.

18 bateaux sont engagés pour cette compétition.

La commune s'engage à mettre à disposition, sans frais, les places d'amarrage nécessaires et à prendre en charge l'organisation d'un cocktail dînatoire.

Le 35^{ème} RASSEMBLEMENT GRANDS BANKS MÉDITERRANÉE

L'association nationale des propriétaires de Grands Banks a choisi de faire escale au port de Bonifacio lors de son 35^{ème} rassemblement.

Aussi, la commune s'engage à :

- Mettre à disposition des places d'amarrage du jeudi 18 juin au lundi 22 juin (4 nuits), facturées à hauteur de 50% du passage.
- Mettre à disposition une salle de réunion à la Maison des Pêcheurs pour l'AG de l'association de préférence le samedi 20 à 10 heures
- Mettre à disposition de la salle de réunion à la Maison des Pêcheurs pour une soirée de préférence le dimanche 21 juin
- Autoriser la mise en place de tables sur le quai pour les moments de convivialité.

La CORSICA CLASSIC

Pour la 17^{ème} année consécutive, le port de Bonifacio accueillera du 27 au 30 août 2026, l'épreuve de voiliers de tradition, la Corsica Classic.

Cette manifestation participe à la valorisation du patrimoine maritime et au rayonnement de la cité. En effet, cette épreuve permet de faire connaître des voiliers d'époque autour de la Corse, dont plusieurs sont classés Bâtiments d'Intérêt Patrimonial (BIP). »

Une délibération spécifique viendra préciser les modalités de soutien de la commune à cet événement, notamment par la conclusion d'une convention avec l'organisateur.

Il est demandé à Monsieur le Maire de présenter au vote du Conseil Municipal la validation des conditions d'accueil précédemment définies pour ces événements.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Marie-Josée CULIOLI-VICHERA,

Après en avoir délibéré,

POUR	20
CONTRE	0
ABSTENTION	1

- **APPROUVE** la programmation événementielle du port de plaisance pour l'année 2026.
- **VALIDE** les modalités d'accueil et de soutien logistique et financier pour chacune des manifestations ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette programmation.
- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget annexe du port et au budget principal selon la nature des dépenses.

Le Maire rappelle que la commune de Bonifacio a déjà accueilli, par le passé, des manifestations nautiques d'envergure, notamment dans les années 1990.

Ces événements, marqués par la présence de bateaux d'exception, ont constitué des moments importants de la vie locale.

Il souligne que ces initiatives s'inscrivent dans une tradition que la municipalité entend poursuivre et développer.

Le Maire se félicite de la montée en puissance récente des manifestations nautiques organisées sur le port de plaisance, qu'il considère comme un axe structurant du développement et de l'attractivité de la commune.

Il tient à saluer l'action de M. Michel Marollaroni, en tant que président du Yacht club de Bonifacio, pour le travail accompli et les résultats obtenus.

Délibération 2026.01.13 Tarification portuaire 2026

Madame Marie-Josée CULIOLI-VICHERA, 3^{ème} adjointe, déléguée au port de plaisance et aux affaires maritimes, expose au Conseil Municipal :

Tarifs Portuaires

Les tarifs portuaires 2026 ont été présentés au vote du Conseil Portuaire le 13 février 2026.

La stratégie tarifaire pour 2026 est détaillée ci-dessous et il est proposé les modifications suivantes :

Concernant les tarifs au passage hors Catena :

- Augmentation des tarifs sensiblement de 3 % pour les tranches 1 à 3 (équivalent à l'inflation)
- Augmentation des tarifs de 10% pour les tranches de 4 à 8 au regard des éléments suivants :
 - La demande supérieure à l'offre en très haute saison
 - Les prix pratiqués par les autres ports comparables
 - Les couts des consommations des fluides
 - Le besoin de financement des projets en cours

Concernant les tarifs professionnels hors loueurs Sant'Amanza :

- Augmentation des tarifs de 3% liée à l'inflation

Le tarif « Loueurs Sant'Amanza » n'est pas soumis à l'augmentation, car il ne comprend pas les services de délivrance des fluides ni le remplacement des pendilles, contrairement au tarif « Loueurs ».

Tarif Pontons Piantarella Cavallo

- Augmentation des tarifs de 3% liée à l'inflation

Contrats d'hivernage et les contrats annuels hors pontons flottants et bateau d'intérêt patrimonial :

- Augmentation des tarifs de 3% liée à l'inflation

Le tarif « Pontons flottants à l'année » n'est pas concerné par l'augmentation en raison des différences de services. En effet, ces pontons ne sont pas équipés de bornes électriques, disposent d'un accès restreint à l'eau (6 sorties pour 28 bateaux, contre 24 sorties pour 18 bateaux sur les pontons classiques), sont plus éloignés des parkings et offrent une structure d'accueil moins robuste.

Quant au tarif « Bateau d'intérêt patrimonial (BIP) », il doit rester avantageux afin de préserver la présence de bateaux historiques dans le port.

PASSAGE / TAXE DE SEJOUR 0,88 € / PAX / JOUR							HIVERNAGE	HIVERNAGE BATEAUX < OU = à 26m ²	ANNÉE
TRANCHE	SURFACE prix calculé au m ²	Du 21/10 au 14/04	Du 15/04 au 31/05 et du 01/10 au 20/10	Du 01/06 au 30/06 et du 01/09 au 30/09	Du 01/07 au 10/07 et du 26/08 au 31/08	Du 11/07 au 25/08	01/10 au 01/06	01/09 au 01/07	01/01 au 31/12
		NUIT	NUIT	NUIT	NUIT	NUIT			
1	< ou égal à 26m ²	0,60 €	0,80 €	0,95 €	0,95 €	0,95 €			
2	> à 26m ² à 56m ²	0,70 €	1,25€ *(1,45€)	1,45€ *(2,00€)	2,00€ *(2,40€)	2,40 €			
3	> à 56m ² à 93m ²	0,95 €	1,45€ *(1,75€)	1,75€ *(2,30€)	2,30€ *(2,60€)	2,60 €			
4	> à 93m ² à 150m ²	1,30 €	2,30 €	2,75 €	3,10 €	3,40 €	54€ / m ²	160€ (le navire ne peut être habité)	176€ / m ²
5	> à 150m ² à 300m ²	1,45 €	2,75 €	3,20 €	3,75 €	4,20 €			
6	> à 300m ² à 600m ²	1,55 €	3,30 €	3,65 €	4,50 €	4,95 €			
7	> à 600m ² à 750m ²	1,65 €	3,65 €	4,00 €	5,20 €	5,85 €			
8	> à 750m ²	1,75 €	4,00 €	4,30 €	6,05 €	6,60 €			

TARIFS PROFESSIONNELS	
Bateliers	90 €/m ²
Loueurs	66 €/m ²
Loueurs Sant'Amanza	62€/m ²
Tarif croisières	107 €/m ²
Pontons Piantarella Cavallo	41 €/m ²
TARIFS COMPLÉMENTAIRES	
Ponton flottants	80€/ML/AN
	21€/ML/SEMAINE
BIP	20€/ML/AN
TARIFS DÉBARQUEMENT DÉCHETS	
TARIF POUR 100KG	50 €

ESCALE JOURNALIERE (passage de 12h à 17h)
Pour les unités > ou = à 24 m
25% du tarif journalier en vigueur
Gratuité du refueling à quai avant 17h
Pour les unités < à 24 m
Gratuité ou forfait de 25€ si délivrance des fluides
Navires de Plaisance à utilisation Commerciale
Forfait de 960€ / saison (juin à Septembre)

* Les lundis, mardis et mercredis de la période du 15/04 au 31/05 et du 01/10 au 20/10 seront soumis aux tarifs de la période du 01/06 au 30/06 et du 01/09 au 30/09 et ce pour les tranches 2 et 3
* Les lundis, mardis et mercredis de la période du 01/06 au 30/06 et du 01/09 au 30/09 seront soumis aux tarifs de la période du 01/07 au 10/07 et du 26/08 au 31/08 et ce pour les tranches 2 et 3
* Les lundis, mardis et mercredis de la période du 01/07 au 10/07 et du 26/08 au 31/08 seront soumis aux tarifs de la période du 11/07 au 25/08 et ce pour les tranches 2 et 3

TARIFS MOUILLAGE CATENA		
Nuitée	Monocoque	25 € / nuit
	Multicoque	50 € / nuit
Tarif estival après hivernage dans le port (juin/juill/aout/sept)	Monocoque	1 000 €
	Multicoque	2 000 €
Délivrance de fluides gratuite pour les bateaux ayant passé une nuit au mouillage Catena		

Tarifs 2026 de la ZMEL Grande Plaisance de Sant Amanza

Les tarifs de la ZMEL Grande plaisance de Sant'Amanza 2026 ont été présentés au vote du Conseil Portuaire le 13 février 2026.

Depuis août 2021 le port de Bonifacio exploite des zones de mouillage et d'équipements légers (ZMEL) dans le golfe de Sant Amanza.

Il est demandé à Monsieur le Maire de présenter au vote du Conseil Municipal la tarification de la ZMEL de Sant Amanza pour l'année 2026.

MOUILLAGE ORGANISE DE SANT'AMANZA GRANDE PLAISANCE									
Tarification au M ² , longueur et largeur hors tout du navire ,TVA 20 % incluse									
PASSAGE 2026									
TRANCHE	SURFACE prix calculé au m ²	Du 01/05 au 31/05 et du 01/10 au 31/10		Du 01/06 au 30/06 et du 01/09 au 30/09		Du 01/07 au 10/07 et du 26/08 au 31/08		Du 11/07 au 25/08	
		11h à 18h	11h à 11h	11h à 18h	11h à 11h	11h à 18h	11h à 11h	11h à 18h	11h à 11h
1	< 150m ²	1,15 €	1,75 €	1,40 €	2,05 €	1,55 €	2,35 €	1,70 €	2,55 €
2	> à 150m ² à 300m ²	1,40 €	2,05 €	1,60 €	2,40 €	1,90 €	2,80 €	2,10 €	3,15 €
3	> à 300m ² à 600m ²	1,65 €	2,50 €	1,85 €	2,75 €	2,25 €	3,40 €	2,50 €	3,70 €
4	> à 600m ² à 750m ²	1,80 €	2,75 €	2,00 €	3,00 €	2,60 €	3,90 €	2,95 €	4,40 €
5	> à 750m ²	2,00 €	3,00 €	2,15 €	3,25 €	3,00 €	4,55 €	3,30 €	4,95 €



Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Marie-Josée CULIOLI-VICHERA,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **DECIDE** de fixer la tarification portuaire 2026 du port de plaisance de Bonifacio et de la ZMEL Grande Plaisance de Sant'Amanza tel qu'indiqué ci-dessus.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes permettant l'opération de cette opération.

Carine ZURIA s'interroge sur une éventuelle augmentation des tarifs applicable aux plaisanciers locaux.

Marie-Josée CULIOLI VICHERA précise qu'aucune augmentation n'est prévue pour les plaisanciers locaux.

Le Maire indique avoir échangé avec la ministre du Budget sur les contraintes pesant sur les finances locales et la nécessité de faire évoluer le cadre réglementaire.

Il souligne l'importance, pour la commune, de développer de nouvelles recettes, notamment via la tarification portuaire, afin de financer les investissements et les services publics.

Il évoque également la future reprise en gestion du port de Cavallo, nécessitant la mise en place d'une tarification adaptée.

M. Alain Di Meglio introduit les délibérations culturelles en remerciant les agents et collaborateurs des services patrimoine, culture et communication pour le travail accompli durant le mandat.

Il souligne la qualité des actions menées, leur contribution à la qualité de vie des habitants, ainsi que la transversalité avec les autres services municipaux, notamment l'office de tourisme.

Le Maire s'associe aux remerciements adressés aux services et souligne l'importance de la transversalité entre les équipes, gage d'efficacité de l'action municipale.

Délibération 2026.01.14 Programmation Label Ville d'Art et d'Histoire 2026

Monsieur Alain DI MIGLIO, 4^{ème} adjoint, délégué à la culture, au patrimoine et à la communication, expose au Conseil Municipal :

Bonifacio a obtenu le Label Ville d'Art et d'Histoire le 10 septembre 2020.

Dans le cadre de l'animation du Label, une convention tripartite ministère de la Culture, Collectivité de Corse et Commune, une programmation annuelle est présentée.

L'animation s'attache à répondre aux **objectifs fixés dans les 5 axes** qui composent le **programme annexé** à la présente délibération.

Les actions phares à retenir sur l'année 2026 :

AXE 1 : Promouvoir la médiation de l'architecture et du patrimoine et sensibiliser la population au cadre de vie et à ses évolutions.

À travers le processus de valorisation et d'animation de son label, la Commune s'engage auprès du jeune public et plus particulièrement auprès du public scolaire à susciter la curiosité, l'appréciation du patrimoine bonifacien et à l'importance de préserver et valoriser une identité cultivée.

Faisant suite à la monographie de 2010, cette année sera celle de la publication de cet ouvrage qui balaie l'histoire de Bonifacio de la Préhistoire jusqu'à nos jours, en actualisant les riches connaissances acquises sur notre histoire et notre patrimoine ces dix dernières années, de façon vulgarisée et accessible au grand public. La coordination scientifique sera assurée par Émilie Tomas.

L'ouvrage s'accompagnera d'une exposition en septembre, à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine, qui synthétisera les grandes lignes de l'ouvrage complété d'une exposition d'objets et mobiliers patrimoniaux.

Une programmation culturelle sera déclinée via l'organisation de visites guidées destinées à tous les publics, en particulier le public scolaire.

Publication et présentation des actes du colloque des JUHM 2025 « La Corse et Alger de l'Antiquité à Napoléon III »

AXE 2 : Créer des outils de médiation et d'interprétation.

Il s'agit essentiellement de créer des outils qui apportent la connaissance : signalétique, brochures, lieux d'accueil... Ces éléments visibles et concrets s'adressent aussi bien au Bonifacien qu'au visiteur occasionnel.

- Parcours Patrimonial « Bonifacio Autrement » avec WiVisits

Dès 2026, Bonifacio s'associe à WiVisits pour moderniser son parcours de 20 bornes historiques et rejoindre le réseau numérique patrimonial des grandes cités corses. Ce partenariat enrichira l'expérience avec de nouveaux contenus multimédias et prévoit même des capsules vidéo pédagogiques dédiées au jeune public.

AXE 3 : Conforter le dynamisme touristique par la valorisation de l'offre patrimoniale.

Cet axe consiste à sensibiliser les acteurs du tourisme sur le contenu des messages (discours et images) qu'ils diffusent auprès des visiteurs. Il s'agira de mettre en place des ateliers de formation, chaque année, à destination des prestataires touristiques, des personnels de l'Office du tourisme. L'objectif est de mettre en avant la dimension patrimoniale et diffuser un message de qualité.

- Journée de formation des guides conférenciers et de moyenne montagne

L'objectif recherché est d'intensifier l'accompagnement des socio-professionnels dans leur connaissance du territoire bonifacien, et de répondre à leurs attentes et interrogations.

Ces journées de formation s'inscrivent dans une double logique, culturelle et économique. En renouvelant les thématiques chaque année, les socio-professionnels disposent d'une connaissance élargie et réactualisée sur l'ensemble des aspects du territoire. Ainsi, du point de vue économique, la clientèle pourra être fidélisée sur le long terme.

Sujet proposé en 2026 : L'arrière-pays de Bonifacio.

AXE 4 : Mettre en œuvre une politique de dons et de mécénat.

Cet axe est simple en apparence mais indispensable puisqu'il s'agit de contribuer à la pérennité financière du label et de ses actions. L'expérience déjà acquise par la commune

dans le domaine de la recherche de financements est mise à profit et élargie avec la création d'un fonds de dotation spécifique, centré sur les politiques patrimoniales, la mise en œuvre et l'animation d'une cellule mécénat qui a pour mission notamment de renforcer le partenariat avec la Fondation du Patrimoine.

L'implication du Maire et des élus porte ses fruits.

Au total, en 2025, la somme totale de 497 505, 48€ a été récoltée afin de contribuer aux financements de la réhabilitation du couvent Saint-François (projet phare pour l'année écoulée), de l'église Saint-Dominique et de la réhabilitation paysagère de l'Ermitage de la Trinité.

Cela demande également une grande implication dans l'animation, la communication et le suivi juridique et financier.

Opérations :	Montants :
Couvent Saint-François	367 685, 48 €
Église Saint-Dominique	98 800, 00 €
Ermitage de la Trinité	31 020, 00 €
TOTAL :	497 505, 48€

AXE 5 : Assurer le rayonnement du LVAH.

C'est représenter la Ville de Bonifacio au sein des réseaux des professionnels du patrimoine et faire le lien avec les universitaires.

Le service patrimoines naturels et culturels propose une programmation générale de l'animation 2026 détaillée comme suit :

Axe 1 : Promouvoir la médiation de l'architecture et du patrimoine et sensibiliser la population au cadre de vie et à ses évolutions	Montant prévisionnel
Fête de la Nature	15 000,00 €
Journées Universitaires d'Histoire Maritime	6 000,00 €
Journées Européennes du Patrimoine	15 000,00 €
Animation de la Micro-Folie	2 000,00 €
Axe 2 : Créer des outils de médiation et d'interprétation	Montant prévisionnel
Publication « La Corse et Alger de l'Antiquité à Napoléon III »	5 000,00 €
Publication « Bonifacio, au fil de l'histoire »	25 000,00 €
Parcours Patrimonial	5 000,00 €
Axe 3 : Conforter le dynamisme touristique par la valorisation patrimoniale	Montant prévisionnel
Formations des guides et agents	1 200,00 €
Axe 4 : Mise en œuvre d'une politique de dons et de mécénat	Montant prévisionnel
Rassemblement des mécènes	15 000,00 €
Communication	4 000,00 €
Opération de collecte en partenariat avec la Fondation du Patrimoine	1 500,00 €
Organisation de la soirée des grands mécènes	15 000,00 €
Axe 5 : Assurer le rayonnement du Label Ville d'art et d'histoire	Montant prévisionnel
Cotisation Sites et Cités Remarquables	350,00 €
Montant prévisionnel global : 110 050,00 €	

Plus spécifiquement sur les actions de médiation Ville d'Art et d'Histoire et au regard du coût financier à mobiliser, je vous remercie de bien vouloir m'autoriser à solliciter les financements susceptibles d'être attribués par nos partenaires sur la base suivante :

Axe 1 : Promouvoir la médiation de l'architecture et du patrimoine et sensibiliser la population au cadre de vie et à ses évolutions	Montant prévisionnel
Journées Universitaires d'Histoire Maritime	6 000,00 €

Journées Européennes du Patrimoine	15 000,00 €
Plus spécifiquement sur les actions de médiation Ville d'Art et d'Histoire et au regard du coût financier à mobiliser, je vous remercie de bien vouloir m'autoriser à solliciter les financements susceptibles d'être attribués par nos partenaires sur la base suivante :	2 000,00 €
Animation de la Micro-Folie	
Axe 2 : Créer des outils de médiation et d'interprétation	Montant prévisionnel
Publication « La Corse et Alger de l'Antiquité à Napoléon III »	5 000,00 €
Publication « Bonifacio, de la Préhistoire à nos jours »	25 000,00 €
Parcours Patrimonial	5 000,00 €
Axe 3 : Conforter le dynamisme touristique par la valorisation patrimoniale	Montant prévisionnel
Formations des guides et agents	1 200,00 €
Axe 4 : Mise en œuvre d'une politique de dons et de mécénat	Montant prévisionnel
Axe 5 : Assurer le rayonnement du Label Ville d'art et d'histoire	Montant prévisionnel
Cotisation Sites et Cités Remarquables	350,00 €
<i>Montant prévisionnel global : 59 550,00 € HT</i>	

Plan de financement prévisionnel relatif au guide des aides de la Collectivité de Corse sur la base d'un montant subventionnable maximum de 60 000 € (Chap.6):

Collectivité de Corse	60%	35 730,00 €
Commune de Bonifacio	40%	23 820,00 €
TOTAL :		59 550,00 € HT

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé d'Alain DI MEGLIO,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** la programmation 2026 relative à l'animation du Label Ville d'Art et d'Histoire et le plan de financement qui lui est rattaché.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document permettant la réalisation de cette opération.

Délibération 2026.01.39 : Présentation du rapport d'activité et du bilan financier de la médiathèque – Année 2025

Monsieur Alain DI MIGLIO, 4^{ème} adjoint, délégué à la culture, au patrimoine et à la communication, rappelle au Conseil municipal :

Les services culturels de la commune présentent chaque année un bilan de leurs activités.

Le rapport d'activités de la médiathèque et celui du centre culturel pour l'année 2025 ont été établis afin de présenter les actions menées, la fréquentation des équipements, les animations proposées au public ainsi que les partenariats développés au cours de l'année.

Ces rapports permettent de mettre en lumière le dynamisme des équipements culturels de la commune et leur contribution à la vie culturelle locale.

Après en avoir pris connaissance,

Le Conseil Municipal,

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activités 2025 de la médiathèque ci-annexée.

Le Maire indique avoir assisté à une séance de cinéma organisée à Bonifacio et souligne la qualité de l'équipement (image et son) ainsi que l'intérêt de cette offre culturelle de proximité.

Il regrette cependant un manque d'information du public et invite à renforcer la communication afin de mieux faire connaître ces séances.

Il évoque également la question du confort des sièges, qu'il juge perfectible pour des séances de longue durée, et suggère qu'un renouvellement du mobilier pourrait être envisagé afin d'améliorer l'accueil du public et, potentiellement, la fréquentation.

Le Maire rappelle que cette activité s'inscrit dans une dynamique culturelle portée en partenariat avec un opérateur spécialisé, et constitue une offre complémentaire appréciée sur la commune, notamment en période hivernale.

Délibération 2026.01.15 Adoption de la programmation 2026 des animations de la médiathèque

Monsieur Alain DI MIGLIO, 4^{ème} adjoint, délégué à la culture, au patrimoine et à la communication, expose au Conseil Municipal :

Au fil du temps, la médiathèque de Bonifacio s'est affirmée comme un espace de création et de diffusion culturelle, tout en préservant ses missions essentielles de prêt, de consultation et d'accueil des scolaires.

En 2026, elle souhaite renforcer son rôle de vecteur de lien social, particulièrement durant la saison hivernale.

Grâce à une programmation renouvelée, pensée en complémentarité avec celle du Centre Culturel et construite avec des partenaires de qualité, la médiathèque ambitionne de refléter l'image d'un lieu ouvert, porteur d'une culture vivante et pleinement ancrée dans son territoire.

PROGRAMMATION 2026

❖ Littérature : 16 animations :

• Animations tout public :

1 Nuit de la Lecture :

Date : vendredi le 23 janvier à l'Espace Saint-Jacques à partir de 18h

Organisées pour la 10^e année consécutive par le Centre national du livre (CNL) sur proposition du ministère de la Culture pour célébrer le plaisir de lire, les Nuits de la lecture reviennent du 21 au 25 janvier 2026, sur « le thème ville et campagne ».

Cette 10^e Nuit de la Lecture sera animée par Yassi Nasserri de l'association Kimamori qui nous questionnera sur les livres qui nous invitent à redécouvrir la campagne ou à explorer la ville autrement ou comment les lectures partagées peuvent-elles rapprocher des publics urbains et ruraux ou encore quelles sont les voix littéraires qui donnent à entendre la diversité des territoires etc. ?

Montant : 1050€

7 clubs de lectures :

Ce rendez-vous attendu et devenu désormais incontournable se déroule à la médiathèque. Durant ce moment convivial, l'occasion est donnée de parler de l'actualité littéraire avec l'animatrice de l'association Kimamori, véritableoureuse des mots et des lettres, Yassi Nasserri.

Dates : 15 jan -12 fév. -26 mar-28 mai-08 oct-19 nov. - 03 déc.

Montant 7X245 = 1715€

1 Spectacle Corse-Naples. « Corsica-Napoli. Passa è vene »

Date : date à fixer

Création d'Orlando Forioso. Production TeatrEuropa de Corse.

Venez découvrir, à travers ce concert-récit, le grand amour musical et littéraire entre Corse et Naples, de la Pizzica jusqu'à Erri de Luca.

Avec Patrizia Gattaceca, voix et guitare, Chiara Di Girolamo, voix et tammorra, Domenico Nappi, chant, Orlando Forioso, narration, Viola Centi, voix et danse.

Montant : 2700€

1 Lecture concert de Cora Laba. Qui t'es Kyïv ?

Date : Jeudi 5 mars

Entre 2013 et 2022, la chanteuse Cora Laba, autrice et compositrice, vit place Maïdan à Kyïv ce qu'on appelle la "Révolution de la dignité", puis l'arrivée de la guerre qui la chasse de la ville aimée. Voici ses poèmes et chants, carnets intimes et photos, formules magiques pour exorciser l'impuissance et témoigner en un premier recueil sensible. « Trouver le mot, le son, l'impact. Comme le sniper qu'il y avait sur mon toit, mais pour faire naître une fleur dans la poitrine. »

En ouvrant 10 ans de carnets de bord, se dévoilent poèmes et chansons, comme des formules magiques pour exorciser l'impuissance. Pour célébrer la lumière qui se révèle dans le chaos,

malgré tout. À l'occasion de la sortie de son premier livre, l'autrice-compositrice et chanteuse incarne ses mots dans une performance lecture-concert. La voix parlée se tisse à des paysages sonores créés en direct avec son looper, clavier et objets sonores, glisse souvent vers la mélodie : et s'ouvrent parfois des oasis musicales.

Un voyage du côté de l'intime traversé par des grands bouleversements collectifs, une contre-offensive par la douceur.

« Cette chronique poétique est d'une grande force. Les mots emportent, par leur danse sensible et humble, entre le cœur et la lisière. » Antoine Choplin

Montant : 1000€

1 Spectacle : 1 Printemps des Poètes

Date : vendredi 27 mars à 18h

À l'occasion de la 28^e édition du Printemps des Poètes, placée sous le signe de la Liberté, force vive et déployée, l'auteur-compositeur Laurent Matteaccioli interprétera en musique des textes en corse et en français inspirés de ce thème. Il sera entouré de ses musiciens pour offrir au public une performance vibrante et poétique.

Montant : 3500€

1 rencontre d'auteur tournée de Printemps : les Poétesses :

Deux artistes comédiennes, poétesses et metteuse en scène font vivre au public un spectacle en musique construit à base de poèmes (classiques ou contemporains) écrits par des femmes poètes. Nom des artistes : Ariane Vitou : comédienne et poétesse et Aurélie Ruby : comédienne, poétesse et metteuse en scène. En partenariat avec Kimamori.

Date : 16 avril.

Montant : 850€

1 Rentrée Littéraire : Animation autour des parutions de la rentrée littéraire de septembre.

Date : Vendredi 2 octobre

Montant : 670€

1 « Marche des écrivains »

Date : samedi 3 octobre

La Marche des écrivains est une promenade littéraire organisée sur le territoire de Bonifacio. Empruntant les chemins traditionnels du plateau bonifacien depuis la citadelle, cette édition sera l'occasion d'associer la découverte des paysages aux lectures et aux échanges avec de nombreux auteurs. Une expérience poétique et collective où la marche devient un cheminement créatif.

Montant : 3000€

1 séminaire d'écriture :

Date : mardi 17 et mercredi 18 novembre. Médiathèque :

Montant : 1120€

1 animation Littéraire : Nuit des femmes de la mythologie.

Date : mardi 24 novembre

En partenariat avec l'association Kimamori et Yassi Nasser, créatrice du festival *Mille Voci e Mille Scritti* pour la première partie de soirée et Antonia Taddei pour *Primour* nous avons choisi de consacrer une soirée aux femmes de la mythologie.

La thématique sera portée par des mythes contés et des lectures à voix haute d'extraits d'œuvres contemporaines qui revisitent une figure de femme de la mythologie grecque.

La seconde partie est une enquête sur la catharsis, sur le pouvoir guérisseur du théâtre qui s'ancre dans le mythe de Médée, rite solaire devenue récit.

Les rites sont rythmes, ils nous relient à la nature. Nous marchons ensemble, texte, musique et danse ponctuent la déambulation.

Médée n'a pas tué ses enfants. Euripide l'a inventé. Son nom dit autre chose : *Médée* comme *médecine*. Médée est médecin, femme savante, sage-femme. La rendre infanticide, c'est défigurer la sagesse. La réhabiliter, c'est retrouver notre pouvoir de soin. Les rites nous accompagnent dans nos métamorphoses. Médée restaurée peut-elle nous apprendre à primourer ?
Montant : 2370€

❖ 17 séances Ciné-club-courts-métrages et Cinéma :

7 séances de Ciné-Club :

Les séances de Ciné-Club ont lieu à la médiathèque et se déroulent en partenariat avec l'association Cinemotion.

Dates : 13 janvier - 17 février - 3 mars - 17 avril - 13 octobre - 10 nov. - 1^{er} déc.

- Cycle de réalisateurs italiens

Montant : 3325€

1 soirée « Les courts en hiver » » en partenariat avec Cinemotion

Date : vendredi 30 janvier

Projections, lectures, rencontres en partenariat avec la cinémathèque de Corse et l'association Cinemotion.

Montant : 680€

2 soirées « les Courts en fête » en partenariat avec Cinemotion

Dates : 17 et 18 juillet : festival des « Courts en fête ».

Montant : 450€

7 Séances de Cinéma Galaxy : Cinéma itinérant. En partenariat avec le cinéma Galaxy.

3 films par séance.

Dates : 31 jan-14 fév-28 mar-11 avr-10 oct-7 nov

Montant : 1800€

❖ 8 – séances contes bilingues Jeune Public pour les scolaires (maternelle).

8 séances de contes bilingues théâtralisés (2 par déplacements) : Pour toutes les sections de l'école maternelle. Intervenante : Dominique Martinetti

Dates : 26 mars-28 mai- 8 oct- 19 nov

Montant : 2200€

❖ Cycles de Conférences (dates à fixer)

- Michelle Ferrara : la Corse médiévale de Giovanni Della Grossa.
- Sébastien Clerbois : Les Bouches de Bonifacio à l'époque romaine : approches archéologiques et géoarchéologique.
- Philippe Blanchet – Sociolinguiste : Langues régionales, idées fausses et vraies questions
- Erik Micelli : report de sa conférence sur Pasquale Paoli
- Jean-Marc Raffaelli, Jean-Richard Graziani et Jean-Paul Cappuri : « La Corse des années 50, le temps de l'espoir ».

Montant : 950€

Droits de diffusion : 600€

Le montant total de la programmation s'élève à 27.980€.

La demande de subvention à la Collectivité de Corse sera de 40% des frais soit 11.192,00 euros.

DEPENSES		RECETTES	
Frais artistiques	27.980 €	Autofinancement mairie : 60%	16.788 €
		Subvention CDC/ Livres et lectures publique : 40%	11.192 €
Total	27.980 €	Total	27.980 €

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé d'Alain DI MEGLIO,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** la programmation 2026 de la médiathèque de Bonifacio et le plan de financement qui lui est rattaché.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document permettant la réalisation de cette opération.

Délibération 2026.01.16 Demande de financement 2026 pour l'acquisition d'ouvrages de la médiathèque

Monsieur Alain DI MIGLIO, 4^{ème} adjoint, délégué à la culture, au patrimoine et à la communication, expose au Conseil Municipal :

Les médiathèques, premier réseau culturel de proximité, jouent un rôle essentiel dans les politiques publiques. Elles garantissent l'accès de tous à la culture, soutiennent les apprentissages et favorisent la cohésion sociale. Pour remplir ces missions, elles doivent disposer de collections régulièrement renouvelées, diversifiées et adaptées aux besoins des publics.

L'acquisition de livres constitue ainsi un levier indispensable pour maintenir la qualité du service, accompagner les évolutions des usages et renforcer l'attractivité de l'équipement

Pour l'année 2026, il nous semble opportun de :

- Poursuivre l'acquisition du fonds de livres à gros caractères pour un lectorat vieillissant pour un montant de 450€.
- Acquérir les nouveautés 2026, qu'il s'agisse de romans, de traductions, de policiers, d'essai ou de documentaires pour un montant de 3000€.
- Enrichir le fonds corse adulte mais également jeune pour un coût de 450€.

- Enrichir le fonds jeunesse : albums, fiction, fantasy, bande dessinée, mangas, documentaires pour un montant de 900€.
- Procéder à une nouvelle inscription à la plateforme *toutapprendre.com* pour un montant de 1740€. Notre commune franchit une étape importante avec cette innovation : la médiathèque bénéficiera désormais d'une plateforme offrant un vaste choix de contenus en ligne, incluant : loisirs, sélection de titre de presse et magazines permettant de satisfaire un maximum d'usagers et s'inscrivant dans une logique de continuité du service public culturel, en renforçant l'accessibilité et la diversité des supports mis à disposition de la population. » La plateforme offre également un accompagnement complet avec des cours, vidéos et même un suivi personnalisé du CP à la terminale. Ce dispositif est d'autant plus précieux que Bonifacio organise chaque samedi matin des séances dédiées aux élèves.
- Parallèlement, il a été décidé de diminuer le nombre d'abonnements papier et d'en maintenir certains pour un montant de 350€.
- Poursuivre l'abonnement au journal numérique et papier au journal *le Monde* mis en place en décembre 2025 pour un montant de 399€

Adultes		
	Livres gros caractère	450
	Romans, policiers, documentaire, BD...	3000
	Fonds corse	450
	Abonnements périodiques	350
	Abonnement journaux	399
Jeunesse		
	Album, romans, fantasy, BD, contes, mangas documentaires	900
	Ressources numériques	1740
	Logiciel médiathèque Colibris	830
	TOTAL	8119

Les acquisitions sont subventionnées par la Collectivité de Corse à hauteur de 50%

La dépense de l'année s'élève à 8.119,00 €. Elle sera financée de la façon suivante :

Mairie de Bonifacio	50%	4.059,50 €
Collectivité de Corse	50%	4.059,50 €

La demande de subvention à la Collectivité de Corse sera de 50% des frais soit : 4.059,50€.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé d'Alain DI MEGLIO,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** la demande d'acquisition d'ouvrages 2026 de la médiathèque et la demande de financement telle que présentée ci-dessus.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document permettant la réalisation de cette opération.

Délibération 2026.01.40 : Présentation du rapport d'activité et du bilan financier du centre culturel – Année 2025

Monsieur Alain DI MEGLIO, 4^{ème} adjoint, délégué à la culture, au patrimoine et à la communication, rappelle au Conseil municipal :

Les services culturels de la commune présentent chaque année un bilan de leurs activités.

Le rapport d'activités de la médiathèque et celui du centre culturel pour l'année 2025 ont été établis afin de présenter les actions menées, la fréquentation des équipements, les animations proposées au public ainsi que les partenariats développés au cours de l'année.

Ces rapports permettent de mettre en lumière le dynamisme des équipements culturels de la commune et leur contribution à la vie culturelle locale.

Après en avoir pris connaissance,

Le Conseil Municipal,

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activités 2025 du centre culturel ci-annexée.

Délibération 2026.01.17 Adoption de la programmation 2026 du Centre Culturel

Monsieur Alain DI MIGLIO, 4^{ème} adjoint, délégué à la culture, au patrimoine et à la communication, expose au Conseil Municipal :

Garant de la cohésion sociale et de la transmission intergénérationnelle, le Centre Culturel de Bonifacio accompagne le développement des pratiques culturelles tout en soutenant la création artistique. Il joue un rôle actif dans l'animation de la vie locale tout au long de l'année, en valorisant les artistes du territoire, de la région, mais également des artistes venus d'ailleurs, comme cette année de Grèce ou de Russie. En leur offrant des espaces d'exposition

et de visibilité, il favorise les échanges et les rencontres entre créateurs de cultures et d'origines diverses.

La programmation 2026 s'adresse à l'ensemble des publics : habitants, visiteurs, familles et scolaires. Elle permet notamment aux enfants, dans le cadre scolaire, de participer à des spectacles et animations auxquels ils n'auraient pas nécessairement accès dans leur environnement familial. Ces expériences culturelles enrichissent leur parcours éducatif, stimulent leur curiosité et renforcent leur ouverture au monde.

En tant qu'entité sans mur, le centre culturel investit différents lieux de la commune selon les saisons et les contraintes techniques, afin de rendre la culture accessible partout et pour tous :

- La médiathèque, cœur de la diffusion culturelle.
- L'Espace polyvalent Saint-Jacques, dédié au spectacle vivant de janvier à mai et d'octobre à décembre, et aux expositions de juin à septembre.
- La Loggia de l'Arsenal, mobilisée en complément de la Cour Carrée en période de travaux.
- Le parvis de l'école
- La salle du Corps de Garde, qui accueille les expositions tous les 15 jours entre le 15 mai et le 30 septembre.

PROGRAMMATION 2026

Spectacle vivant :

- 9 concerts dont 2 Jeune Public (scolaires)
- 8 pièces de théâtre dont 4 Jeune Public (scolaires)

Arts visuels-expo :

- 9 expos salle du Corps de Garde
- 3 expos à l'Espace Saint-Jacques

Master Class : 3 Masters class de chant lyrique avec restitution (3 concerts amateurs de l'école de musique).

PROGRAMME DÉTAILLÉ

➤ Spectacle vivant

- **Vendredi 6 février à 18h30 à l'Espace Saint-Jacques : concert de Serge Vacca**

Après plus de vingt années consacrées à l'animation musicale du cabaret La Taverne du Roi à Porto Vecchio, Serge Vacca franchit un cap artistique en 2018 avec la sortie de son premier album de compositions originales, intitulé *Baratti*. Cinq ans plus tard, en 2023, il revient avec *Sbrisgiulimi di vita*, un opus plus personnel, réalisé sous la direction musicale de Jean-Marie Giannelli et Julien Muraccioli. Ce nouvel album se distingue par sa sensibilité et ses duos remarquables avec Bruno Susini, Doria Ousset, A Filetta et Raha Sepher.

Ce concert proposera un florilège de morceaux issus de ses deux albums, portés par les musiques de Bruno Susini, Andria Fazi et Serge Vacca, et enrichis par les textes de plumes inspirées telles que A. Di Meglio, D.M. Santini, F. Lanfranchi, P. Salvatorini, O. Ancey, H. Olmeta, GHJ.F. Mattei, Ghj. Acquaviva et Andria Fazi. La diversité des voix et des styles – véritable polynomie artistique – met en lumière des thématiques contemporaines et des instants de pure émotion.

Montant : 4100€

- **Mardi 10 février à 10h à l'Espace Saint-Jacques : l'allée des Géants. Spectacle de la Cie i Chjachjaroni réservé aux scolaires.**

C'est l'histoire d'une princesse d'Orient et d'un jeune paysan d'Auvergne, dont les destins n'auraient jamais dû se croiser. C'est l'histoire d'un voyage initiatique de la jeune fille qui devient femme.

C'est l'histoire de la libération du corps par l'esprit. L'histoire d'un rêve qui se réalise !

C'est l'histoire magique de la puissance de l'eau.

Montant : 1415€

- **Jeudi 12 février : Théâtre Iris des Abysses par la Cie la Flux. 2 séances réservées aux scolaires. Jeudi 12 février à 10h et 15h.**

Iris est un petit poisson exotique qui vit dans les eaux chaudes des tropiques. Entourée de superbes poissons bon chic bon genre, Iris se sent prisonnière de son milieu et s'y ennue.

Montant : 2880€

- **Vendredi 13 mars à 18h30 à l'Espace Saint-Jacques : concert d'Elisa Tramoni**

Elisa TRAMONI fait partie des jeunes talents de la scène insulaire montante.

Multipliant les interactions artistiques, elle apprivoise le monde musical depuis son âge le plus tendre. Son cheminement, nourri par l'éclectisme de ses rencontres, la conduit à se produire régulièrement dans différentes formations. Son ancrage traditionnel s'exprime à l'occasion d'un projet de polyphonie au féminin avec le groupe *Suarina* mais également dans la formation *Terre Sorore* soutenue par l'alchimie des lauréates du prix Voix du Sud.

Sa voix douce au timbre authentique séduit par sa fraîcheur et se déploie à l'occasion de collaborations diverses, notamment avec les artistes Lionel Giacomini ou Michè Dominici.

Elisa est autrice, compositrice et multiplie la diversité des champs artistiques qu'elle appréhende. Elle fait partie d'une génération d'artistes audacieux, qui n'hésitent pas s'affranchir des usages pour offrir l'inattendu d'un répertoire très personnel.

Son premier album nous plonge dans un univers corsemêlé, désarmant par l'interprétation sensible de mélodies inspirées. Son projet est intime, muri et nous transporte aux confluences de sonorités pop-folk empruntent d'un style anglo-saxon qu'elle affectionne.

Son set musical propose un alliage créatif dans une version épurée qu'elle compose, à la vie comme à la scène, avec le guitariste-arrangeur Ghjaseppu Mambrini, rappelant que le chant corse est plus vivace que jamais.

Montant : 3420€

- **Jeudi 19 et vendredi 20 mars à l'Espace Saint-Jacques : L'Odyssée. Seul en scène de Camille Prioul. Séances réservées aux scolaires.**

L'Odyssée, un seul-en-scène remarquable porté par **Camille Prioul**. Le spectacle a été écrit et mis en scène par Camille Prioul, assisté par Julie Macqueron. À travers vingt-sept personnages, trois foules et un bélier, Camille Prioul revisite le mythe et ses multiples lectures dans une tempête de joies, de colères, de peurs et au fond de mélancolies... Seul compte l'amour d'Ulysse pour sa Pénélope, peu important les années, « parce que nous sommes mortels, parce que je suis à elle et qu'elle est à moi, et nous, nous n'avons qu'une seule vie pour être réunis. »

Ulysse rentre enfin chez lui, après dix ans de guerre et dix autres d'errances et de captivité chez des nymphomanes immortelles. Il a vécu des tempêtes, croisé des monstres, des géants,

des cyclopes, s'est fait trimballer jusqu'aux enfers par des dieux vraiment trop cons et s'est cogné des compagnons tous plus débiles les uns que les autres. Et maintenant IL EN A MARRE !

Sur le chemin du retour, il conte ses malheurs à ses hôtes qui, touchés, l'aideront à atteindre les côtes d'Ithaque la bien-aimée. Mais Pénélope l'a-t-elle attendu ? Qu'est devenu son fiston Télémaque ? Et qui sont tous ces types qui squattent son palais ?

A travers vingt-sept personnages, trois foules et un bélier, Camille Prioul revisite le mythe et ses multiples lectures dans une tempête de joies, de colères, de peurs et au fond de mélancolies... Seul compte l'amour d'Ulysse pour sa Pénélope, peu importent les années, « parce que nous sommes mortels, parce que je suis à elle et qu'elle est à moi, et nous, nous n'avons qu'une seule vie pour être réunis. »

Montant : 4950€

- **Mardi 5 mai à l'Espace Saint-Jacques : Concert du Transatlantic Hot Club**

C'est un quartet de jazz swing inspiré des années 30, à la fois raffiné et audacieux. Sa singularité ? Remplacer la guitare manouche traditionnelle par une harpe virtuose, celle de Ben Creighton Griffiths, accompagnée du violon d'Adrien Chevalier, de la contrebasse d'Ashley John Long, et de l'accordéon de Jérémy Lohier. À travers leurs compositions originales et des arrangements étonnants de standards, le groupe propose un voyage musical atypique – allant jusqu'à revisiter des chants polyphoniques corses dans un style swing élégant et surprenant.

Montant : 4280€

- **Vendredi 17 juillet : Théâtre *Amour et Psyche* par la Cie Teatr'Europa Halle de l'Arsenal.**

Mise en scène d'Orlando Forioso.

Les comédiens – Chiara Di Girolamo, Misandra Fondacci, Marie-Paule Franceschetti, Sampieru Medori et Michele Onori. Compositions musicales originales signées Giovanni Marco Di Lena.

Montant : 4740€

- **Vendredi 24 juillet sur le parvis de l'école : Concert de Voce Ventu : 24 juillet**

Après la sortie de leur album *A u ritimu di e sperenze* en 2021, et une belle tournée qui s'est prolongée jusqu'à fin 2023, Voce Ventu a choisi de faire une pause en 2024 pour prendre du recul avec la scène.

L'année 2025 a été particulière car le groupe a célébré ses 30 ans d'existence. Trente années de passion et de création et de défense de la langue corse, de rencontres et de partages artistiques. Leurs chants dans la lignée du *Riacquistu* sont inspirés par les événements d'hier mais aussi par l'actualité. Ils racontent la vie, les émotions, les luttes et les joies d'un peuple, et deviennent des repères dans la mémoire collective.

C'est avec beaucoup de plaisir que nous les accueillons à Bonifacio en 2026, sur le parvis de l'école, pour célébrer cette belle aventure musicale et humaine.

Montant : 10960€

- **Vendredi 31 juillet : Concert de Musique Classique sur le thème des musiques de cinéma avec le violoniste Bertrand Cervera.**

Bertrand Cervera, originaire de Bastia et diplômé du Conservatoire national supérieur de musique de Paris, y a obtenu les Premiers Prix de violon et de musique de chambre. Il a ensuite perfectionné son art auprès de Yehudi Menuhin et du Quatuor Amadeus. Après deux années au sein de l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, il rejoint l'Orchestre national de France, où le maestro Kurt Masur le nomme violon solo.

Artiste d'exception, il se produit sur les plus grandes scènes internationales, dirigé par les chefs d'orchestre les plus renommés. Il est également le fondateur du festival Sorru in Musica. Nous avons déjà partagé un moment mémorable en sa compagnie en 2022, lors d'une soirée dédiée aux œuvres de Vivaldi. Il sera parmi nous accompagné par des musiciens de grands talents.

Montant : 11260€

- **Vendredi 9 octobre : Concert de GianLuca Cucciari**

Montant : 3420€

- **Vendredi 16 octobre : Adolfu, adaptation de la pièce le prénom par la Cie I Stroncheghjetta :**

Montant : 2550€

- **Mardi 3 novembre : A Vechja ou « nous n'attendons personne » mise en scène par Misandra Fondacci.**

Compagnie Aime au Carré – Un spectacle écrit et mis en scène par Misandra Fondacci **Bilingue corse et français.** Avec Alizée Pinelli, Sampiero Medori, Annabelle Coti, Pierrick Tonelli et Misandra Fondacci.

La mère vient de mourir. Emmanuel, le fils aîné, rejoint sa sœur Paola accompagné de son épouse, Andrée, pour la veillée. Paola n'a jamais quitté le village et la maison familiale, elle a veillé sur leur père d'abord, leur mère ensuite, jusqu'à la fin. Emmanuel, lui, est parti mener la vie qu'on attendait de lui, à la ville. Le frère et la sœur se réunissent peut-être pour la dernière fois dans la maison qui les a vus grandir, la veille de l'enterrement. Quand Pacôme, l'autre frère, le plus jeune, « l'enfant paria, » arrive pour, lui aussi, veiller le corps de la défunte et lui faire un dernier adieu, les langues se délient et les émotions enfouies surgissent, soudain exacerbées.

Le choix du plurilinguisme fait écho aux difficultés de communication auxquelles les personnages sont confrontés. Lorsque le langage est fracturé, la transmission est perturbée, endommagée. Comme si les silences et les non-dits avaient doucement effacé la langue maternelle...

Montant : 3470€

- **Jeudi 5 novembre : à 18h30 à l'Espace Saint-Jacques : 2 concerts des Rencontres Musicales Méditerranéennes :**

1 scolaire à 14h30 et un 1 tout public à 18h30. Depuis plusieurs années, Bonifacio a le plaisir d'accueillir le festival des Rencontres Musicales de Méditerranée, pour des spectacles toujours d'une très grande qualité.

Pays invité non encore connu.

Montant : 3200 €

- **Vendredi 27 novembre : Théâtre : Systole par la compagnie Bulboquet. Réservé aux scolaires.**

Montant : 750€

Systole est un personnage râleur, qui aime bien faire peur aux enfants. Elle s'habille avec n'importe quoi, n'importe comment parce que, de toute façon, c'est pas bien important. Systole ne parle pas notre langue mais on comprend très bien tout ce qu'elle vit... Un matin, elle se dit qu'elle est drôlement fatiguée et découvre un drôle d'objet relié à sa taille. Elle gratte, retourne, secoue, balance ce machin-bidule pour découvrir ce qu'il contient. Elle retrouve des souvenirs, des espoirs, des désirs, des émotions... De personnage terne et râleur, elle va retrouver l'enfant qui vit en elle. Avec tous ces objets, Systole va fabriquer une grande créature avec laquelle elle va partir : Diastole, un complice, un ami qui va l'accompagner dans le reste de ses aventures...

Concert des Jeunesses Musicales de France. Réservé aux scolaires.

Date et programme non encore connus.

Depuis plusieurs années, la municipalité via son centre culturel, accueille les Jeunesses Musicales de France, un acteur majeur de l'éducation artistique et culturelle dans le domaine musical.

Montant : 1600€

- **Autre spectacle** qui sera proposé et présenté à l'occasion des échanges avec la Sardaigne et du jumelage avec Santa Teresa di Gallura.

Montant : 2000€

Total prix de cession : 53425€

Frais SACD, SACEM : 3710€

Divers : VHR, technique, hébergement, restauration... : 7860€

Total pour le spectacle vivant : (achat de spectacles + technique + Voyage + Hébergement + Repas + Frais SACD ou SACEM) : 64995€

Arts visuels-Exposition

Espace Saint-Jacques :

- **Juin 2026 : Exposition. Restitution de la résidence d'artiste de Ramona Russu**

Une exploration artistique de la féminité à travers l'identité insulaire

Présentation de l'artiste :

Ramona Russu, artiste peintre roumaine diplômée de l'Académie Royale des Beaux-Arts de Bruxelles, s'est installée en Corse en 2014 pour poursuivre son parcours créatif. Son travail met en lumière la complexité des émotions et des expériences féminines à travers des œuvres monochromes sublimes par des feuilles d'or 24 carats. Inspirée par la technique du kintsugi et la philosophie du wabi-sabi, elle célèbre les imperfections et les cicatrices de la vie comme des éléments de force et de beauté. Présente dans des collections privées et des expositions internationales, Ramona Russu s'impose aujourd'hui comme une artiste en pleine expansion, reconnue pour sa vision unique de la féminité.

La résidence artistique « Femmes de Bonifacio » effectuée en 2025 a consisté en une série d'œuvres inspirées par les femmes bonifaciennes, mettant en avant leur histoire, leur identité et leur rapport à la nature et à la mer. À travers des portraits et des compositions abstraites, Ramona Russu a souhaité capturer l'essence de la femme insulaire, sa force intérieure et sa beauté intemporelle

Montant : 2800€

- **Juillet 2026 : Exposition commune du peintre russe Nikolaï Kouzmine et du peintre insulaire Antò Tomasini.**

Mise en parallèle de leurs visions artistiques.

Nikolaï Kouzmine : Né en 1938 sur les bords de la Volga, Nikolaï Kouzmine est aujourd'hui reconnu comme l'un des grands représentants de l'Ecole moscovite. Après ses études à l'académie des Beaux-Arts Stroganov de Moscou, il participe à de nombreuses expositions en Russie et en Europe. Plusieurs de ses tableaux ont aujourd'hui pris place dans des collections de musées.

Dans chacune de mes peintures j'essaie d'exprimer ma gratitude pour chaque instant de la réalité qui s'ouvre à moi. Au premier commencement de mes exercices picturaux je recherche la Lumière Intérieure - la lumière qui me relie à la réalité.

Et maintenant, après une longue période de vie et de travail, je m'efforce de trouver le moyen de peindre le beau soleil bleu sur le ciel de lumière azur au blanc de perle.

Les grands espaces, la lumière et la liberté en quête de la beauté sont mes idéaux de peinture.

Antò Tomasini :

Antò Tomasini naît à une époque d'espérance à Bastia et grandit auprès d'un père poète. Citoyen de l'île de Beauté, il entretient, comme tout insulaire, une passion pour l'histoire et les paysages de son île, ce qui développe très tôt sa sensibilité artistique et le pousse à vouloir exprimer les émotions qu'il puise dans le décor riche et lumineux de la Méditerranée.

Dessinateur de formation, il mêle dessin technique et artistique dans un cabinet d'architecte et ne se met à la peinture qu'à la fin de ses études. D'emblée, la gestuelle picturale lui semble familière et agréable. Il reproduit d'abord les tableaux du musée Fesch d'Ajaccio, puis témoigne de la beauté des paysages qui l'entourent à la manière des impressionnistes ; jusqu'au jour où il reste bloqué devant une toile aux contours préalablement tracés. Ce n'est qu'en déstructurant l'œuvre qu'Antò réussit à l'achever. Il franchit alors un cap et entame une réflexion qui le conduira à ne s'adonner qu'à l'abstraction.

Autodidacte, il a su exprimer librement toute la "brutalité artistique" qui se trouvait en lui et la rendre palpable, notamment dans ses premières œuvres. Par la suite, son intérêt pour l'histoire de l'art, sa collaboration avec un essayiste et la participation à des conférences en tant qu'intervenant, ont enrichi ses connaissances et assis sa démarche artistique. L'artiste intellectualise désormais davantage sa peinture.

Ses sujets sont réfléchis, étudiés et élaborés. " Paysage et histoire, « Réflexion sur la guerre ", " Aux sources de l'idée ", " Dans la lumière du temps ", autant de thèmes et de séries de tableaux ayant un point commun : la référence à l'Histoire et l'appel à la mémoire. Ses œuvres, peintes à l'huile, aussi bien sur toile que sur bois, papier ou carton, cherchent toujours à exprimer une émotion plutôt qu'à " restituer une ressemblance". Pour " Réflexion sur la guerre " par exemple, il effectue un travail de recherche, croise lettres et témoignages de soldats afin de capter l'atmosphère de la guerre de 1914-18. Antò Tomasini s'attache à nous donner une vision entière et profondément sincère d'événements ou de personnages marquants, dans le but de consolider notre projection dans l'avenir.

Montant : 600€

- Août : 6^e biennale de Céramique Corso Greek. Céramiques & verres de Grèce.

Invités : Chrysanthé Libereou, Kiriaki Moustaki, Liana Papalekis, George Pontikis et Nikos Skavenitis, Zani.

Commissaires : Olivier Plique et Jean-François Baggioni dit Zani.

Curatrice associée : Éléonore Trenado Finetis.

Après la France en 2014, l'Italie en 2016, le Japon en 2019, Malte en 2022, la Serbie en 2024 c'est au tour de la Grèce avec l'exposition Kalliste, Corso-Greek à laquelle participeront 5 artistes céramistes Grecs de talent.

Leurs œuvres prennent racine dans une relation étroite avec la nature méditerranéenne se doublant souvent d'une attention au geste et à la matière avec un recours fréquent à des terres laissées brutes, sans émail, comme pour affirmer la puissance symbolique de la forme nue. D'autres se réfèrent librement aux traditions anciennes, notamment à l'esthétique cycladique ou à la statuaire votive, en réinterprétant ces héritages dans un langage personnel.

Une brochure sera éditée et 12 pages du numéro juillet/Août 2026 seront consacrées à cette Biennale 2026 dans la revue de référence de la céramique et du verre

Montant : vernissage + communication + matériel expo : 4650€

Salle du Corps de Garde :

9 artistes qui exposeront leurs œuvres à la salle du Corps de Garde entre le 16 mai et le 30 septembre.

Total Arts visuels Expo : Montant : 8050 euros**➤ Master Class****- Master class de chants lyriques**

En partenariat avec l'École de musique, 3 Master class de chant lyrique pour adultes sont organisés suivis d'un récital ; Ces stages sont animés par Mme Odile Delagarde, professeure de chant à la Scola Cantorum de Paris.

Ces stages se dérouleront du :

Lundi 27 avril au vendredi 1^{er} mai suivi d'un concert samedi 2 mai

Lundi 19 octobre au vendredi 23 octobre suivi d'un concert le samedi 24 octobre

Lundi 7 décembre au samedi 12 décembre suivi d'un concert le dimanche 13 décembre

Chaque stage a un coût forfaitaire de 1200 euros.

Soit un total de : 3 600 euros

Le total de cette programmation 2026 s'élève à 76.645 €. Elle sera financée de la façon suivante :

DEPENSES		RECETTES	
Dépenses artistiques	76.645 €	Autofinancement Mairie 40%	30.658 €
		Collectivité de Corse 60%	45.987 €
TOTAL	76.645 €		76.645 €

La demande de subvention à la collectivité de Corse sera de 60% des frais soit 45.987 euros.

Budget prévisionnel année 2026 du Centre Culturel de Bonifacio

Dépenses	Prévisionnel TTC	Recettes	Prévisionnel TTC
<u>1 - Frais artistiques liés aux spectacles</u>		<u>1 - Subventions</u>	
1.1 - salaires bruts des artistes et des techniciens des artistes		1.1 - locale : Mairie (40%)	30.658
1.2 - charges sociales		1.2 - intercommunale (préciser)	
1.3 - achat de spectacles	53.425		
1.4 - coproductions		1.4 - Collectivité de Corse (60%)	45.987
1.5 - stages, ateliers	3.600	Acompte	
1.6 - hébergement, (engagements ou contrats)	4.500	Solde à venir	
1.6 – transport (engagements ou contrats.)	600		
1.6 - défraiements : restauration (liés aux engagements ou contrats artistes.)	2.760		
1.7 - résidence artiste – restitution - défraiements		1.7 - fonds européens (préciser)	
1.9 - régie technique		1.8 - organismes professionnels	
1.10 Expositions matériel	5.450		
1.11-Vernissage expositions	2.000		
<u>3 - Frais de communication</u>		<u>3 - Recettes propres</u>	
3.1 - création et impression documents de communication	600		
3.2 - diffusion			
3.3- Fourniture administrative		<u>4 - Autofinancement</u>	
<u>4 - Frais de fonctionnement proratisés</u>			
		<u>5 - Autres recettes</u>	

4.2 - frais administratifs (loyer, charges, timbres, fournitures, missions...)			
4.3 - assurances		6- Crédit de TVA	
4.4 SACEM, SACD	3.710		
TOTAL DES DEPENSES	76.645	TOTAL DES RECETTES	76.645

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé d'Alain DI MEGLIO,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** la programmation 2026 du Centre Culturel de Bonifacio et la demande de financement telle que présentée ci-dessus.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document permettant la réalisation de cette opération.

Mme Carine Zuria s'interroge sur les modalités de diffusion et d'accessibilité du programme culturel auprès du public.

Il est indiqué que les rapports d'activité et documents de programmation seront mis en ligne sur le site internet de la commune après approbation.

Une réflexion est engagée avec le centre culturel et le service patrimoine afin d'améliorer la lisibilité et la diffusion de la programmation auprès des habitants, en tenant compte des différents rythmes de programmation (année scolaire et année civile).

M. Alain Di Meglio indique que la présentation de la programmation est calée sur le calendrier budgétaire et électoral, mais estime qu'une présentation au public à la rentrée de septembre serait plus pertinente au regard des usages culturels.

Il précise que ce point fait l'objet d'une réflexion interne afin de mieux articuler les rythmes administratifs et les attentes du public.

Mme Anaïs Orsini, responsable de la communication, rappelle que l'essentiel de la programmation annuelle est déjà validé en amont et souligne que des documents publics, plus accessibles et illustrés, sont mis en ligne sur les supports de la médiathèque et du site de la commune.

Elle indique qu'une amélioration de la forme et des supports de communication est à l'étude afin de renforcer la lisibilité des actions culturelles.

Délibération 2026.01.18 Renouvellement de la convention de mise à disposition de personnel de l'OMT auprès du Centre culturel (Micro-Folies)

Monsieur Alain DI MIGLIO, 4^{ème} adjoint, délégué à la culture, au patrimoine et à la communication, expose au Conseil Municipal :

Vu la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2024 portant sur le renouvellement de la convention de mise à disposition de personnel de l'OMT au Centre culturel pour l'année 2025

Vu la délibération du Comité Directeur du 16 décembre 2024 relative au renouvellement de la convention de mise à disposition de personnel de l'OMT au Centre culturel pour l'année 2025

Vu la délibération du Comité Directeur du 11 décembre 2025 relative au renouvellement de la convention de mise à disposition de personnel de l'OMT au Centre culturel pour l'année 2026

Dans le cadre des relations entre la Mairie de Bonifacio et son Office Municipal de Tourisme, il est proposé le renouvellement de la mise à disposition d'un agent de l'OMT possédant les compétences nécessaires pour assurer la fonction d'animatrice du musée numérique (MICRO FOLIES) exploité par la commune et installé à la médiathèque, pour une durée de 1 an :

- A compter du 1 janvier 2026 pour une durée de 8 mois : de janvier à juin et de novembre à décembre.

Cet emploi est organisé par la Mairie de Bonifacio dans les conditions suivantes : 5 heures hebdomadaire en moyenne de mise à disposition soit une moyenne annuelle de 190 heures (+ heures supplémentaires si besoin lors de manifestations spécifiques).

Les activités seront effectuées hors vacances scolaires de janvier à juin et de novembre à décembre

- Le scolaire : 1 semaine par mois à raison de :
 - mardi : 14h à 16h30
 - jeudi et vendredi : 9h à 11h30 et de 13h30 à 16h30
- Activités grand public : de janvier à mai et d'octobre à décembre à raison de 2 mercredis par mois de 13h30 à 16h30.
- Préparation des animations : tous les mardis matin de 10h à 12h.

De plus, l'agent de l'OMT pourra être amené à être mobilisé à titre exceptionnel sur des opérations ciblées comme la nuit des musées ou d'autres événements Microfolie en collaboration avec le centre culturel. L'agent sera également amené à se déplacer dans le cadre de formations spécifiques Micro-Folies.

En contrepartie de la mise à disposition, la Commune de Bonifacio versera à l'OMT de Bonifacio une contribution annuelle au prorata du temps de travail effectué pour le compte du Centre Culturel, du salaire brut plus charges patronales de l'intéressé.

L'agent concerné a souhaité cette mise à disposition en faveur du Centre Culturel et il a donné son accord. Il est donc possible d'accepter celle-ci pour le temps de travail précité.

En pièce jointe la convention tripartite, définissant les modalités de cette mise à disposition.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé d'Alain DI MEGLIO,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le renouvellement de la mise à disposition, à titre onéreux, de Mme Ortolì, agent de l'OMT, au profit du Centre Culturel de Bonifacio, pour une durée d'un an et un temps de travail de 5 heures en moyenne par semaine de janvier à fin mai et de novembre à fin décembre, soit une moyenne annuelle de 190 heures, avec effet au 1er janvier 2026.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition tripartite en annexe, définissant les modalités de cette mise à disposition, et à signer tout document y afférant.

Délibération 2026.01.39 Présentation du rapport d'activité et du bilan financier de la médiathèque – Année 2025

Monsieur Alain DI MIGLIO, 4^{ème} adjoint, délégué à la culture, au patrimoine et à la communication, rappelle au Conseil municipal :

Les services culturels de la commune présentent chaque année un bilan de leurs activités.

Le rapport d'activités de la médiathèque et celui du centre culturel pour l'année 2025 ont été établis afin de présenter les actions menées, la fréquentation des équipements, les animations proposées au public ainsi que les partenariats développés au cours de l'année.

Ces rapports permettent de mettre en lumière le dynamisme des équipements culturels de la commune et leur contribution à la vie culturelle locale.

Après en avoir pris connaissance,

Le Conseil Municipal,

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activités 2025 de la médiathèque ci-annexée.

Délibération 2026.01.40 Présentation du rapport d'activité et du bilan financier du centre culturel – Année 2025

Monsieur Alain DI MIGLIO, 4^{ème} adjoint, délégué à la culture, au patrimoine et à la communication, rappelle au Conseil municipal :

Les services culturels de la commune présentent chaque année un bilan de leurs activités.

Le rapport d'activités de la médiathèque et celui du centre culturel pour l'année 2025 ont été établis afin de présenter les actions menées, la fréquentation des équipements, les animations proposées au public ainsi que les partenariats développés au cours de l'année.

Ces rapports permettent de mettre en lumière le dynamisme des équipements culturels de la commune et leur contribution à la vie culturelle locale.

Après en avoir pris connaissance,

Commune de Bonifacio

Procès-verbal de la séance du conseil municipal du 17 février 2026

Le Conseil Municipal,

- **PREND ACTE** de la présentation du rapport d'activités 2025 du centre culturel ci-annexée.

Le Maire introduit la présentation budgétaire en indiquant de manière informelle qu'un point de comptabilité est présenté pour le bon déroulement de la séance.

M. Marc Rocca Serra, Directeur général des services, indique que la Chambre régionale des comptes a recommandé la scission des budgets de l'eau et de l'assainissement, actuellement regroupés, afin de se conformer aux obligations réglementaires.

Il précise que cette séparation résulte d'une obligation légale et constitue une opération technique et financière complexe, susceptible d'entraîner des ajustements, notamment sur le budget de l'assainissement.

Il est rappelé que cette évolution implique la création de deux budgets distincts, en conformité avec la réglementation en vigueur.

Délibération 2026.01.19 Scission du budget annexe assainissement en deux budgets annexes distincts « assainissement » et « eau potable »

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29 relatif aux compétences du conseil municipal ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2221-11, relatif à la gestion des services publics industriels et commerciaux en régie à seule autonomie financière et à l'obligation d'un budget spécial annexé ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2224-1, posant le principe de l'équilibre financier des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;

Vu les articles L. 2224-2 et L. 2224-4 du même code, relatifs aux conditions de prise en charge de certaines dépenses par le budget principal et aux règles de tarification des services ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49, désormais intégrée à l'instruction M4, et, à compter de la généralisation, le cadre budgétaire et comptable M57 applicable aux services publics industriels et commerciaux ;

Vu le rapport de la Cour des comptes / de la Chambre régionale des comptes relatif à la gestion de la commune, et notamment ses observations concernant la nécessaire distinction budgétaire entre les services de l'eau potable et de l'assainissement ;

Considérant que les services de l'eau potable et de l'assainissement constituent des services publics industriels et commerciaux distincts, devant faire l'objet d'une individualisation comptable et budgétaire ;

Considérant que la séparation des budgets permet d'assurer la transparence financière, le respect du principe d'équilibre propre à chaque service et un contrôle effectif des charges et produits ;

Considérant que les observations de la Cour des comptes / CRC invitent la commune à se conformer strictement aux dispositions du CGCT relatives à la gestion budgétaire des SPIC ;

Considérant qu'il convient, à ce titre, de créer un budget annexe « eau potable » distinct du budget annexe « assainissement » afin de sécuriser juridiquement et financièrement la gestion de ces services ;

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de M. Le Maire,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

DECIDE :

Article 1 – Modification du budget annexe « assainissement » et création du budget annexe « eau potable »

Le budget dénommé « assainissement » englobait les services de l'eau potable et de l'assainissement.

Conformément aux observations de la CRC concernant la nécessaire distinction budgétaire entre les services de l'eau potable et de l'assainissement, **il sera créé à compter du 1^{er} janvier 2027 un budget annexe dénommé « Eau potable ».**

La répartition de l'actif et du passif entre ces deux budgets sera effectuée après le 31/12/2026.

Article 2 – Information du conseil municipal

Les modalités du mode de transfert seront fixées dans une prochaine délibération.

Article 3 – Exécution

Monsieur le Maire est chargé(e) de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au représentant de l'État et notifiée aux services compétents.

Délibération 2026.01.20 Demande de garantie d'emprunt VRD Monteleone

Monsieur Francis MORACCHINI BEAUMONT, adjoint spécial, délégué aux finances et au logement, expose au Conseil Municipal :

La Société Française des Habitations Economiques (S.F.H.E) procède à la réhabilitation de 30 logements locatifs sociaux sur la commune de Bonifacio.

Le financement mis en place est établi à travers :

Un Prêt à l'Amélioration (P.A.M), d'un montant global de 1 725 104,00 euros

Un Prêt à l'Amélioration (P.A.M. Eco prêt), d'un montant global de 465 000,00 euros

Un total global de : 2 190 104,00 euros

Il est nécessaire que la commune accorde la garantie de cet emprunt à hauteur de :

50.00% soit pour un montant de **1 095 052,00 euros**, se décomposant comme suit :

Prêt PAM :

862 552,00 € pour le prêt destiné à la construction, remboursable sur 30 ans.

232 500,00 € pour le prêt destiné à la charge foncière, remboursable sur 30 ans.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL
Réhabilitation Bonifacio Monteleone HP787
SUBVENTIONS
Etat/DREAL 285 000 €
FEDER 1 431 600 €
Collectivité de Corse
Conseil Départemental 2A
CC Sud Corse
Bonifacio
EMPRUNTS
PAM CDC 1 635 104 €
Eco-Prêt CDC 555 000 €
FONDS PROPRES
SFHE 434 078 €
PRIX DE REVIENT
4 340 782 €

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Francis MORACCHINI BEAUMONT,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

DECIDE :

Article 1 : d'accorder sa garantie à hauteur de 50,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 2.190.104,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du

Contrat de prêt N° 184300 constitué de 2 Ligne(s) du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1.095.052,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : d'apporter sa garantie aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : de s'engager pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les contrats et documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

Le Maire rappelle que la commune est amenée à se prononcer sur ce type de garantie, qui comporte un engagement financier encadré, et souligne l'importance des opérations de production de logements sociaux sur le territoire.

Délibération 2026.01.21 Programme « Petite ville de demain » - Lancement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU)

Monsieur Francis MORACCHINI BEAUMONT, adjoint spécial, délégué aux finances, à l'OPAH et au logement, expose au Conseil Municipal :

La Communauté de Communes du Sud Corse, ainsi que les communes de Bonifacio et de Porto-Vecchio, ont été retenues par l'Etat dans le cadre du programme national Petites Villes de Demain (PVD). La convention d'adhésion a été signée le 30 mars 2021.

La collectivité est engagée depuis novembre 2023 dans une étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU. Cette opération s'inscrit dans le projet de territoire de la Communauté de Communes du Sud Corse développée notamment à travers le SCoT. Elle trouve ainsi une articulation avec le programme « Petites Villes de Demain » valant Opération de Revitalisation du Territoire (ORT), signée le 03 avril 2025 et déployée à l'échelle de la Commune de Porto-Vecchio et de la Commune de Bonifacio.

Cette opération est destinée à répondre à plusieurs problématiques en matière d'Habitat sur le territoire :

- Un taux de logements vacants qui s'élève à 19% à l'échelle du cœur de Bonifacio et 24% dans le centre-ville de Porto-Vecchio ;
- 37 immeubles dégradés ont été enregistrés dont 15 immeubles occupés avec des suspicions de mal logement dans le centre de Bonifacio ; à Porto-Vecchio 56 immeubles dégradés dont 22 immeubles occupés avec des suspicions de mal logement dans le centre de Porto-Vecchio.
- Un nombre important de biens considérés comme des « passoires thermiques » au regard des 42% de logements porto-vecchiaïes et 38% de logements bonifaciens portant l'étiquette E, F ou G selon les Diagnostics de Performance Énergétiques (DPE) publiés par l'ADEME en 2020 ;
- Le marché et le stock de logements des centres-villes ne sont pas adaptés à la taille et au budget des familles.
- Un manque de logements adaptés au vieillissement de la population commun à tout le territoire du Sud Corse. Les habitants de plus de 70 ans constituent 1/4 de la population.
- A Bonifacio, 43% du parc de logements est en copropriété et 64% d'entre elles ne sont pas enregistrées au Registre National des Copropriétés de l'Anah (RNC). A noter que la taille moyenne des copropriétés de Bonifacio est de 55 logements. En ce qui concerne Porto-Vecchio, 35% du parc de logements est en copropriété et 67% d'entre elles ne sont pas enregistrées au RNC. La taille moyenne des copropriétés de Porto-Vecchio est de 8 logements.

L'ambition de la Collectivité de mener une opération dite d'« amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain » (OPAH-RU) et le calibrage de celle-ci ont été définis sur la base des résultats d'un travail de terrain réalisé par un bureau d'étude.

L'OPAH-RU permet de disposer de dispositifs incitatifs renforcés d'aide à l'amélioration du parc de logements privés. En matière de lutte contre l'habitat indigne ou dégradé, elle permet de mobiliser des outils coercitifs dans les cas les plus graves où la défaillance du propriétaire est avérée. L'OPAH-RU constitue l'une des composante socle du volet habitat de l'ORT signée le 3 avril dernier.

L'OPAH-RU prévoit l'accompagnement de 160 projets financés par l'Anah sur 5 années (2025-2030) répartis selon les opérations suivantes : (estimation)

- 70 projets portés par des propriétaires occupants (40 à Porto-Vecchio, 30 à Bonifacio) ;
- 35 projets portés par des propriétaires bailleurs (20 à Porto-Vecchio, 15 à Bonifacio)
- 55 opérations de rénovation énergétique portés par des copropriétaires (35 à Porto-Vecchio, 20 à Bonifacio).

A cet objectif, il faut également ajouter :

- Le soutien à la réalisation de travaux de ravalement de 100 façades (60 à Porto-Vecchio, 40 à Bonifacio), non pris en charge par l'Anah ; De plus, 75 dossiers pour des aides thématiques seront définis par la Commune de Porto-Vecchio.
- Le soutien à la réalisation de travaux de renforcement de l'attractivité résidentielle par la mise en place d'aides complémentaires thématiques pour la Commune de Porto-Vecchio.

Le programme de l'OPAH-RU prévoit enfin la possibilité d'engager des études de faisabilité au titre de son volet Renouvellement Urbain à l'échelle d'immeuble ou îlots stratégiques et en perspectives de l'opportunité de déployer des outils coercitifs de maîtrise foncière.

Le coût global estimatif de l'OPAH-RU des travaux est estimé à 9 658 810,00 € sur 5 ans

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL AVEC POPAC BONIFACIO		
FINANCEURS	MONTANT SUR 5 ANS	MONTANT HT PAR AN
ANAH	3 350 270,00 €	670 054,00 €
CCSC	644 840,00 €	128 968,00 €
BONIFACIO	1 551 500,00 €	310 300,00 €
PORTO-VECCHIO	1 302 000,00 €	260 400,00 €
CDC	748 000,00 €	149 600,00 €
AUE	2 062 200,00 €	412 440,00 €
TOTAL	9 658 810,00 €	1 931 762,00 €

--	--	--

Le volet animation sera à priori mené pour partie en régie et sera sous-traité pour partie la partie technique.

La communauté de communes du Sud Corse a délibéré le 15 octobre 2025 afin de valider ces principes.

Afin de permettre son entrée en vigueur sur son territoire, le Conseil Municipal est invité à approuver le programme et le plan de financement précités ainsi qu'à autoriser la signature du projet de convention partenarial annexée à la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Francis MORACCHINI BEAUMONT,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CC-2025-064 du 15 octobre 2025 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Sud-Corse,

Vu le projet convention de l'OPAH-RU,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver le lancement de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) tel que présenté ainsi que le projet de convention ci-annexé.

ARTICLE 2 : d'approuver la participation financière de la Commune sur la durée du programme telle qu'indiquée dans le projet de convention.

ARTICLE 3 : d'autoriser le Maire à signer la convention et tout document y afférent.

ARTICLE 4 : d'autoriser le Maire ou son représentant, à solliciter tous les financeurs ou partenaires pour permettre la réalisation de l'opération.

ARTICLE 5 : Les crédits correspondants feront l'objet d'inscriptions budgétaires aux budgets concernés.

Le Maire présente le programme de rénovation des façades de la Haute ville et du quartier de la Marine, inscrit dans une politique globale de valorisation du patrimoine ancien.

Il indique que ce dispositif représente un effort financier important pour la commune sur cinq ans, dans le cadre d'un partenariat avec les acteurs institutionnels concernés.

Il souligne la transversalité du projet entre les services de l'urbanisme, du patrimoine et les partenaires intercommunaux, ainsi que l'importance de la mise en valeur du centre ancien et de ses commerces.

M. Marc Rocca Serra, Directeur général des services, précise que le financement repose notamment sur l'affectation d'une partie du produit de fiscalité locale, pour un montant d'environ 310 000 € annuels dédié à cette politique.

Le Maire rappelle que ces dispositifs d'aide à la rénovation visent à soutenir l'amélioration du bâti ancien et la revitalisation du centre-ville.

Denis LOPEZ intervient sur les conditions d'attribution des aides, notamment l'existence éventuelle d'une obligation de location à l'année pour les propriétaires bénéficiaires.

Il est précisé que le dispositif s'applique principalement aux parties communes et aux façades, sans conditionner strictement l'usage locatif des biens concernés.

Le Maire indique toutefois que la réflexion se poursuit sur les mécanismes d'incitation afin de favoriser davantage la résidence principale et la location à l'année.

Délibération 2026.01.22 Mise en œuvre du débroussaillage légal : plan communal de débroussaillage

Monsieur Frédéric ROCCHI SERENI, conseiller municipal délégué à la sécurité, expose au Conseil Municipal :

Le débroussaillage réglementaire autour des habitations et autres constructions, une fois réalisé selon des prescriptions bien précises, garantit la protection des personnes et de leurs biens en cas d'incendie, permet aux services de lutte d'intervenir plus efficacement dans les milieux naturels voisins, et garantit la qualité paysagère des villages.

L'intérêt d'élaborer, à l'échelle du territoire communal, un Plan Communal de Débroussaillage (PCD) est de permettre :

- de définir une « stratégie » propre à la commune pour faire appliquer au mieux la réglementation sur tout ou partie du territoire communal,
- de déployer les outils règlementaires pertinents pour mettre en œuvre la stratégie définie,
- de suivre et d'évaluer dans le temps la pertinence de la stratégie mise en œuvre,
- de redéfinir si besoin certains axes de la stratégie au cours du temps.

Le Conseil a la possibilité de faire appel :

- à l'Office de Développement Agricole et Rural de Corse qui se propose d'accompagner administrativement et techniquement la commune pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi dans le temps, de son Plan Communal de Débroussaillage, et ce, à toutes les

étapes nécessaires, et en mobilisant les partenaires institutionnels de la prévention et de la lutte contre les incendies et notamment le Service d'Incendie et de Secours
- au Groupement d'Intérêt Public pour la Reconstitution des Titres de Propriété en Corse pour faire une analyse foncière (propriétaires présumés décédés, bien communaux, BND, etc.) sur la zone concernée par les Obligations de Débroussaillage Légal.

L'Office de Développement Agricole et Rural de Corse s'engage à :

- informer les élus sur la réglementation en vigueur sur la commune et ses évolutions éventuelles,
- faire un état des lieux cartographique (détermination des zones concernées par le débroussaillage, état des lieux du débroussaillage, etc...), accompagné de la liste des propriétaires concernés par l'obligation de débroussailler,
- mettre à disposition des élus l'ensemble des outils réglementaires et autres outils pouvant être mobilisés,
- à élaborer avec les élus la stratégie la plus adaptée à la situation communale,
- à assurer le suivi dans le temps de la mise en œuvre du PCD (bilan annuel et adaptation si besoin de la stratégie retenue).
- à fournir au GIRTEC au format SIG la zone concernée par les Obligations de Débroussaillage Légal

Cet accompagnement par l'Office de Développement Agricole et Rural de Corse se fera sur plusieurs années.

Le Groupement d'Intérêt Public pour la Reconstitution des Titres de Propriété en Corse s'engage à fournir au maire, à sa demande, des cartographies d'analyse foncière à la parcelles anonymisée (propriétaires présumés décédés, bien communaux, BND, etc.) sur la zone concernée par les Obligations de Débroussaillage Légal au format PDF et au format SIG.

La Commune de son côté s'engage à :

- fournir à l'ODARC toutes les informations utiles pour réaliser le PCD (matrices cadastrales, document d'urbanisme si existant, mise à jour des listings des propriétaires, etc....)
- procéder à l'envoi de courriers aux administrés si besoin,
- mettre en œuvre concrètement la stratégie du PCD retenue,
- assister les animateurs du débroussaillage de l'Office de Développement Agricole et Rural de Corse en tant que de besoin,
- former si possible du personnel communal ou des volontaires (réservistes communaux) aux principes du débroussaillage.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Frédéric ROCCHI SERENI,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le projet tel que défini ci-dessus et sollicite l'Office de Développement Agricole et Rural de Corse pour accompagner administrativement et techniquement la commune pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi dans le temps, de son Plan Communal de Débroussaillage.
- **AUTORISE** le maire à signer tout document permettant la réalisation de l'opération.

Frédéric ROCCHI SERENI souligne la nécessité de renforcer la politique de prévention des risques naturels, notamment en matière de débroussaillage et de prévention incendie.

Le Maire indique que la commune a déjà engagé des actions en partenariat avec les services compétents et les acteurs institutionnels, mais constate les limites opérationnelles liées notamment à l'exercice des pouvoirs de police et à l'adhésion des propriétaires concernés.

Il rappelle que la mise en place d'un plan communal structuré de débroussaillage et d'obligations légales de débroussaillage (OLD) constitue un outil indispensable pour organiser et prioriser les actions de prévention sur le territoire.

Il insiste sur l'importance de disposer d'un plan d'action cohérent afin de mobiliser les financements des partenaires (État, Région, Europe), conditionnés à une programmation claire.

Marie-Josée CULIOLI VICHERA interroge les modalités d'intervention de la commune en cas de défaillance des propriétaires soumis à obligations légales de débroussaillage, notamment la possibilité de substitution.

Le Maire indique que, si de tels dispositifs existent juridiquement, leur mise en œuvre soulève des difficultés pratiques importantes, notamment en matière de recouvrement des sommes engagées, et implique in fine un coût supporté par la collectivité.

Il souligne les incertitudes liées à la capacité de recouvrement auprès des propriétaires défaillants et appelle à la prudence dans l'engagement de ce type de mécanisme.

Délibération 2026.01.23 Déploiement-renforcement du dispositif de vidéoprotection communal

Monsieur Frédéric ROCCHI SERENI, conseiller municipal délégué à la sécurité, expose au Conseil Municipal :

La commune de Bonifacio souhaite renforcer et moderniser son dispositif de vidéoprotection afin de prévenir les atteintes aux biens, limiter les actes de malveillance, améliorer la sécurisation des sites sensibles et optimiser l'appui aux interventions des forces de sécurité.

Le programme proposé concerne trois entités :

- Port de plaisance / Capitainerie – modernisation et extension du dispositif existant
- Crèche municipale – sécurisation et renforcement des abords
- Ville / Police Municipale – renforcement sur parkings et axes structurants

3. Tableau récapitulatif – estimations (base études fournies)

Entité / Site	Description synthétique	Montant estimatif (HT)	Observations
Port / Capitainerie	Modernisation et extension du dispositif (caméras IP, NVR, réseau)	79.417,00 €	Dispositif existant obsolète, amélioration de la couverture des zones sensibles
Crèche municipale	Renforcement des abords et remplacement de l'enregistreur	10.000,00 €	Site sensible (ERP), ajout de caméras extérieures
Ville / Police municipale (parkings & axes)	Renforcement global et supervision multi-sites	101.009,00 €	Dispositif cible de 113 caméras – déploiement prévu jusqu'à mai 2026

4. Plans de financement (par entité)

Modernisation et extension du dispositif de vidéoprotection Port / Capitainerie			
Nature de la Ressource	Dépense HT Subventionnable	% (dép. totale)	Montant Attendu
FIPD	79.417,00 €	50,00%	39.708,50 €
Collectivité de Corse	79.417,00 €	30,00%	23.825,10 €
Commune de Bonifacio	79.417,00 €	20,00%	15.883,40 €
TOTAL	79.417,00 €	100,00%	79.417,00 €

Renforcement des abords et remplacement de l'enregistreur Crèche			
Nature de la Ressource	Dépense HT Subventionnable	% (dép. totale)	Montant Attendu
FIPD	10 000,00 €	50,00%	5 000,00 €
Collectivité de Corse	10 000,00 €	30,00%	3 000,00 €
Commune de Bonifacio	10 000,00 €	20,00%	2 000,00 €
TOTAL	10 000,00 €	100,00%	10 000,00 €

Renforcement global et supervision multi-sites Ville - Police Municipale			
Nature de la Ressource	Dépense HT Subventionnable	% (dép. totale)	Montant Attendu
FIPD	101 009,00 €	50,00%	50 504,50 €
Collectivité de Corse	100 000,00 €	30,00%	30 000,00 €
Commune de Bonifacio	101 009,00 €	20,00%	20 201,80 €
TOTAL	101 009,00 €	100,00%	100 706,30 €

La commune sollicite un cofinancement au titre des dispositifs mobilisables : FIPD (État) et Collectivité de Corse (CDC) – domaine d'intervention 10- Objectif : Aider les communes et les EPCI à maintenir un bon niveau d'équipement. Le solde est assuré par autofinancement communal.

Le présent projet vise à renforcer durablement la tranquillité publique et la sécurité des usagers, agents et équipements municipaux, en s'appuyant sur un dispositif modernisé, interconnecté et conforme aux obligations réglementaires.

La nouvelle posture Vigipirate « Hiver/Printemps 2026 », active depuis le 5 janvier 2026, maintient l'ensemble du territoire national au niveau « urgence attentat » et met l'accent notamment sur la sécurité des bâtiments publics et institutionnels (notamment dans la perspective des élections municipales), ainsi que la vigilance sur les secteurs « santé, familles, autonomie et personnes handicapées », incluant les crèches et halte-garderie. En ce sens, le renforcement de la vidéoprotection sur les sites communaux identifiés contribue aux objectifs de prévention, de dissuasion et d'amélioration de la capacité de réaction en cas d'évènement de sécurité.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Frédéric ROCCHI SERENI,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le renforcement du dispositif de vidéoprotection sur la commune de Bonifacio.
- **APPROUVE** les plans de financements tels que présentés ci-dessus.
- **AUTORISE** le Maire à solliciter les financements auprès du FPID et de LA Collectivité de Corse et à demander les subventions correspondantes.
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document permettant la réalisation de cette opération.

Le Maire rappelle qu'il n'y a jamais eu de débat de fond au sein du conseil sur la vidéosurveillance, malgré des sensibilités diverses, notamment vis-à-vis de la Ligue des droits de l'homme. Il souligne que la commune de Bonifacio a été parmi les premières en Corse à mettre en place ce dispositif, initialement débattu mais désormais largement accepté et jugé nécessaire.

Il indique que la vidéosurveillance contribue à améliorer la sécurité, à faciliter les interventions, à appuyer les démarches d'assurance et à mieux comprendre certains incidents ou dysfonctionnements.

Le Maire informe du recrutement récent d'un agent spécialisé afin de développer la gestion du dispositif en régie, dans un objectif de maîtrise des coûts et d'efficacité, plutôt que de recourir à des prestations externes.

Concernant le financement, il exprime une incertitude quant à la participation de la Collectivité de Corse, tout en espérant un soutien à hauteur de 30 %, en complément des financements de l'État, afin de réduire la part restant à la charge de la commune.

Il remercie les élus et services ayant contribué au dossier et souligne le caractère transversal du projet, qui concerne plusieurs secteurs (port, haute ville, déchets, stade, etc.). Il évoque également les perspectives d'évolution du dispositif, notamment en matière d'exploitation des données pour améliorer la gestion municipale.

Délibération 2026.01.24 Bail emphytéotique – Bacs acier de toiture du COSEC et panneaux photovoltaïques

Monsieur Jonathan CATOIRE, conseiller municipal délégué au sport, expose au Conseil Municipal :

Suite à une manifestation d'intérêt spontanée de la LUMA SOLE, qui proposait à la Commune le remplacement des bacs acier de la toiture du COSEC en contrepartie de la création et de l'exploitation d'une centrale photovoltaïque en toiture dudit bâtiment pour une durée de 30 ans, la Commune a publié un avis d'appel à manifestation d'intérêt le 17 juillet 2025.

La date limite de remise des candidatures était fixée au 07 août 2025 à 12 heures, date à laquelle 2 autres candidats se sont manifestés.

Les 3 candidats :

- SAS LUMA SOLE
- SARL SOLECO
- SAS CORSICA SOLE

Ont été invités à remettre une offre technique et financière avec une date limite au 15 septembre 2025 à 12 heures.

Les 3 candidats ont remis leurs offres qui ont été analysés par les services de la Commune et ont été invités à négocier et préciser certains points de leurs offres avec une date limite au 13 octobre 2025.

Les offres finales ont été examinées et analysées par les services qui ont établi le classement suivant sur la base des critères prévus au cahier des charges de la consultation :

Société	Soulte	Durée et montant loyer	Loyer suivants	Toiture	Renforcement	Isolation
Luma Sole	165 000 €	30 ans 14 500 €	Cession euro symbolique	Payante 116 420€	Impossible techniquement	NON
Soleco	0	30 ans 0 €	10 % (environ 5000 €)	OUI	NON	NON
Corsica Sole	140 000 €	20 ans 11 400€	5% (environ 2 500 €)	Prise en compte à hauteur de 65 000 €	OUI	NON (estimation de 40 000 € supplémentaire)

Classement :

1. **LUMA SOLE**
2. **CORSICA SOLE**
3. **SOLECO**

La proposition de la SAS LUMA SOLE a donc été acceptée et le conseil municipal est invité à autoriser le Maire à signer dans un premier temps une promesse de bail avec ladite société, permettant d'engager les démarches administratives pour ensuite signer un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans une fois les conditions suspensives levées.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Jonathan CATOIRE,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** la proposition de la SAS LUMA SOLE pour le remplacement des bacs acier de la toiture du COSEC en contrepartie de la création et de l'exploitation d'une centrale photovoltaïque en toiture dudit bâtiment pour une durée de 30 ans.
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document permettant la réalisation de cette opération.

Le Maire rappelle que le projet répond avant tout à la nécessité de rénover une toiture dégradée, sujette à des infiltrations, et non uniquement à un objectif de production d'énergie. Chrystelle LONGUET MILLELIRI apporte les précisions techniques de l'opération. Le coût estimé des travaux de réfection de la toiture est d'environ 200 000 €. Dans le cadre du montage proposé, l'opérateur prend en charge les travaux (incluant réfection, renforcement et raccordement), en contrepartie de l'exploitation photovoltaïque. La commune bénéficie par ailleurs d'une redevance d'environ 160 000 €. Ainsi, la commune n'a pas de dépense à engager pour la réfection de la toiture, tout en supprimant les désordres existants et en permettant la production d'énergie renouvelable. D'éventuels travaux complémentaires feront l'objet de recherches de financements ultérieures. Le Maire souligne l'intérêt de cette solution alternative permettant de limiter l'impact financier pour la collectivité.

Délibération 2026.01.25 Plan de financement – Aménagement et sécurisation du chemin de Finocchio

Monsieur Denis LOPEZ, 6^{ème} adjoint délégué à la voirie, expose au Conseil Municipal :

L'opération consiste à élargir le chemin de Finocchio sur un tronçon de 155 ML.
Le chemin est actuellement assez étroit (largeur roulable réduite jusqu'à 3.50 m).

Il est donc envisagé les travaux suivants :

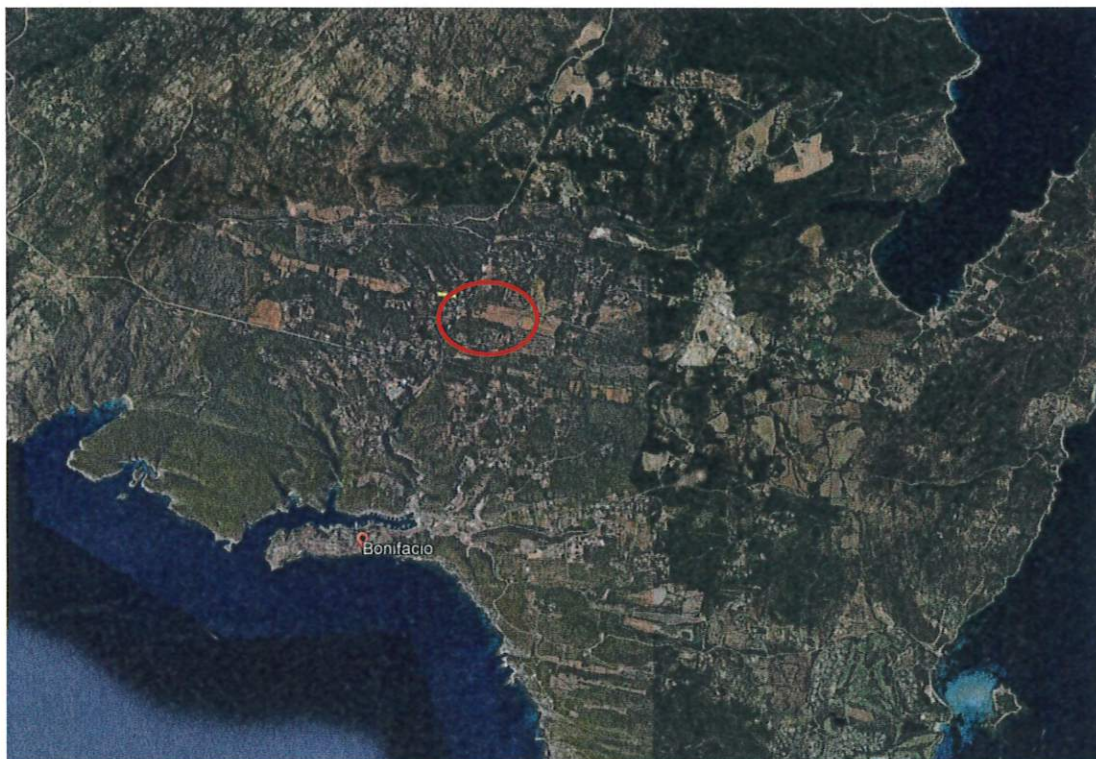
- Elargissement amont par la création d'un mur de soutènement en déblais type mur poids, de hauteur soutenue moyenne 1.10 m avec parement et arase en pierres calcaires;
- Elargissement aval par la création d'un mur de soutènement en remblai de hauteur soutenue jusqu'à 2.50 m ; le parement vu du mur est laissé en béton brut ;
- Construction d'un parapet en pierres calcaires 3 faces de hauteur hors sol 0.80 m sur le nouveau mur aval ainsi que sur un mur existant qui est conservé, mais dont le parapet est démoli et reconstruit à la même hauteur et à la même main que les autres.
- Enfouissement des réseaux télécom et SDE2A (travaux hors marché, réalisés sous maîtrise d'Ouvrage du SDE2A), et en coordination avec les travaux du présent marché ;
- Déplacement d'un branchement avec 2 compteurs d'eau potable depuis son emplacement actuel en bord du chemin jusqu'à son nouvel emplacement plus en aval contre le nouveau soutènement ;
- Rétablissement des 2 accès riverains aval :
 - Un accès piéton à la parcelle D538 : le portillon actuel est retiré, l'accès est décalé suite à la construction du soutènement aval ; le portillon est refait à neuf, et un escalier de raccordement au TN est construit ;
 - Un accès véhicule à la parcelle D884 : l'accès actuel revêtu en béton est refait et reprofilé pour tenir compte du rechargement localisé de la chaussée du chemin de Finocchio au profil PT08 (jusqu'à une vingtaine de cm par rapport aux enrobés actuels) ; le portail est également changé, une bordure A2 est posée en fil d'eau en travers l'accès pour canaliser les eaux de ruissellement de la chaussée hors de l'accès.
- Réfection de la chaussée actuelle : une structure neuve avec une couche de forme de 40 cm de GNT 0/31.5 est mise en place sur les élargissements ; il est réalisé une couche de revêtement neuve entre les nouveaux murs aval et amont (ep 6 cm de

BBSG 0/10 Cl 2) ; localement, le chemin est reprofilé au préalable au PT08 pour effacer une flache au droit de l'accès riverain de la D884.

Après travaux, la largeur de la chaussée revêtue sur le tronçon sera portée à près de 5.50 m.

Au démarrage des travaux, une dévégétalisation générale des emprises est prévue, avec débroussaillage et coupes de nombreux arbres, dont certains surplombent la voie et d'autres ont poussé au travers des murs existants à l'aval.

Les travaux sont localisés ci-après :



Plan de situation

Cadrage budgétaire et calendrier

Estimation des travaux : 406 180,00 € HT

Honoraires de Maîtrise d'œuvre : 32 160,00 € HT

Coût total de l'opération : 438 340,00 € HT

Délai de réalisation : 3 mois

Plan de financement :

Elargissement du chemin de Finocchio			
Nature de la Ressource	Dépense HT Subventionnable	% (dép. totale)	Montant Attendu

ETAT - DETR	438 340,00 €	40,00%	175 336,00 €
CDC	438 340,00 €	40,00%	175 336,00 €
Commune de Bonifacio	438 340,00 €	20,00%	87 668,00 €
TOTAL	438 340,00 €	100,00%	438 340,00 €

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de Denis LOPEZ,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le projet d'élargissement du chemin de Finocchio sur un tronçon de 155 mètres linéaires.
- **APPROUVE** le plan de financement tel que proposé ci-dessus.
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document permettant la réalisation de cette opération.

Le Maire indique s'être rendu sur place et confirme la présence de désordres, notamment un risque d'affaissement de murs signalé par des riverains.

Il précise que le projet initial, plus ambitieux, a été revu à la suite d'échanges avec les riverains, et que l'enveloppe présentée correspond à une estimation haute susceptible d'être ajustée. Il souligne toutefois que, compte tenu de la faible fréquentation de la voie et du contexte rural, des aménagements lourds, notamment un élargissement significatif, ne paraissent pas justifiés.

Le Maire rappelle que les contraintes budgétaires de la commune ne permettent pas de répondre à l'ensemble des attentes exprimées, notamment en matière d'élargissement, d'équipements ou d'indemnisation foncière, certaines demandes étant jugées excessives ou difficilement conciliables avec l'intérêt général.

Il indique que les travaux pourraient se concentrer sur la sécurisation du mur et la réfection de la chaussée, afin de garantir un niveau de service adapté.

Par ailleurs, il souligne la nécessité d'améliorer le suivi et la coordination des interventions sur les voiries (réseaux, entreprises), afin d'éviter des dégradations rapides après travaux. Il appelle à un renforcement du contrôle par les services municipaux et la police municipale, ainsi qu'à une meilleure régulation des interventions des concessionnaires.

Enfin, il invite à une réflexion sur les modalités de gestion et d'entretien des voiries communales, afin d'éviter un traitement dispersé des opérations.

En introduction aux délibérations relatives aux travaux, Odile MORACCHINI, 1^{ère} adjointe, rend hommage à Nicole SERRA, ancienne première adjointe décédée 5 ans plus tôt. Elle souligne avoir repris les dossiers dans la continuité de son action et exprime sa gratitude envers cette dernière, ainsi qu'envers l'équipe municipale qui l'a accueillie et accompagnée dans ses fonctions.

Délibération 2026.01.26 Amélioration du confort thermique de l'ensemble des bâtiments du groupe scolaire et de l'ancienne crèche

Madame Odile MORACCHINI, 1^{ère} adjointe, expose au Conseil Municipal :

La Commune a délibéré en date des 27 novembre 2018, 07 juin 2019 et 19 février 2021 pour le projet d'amélioration du confort thermique de l'ensemble des bâtiment Groupe Scolaire et Crèche d'un montant total estimé à 734 000 € HT, financé par :

- L'Etat au titre de la DETR : 152 317,00 € (subvention attribuée en 2020)
- L'AUE au titre PRODEME : 354 383,00 € (subvention attribuée en 2022)
- EDF – Agir Plus : 80 500,00 €
- Autofinancement Commune : 146 800 ,00 €

L'étude thermique avait été dans un premier temps réalisée par le BET ACCEO (2014), puis reprises par le BET ATF Ingénierie (2021) afin de pouvoir répondre à l'appel à projets de l'AUE.

La Commune a attribué le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'opération au groupement : SARL ANGELI LUGARINI, OPB Architecture et SMI le 26 avril 2022 pour un montant d'honoraires de 89 000 € HT (12,13 % du montant des travaux).

Le financement de l'AUE est, depuis le 1^{er} janvier 2024, conditionné par l'atteinte de l'objectif du label « BBC Rénovation Effinergie ».

Suite à la réalisation des premières études de maîtrise d'œuvre, il s'avère que le programme établi en 2021/2022 n'est pas compatible avec l'objectif de BBC rénovation.

La Commune a donc une nouvelle fois fait reprendre les études thermiques par un nouveau BET, SOBRE en 2024.

Description de l'opération

Afin d'atteindre l'objectif, le programme de travaux est modifié comme suit :

- Isolation thermique par l'extérieur (ITE)
- Isolation thermique par l'intérieur (ITI)
- Menuiseries extérieures bois
- Serrurerie en façade
- Isolation des combles
- Chauffage et refroidissement par système VRV (60 unités intérieures)
- Brise-soleils
- Ventilation double flux
- GTB light
- Divers travaux de reprise

Cadrage budgétaire et calendrier

Estimation des travaux : 1 340 813,72 € HT

Honoraires de Maîtrise d'œuvre : 135 856,00 € HT

Coût total de l'opération : 1 476 669,72 € HT

Délai de réalisation : 18 mois

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus il est proposé de demander des financements complémentaires, permettant d'atteindre le niveau BBC rénovation :

Confort thermique de l'ensemble de bâtiment Groupe Scolaire et Ancienne Crèche Demande de financements complémentaires / Estimation			
Nature de la Ressource	Dépense HT Subventionnable	% (dép. totale)	Montant Attendu
AUE	606 813,72 €	50,00%	303 406,86 €
ETAT	606 813,72 €	10,00%	60 681,37 €
EDF Agir Plus	606 813,72 €	20,00%	121 362,74 €
Commune de Bonifacio	606 813,72 €	20,00%	121 362,74 €
TOTAL	606 813,72 €	100,00%	606 813,72 €

Validation de l'APD et du forfait définitif de maîtrise d'œuvre :

La validation de ce nouveau programme de travaux entraine une modification du contrat de maîtrise d'œuvre avec le groupement ANGELI-LUGARINI pour un montant en plus-value de 46 856,00 € HT (soit + 52 %) soit un forfait définitif d'honoraires de maîtrise d'œuvre de 135 856,00 € HT (163 027,20 € TTC).

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé d'Odile MORACCHINI,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** l'Avant-Projet Définitif (APD) relatif à l'opération de rénovation énergétique du Groupe Scolaire et de l'Ancienne Crèche visant l'atteinte du label BBC Rénovation ;
- **APPROUVE** la modification du forfait de maîtrise d'œuvre portant le montant définitif des honoraires à 135 856,00 € HT ;
- **APPROUVE** le plan de financement actualisé tel que présenté ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter les financements complémentaires auprès de l'AUE, de l'État et d'EDF – Agir Plus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à la présente délibération.

Le Maire exprime des regrets quant au retard pris dans la réalisation de certains travaux, notamment ceux de l'école primaire, qui n'ont pas pu être menés à terme durant le mandat malgré les efforts engagés.

Il partage également un retour d'expérience sur plusieurs équipements récents intégrant des solutions techniques ou énergétiques innovantes (notamment systèmes de chauffage), dont les résultats se sont révélés insatisfaisants ou partiellement défaillants. Il appelle à une vigilance accrue pour les futurs projets, en privilégiant des solutions techniques simples, fiables et adaptées aux besoins réels.

Le Maire souligne la nécessité de tirer les enseignements de ces expériences, en interrogeant tant les choix techniques que le rôle des maîtres d'œuvre et des entreprises, ainsi que l'influence des dispositifs de financement conditionnés à certains standards énergétiques.

En réponse, Chrystelle MILLELIRI LONGUET précise que les projets à venir respecteront les exigences des financeurs en matière de performance énergétique, tout en s'appuyant sur des solutions techniques maîtrisées (ventilation, chauffage/climatisation) visant à garantir le confort thermique sans complexité excessive.

Le Maire conclut en appelant à une forme d'autocritique collective et à une approche pragmatique pour les investissements futurs.

Délibération 2026.01.27 Plan de financement – Aménagement de la plateforme du Centre Technique Municipal

Madame Odile MORACCHINI, 1^{ère} adjointe, expose au Conseil Municipal :

Le Centre Technique Municipal constitue un équipement structurant indispensable au bon fonctionnement des services municipaux (voirie, propreté, maintenance, logistique événementielle, interventions d'urgence).

La plateforme actuelle, d'une superficie importante, est aujourd'hui majoritairement non revêtue et simplement nivelée. Elle présente des affaissements, des ornières et des stagnations d'eau récurrentes lors des épisodes pluvieux, en raison d'un drainage insuffisant. Ces désordres rendent les manœuvres difficiles, dégradent les conditions de travail des agents et génèrent des risques en matière de sécurité.

L'opération projetée vise à restructurer durablement cet espace en réalisant :

- Un décaissement et un reprofilage de la plateforme existante ;
- La mise en œuvre d'un dallage en béton armé C30/37 d'une épaisseur de 18 cm sur environ 2 000 m², dimensionné pour le trafic des véhicules légers, utilitaires et poids lourds modérés du CTM ;
- La création d'un caniveau central en U en béton armé, équipé de grilles fonte classe D400, permettant une collecte structurée des eaux pluviales ;
- Le prolongement du réseau vers l'exutoire existant au nord ;
- La reprise et le reprofilage de la voie d'accès sur environ 60 m avec revêtement en enduit superficiel bicouche ;
- L'intégration de fourreaux en prévision d'équipements futurs (ombrières).

Ces travaux permettront :

- Une gestion maîtrisée des eaux de ruissellement ;
- La suppression des stagnations responsables des désordres actuels ;
- Une amélioration significative de la sécurité et des conditions d'exploitation ;
- Une meilleure résilience de l'équipement face aux épisodes pluvieux intenses.

Le projet s'inscrit ainsi dans les priorités de la programmation 2026 en matière d'adaptation des infrastructures publiques aux contraintes climatiques.

Maturité du projet

Le dossier de consultation des entreprises a été finalisé et le marché de travaux a été publié (CCTP référence 14942 – indice A du 16/12/2025).

Cette publication atteste du niveau d'avancement des études et du caractère opérationnel du projet.

Toutefois, conformément aux règles d'attribution des dotations de l'État, la notification du marché et tout ordre de service de démarrage interviendront uniquement après obtention des financements sollicités. À ce jour, aucun commencement d'exécution des travaux n'est intervenu.

Le marché prévoit un phasage en deux temps du dallage afin de maintenir l'activité du CTM pendant les travaux.

Calendrier prévisionnel

- Publication du marché : décembre 2025
- Analyse des offres : premier semestre 2026
- Notification : après décision attributive de subvention
- Démarrage des travaux : dans le mois suivant la notification
- Durée prévisionnelle : 3 mois
- Achèvement : avant fin 2026

Coût prévisionnel de l'opération

Le coût prévisionnel total de l'opération s'élève à **240 615,00 € HT**

Il comprend :

Poste de dépenses	Montant HT	TVA	Montant TTC
Etudes topo	3 500,00 €	20,00%	4 200,00 €
Maîtrise d'œuvre	13 500,00 €	20,00%	16 200,00 €
Travaux	223 615,00 €	10,00%	245 976,50 €
Total	240 615,00 €		266 376,50 €

Les études topographiques et la maîtrise d'œuvre constituent des dépenses directement liées à la réalisation de l'opération et sont intégrées au montant subventionnable.

Plan de financement prévisionnel

Aménagement de la plateforme du Centre Technique Municipal			
Nature de la Ressource	Dépense HT Subventionnable	% (dép. totale)	Montant Attendu
ETAT (DETR 2026)	240 615,00 €	50,00%	120 307,50 €
Commune de Bonifacio	240 615,00 €	50,00%	120 307,50 €
TOTAL	240 615,00 €	100,00%	240 615,00 €

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé d'Odile MORACCHINI,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le projet d'aménagement de la plateforme du Centre Technique Municipal ;
- **APPROUVE** son montant prévisionnel de **240 615,00 € HT** ;
- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel ;
- **APPROUVE** le plan de financement actualisé tel que présenté ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès de l'État au titre de la DETR 2026 ;
- **S'ENGAGE** à inscrire les crédits nécessaires au budget communal et à assurer le financement de la part non couverte par les subventions ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à la présente délibération.

Le Maire évoque l'état dégradé du parking du centre technique municipal (CTM), actuellement fortement impacté par des conditions boueuses rendant son usage difficile pour les agents.

Il souligne la nécessité d'intervenir rapidement afin d'améliorer les conditions de travail et d'accès, considérant cet aménagement comme prioritaire. Il reconnaît que le coût de l'opération est significatif, mais estime qu'il s'agit d'un investissement nécessaire au regard des besoins des services municipaux.

Il précise que d'autres travaux de voirie, notamment en direction du boulo-drome, seront réalisés ultérieurement.

Délibération 2026.01.28 Avenant n°2 au marché public de travaux de réhabilitation du couvent Saint-François – Lot 1 : Gros-œuvre – Maçonnerie

Madame Odile MORACCHINI, 1^{ère} adjointe, expose au Conseil Municipal :

Le lot 1 « gros-œuvre – maçonnerie » du marché de travaux réhabilitation du couvent Saint-François a été notifié à la société LES FRERES PIACENTINI le 01/07/2024 pour 1.613.880,50 € HT (soit 1.775.268,55 € TTC).

Suite à la découverte d'amiante lors de l'exécution des travaux, un avenant n°1 a été notifié au titulaire le 02/09/2025 pour un montant en plus-value de 33.268,00 € HT (+2,06 %).

L'avancement des travaux demande 2 nouvelles modifications au contrat :

TS n°01 : devis n°11502562 balance financière au 03/10/2025

Montant arrêté du TS : 75.817,50€

Ce devis correspond à une balance financière de travaux déjà réalisé sur site.

Le devis a été revu et vérifié par l'économiste de l'opération et Perrot & Richard architectes. Les métrés ainsi que les quantités de gravats ont été validés.

Concernant le chaînage, la proposition de chaînage béton et de création de pilastres répond à un point structurel identifié sur les maçonneries du R+1. Ce sujet a été soulevé en phase chantier par l'entreprise Les Frères Piacentini et abordé en réunion pour la première fois le 16/01/2025. Une fragilité a été constatée car les maçonneries étaient réalisées en blocs à bancher et habillées en extérieur en moellons. Ce type d'assemblage ne permettait pas de reprendre correctement le poids de la charpente et de la couverture en lauze. Cette intervention était donc nécessaire pour assurer la stabilité et la pérennité de la structure

TS n°02 : devis n°11502583

Montant arrêté du TS : 18.192,44€

Ce TS fait suite à l'identification d'un oubli dans les pièces du marché concernant la réalisation des chapes acoustiques sous les parquets.

Les chapes sont prévues contractuellement lorsque le revêtement de sol relève du lot 01 (pierre, tomettes, etc.), l'entreprise Frères Piacentini assurant alors à la fois la réalisation de la chape et la pose du revêtement. En revanche, lorsque le revêtement de sol est attribué au lot 03 – Menuiseries intérieures, la réalisation des chapes acoustiques n'est pas incluse dans le marché.

De ce fait, les chapes acoustiques sous les parquets ne sont intégrées ni au lot 01, ni au lot 03.

Afin d'assurer la continuité technique et acoustique des ouvrages, l'entreprise Frères Piacentini a proposé d'intégrer ces chapes à son marché, en complément de celles déjà prévues sous les revêtements en pierre.

Le devis correspondant, a été analysé et vérifié par l'économiste de l'opération ainsi que par l'architecte.

Récapitulatif :

Désignation Montant HT %

Marché initial 1.613.880,50 €

Avenant n°1 (Amiante) 33.268,00 € soit 2,06%

Avenant n°2 (Chaînage, chapes acoustiques) 94.009,94 € soit 5,83%

Montant Total HT : 1.741.158,44 € soit 7,89% en plus-value par rapport au montant initial du marché.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé d'Odile MORACCHINI,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** les travaux supplémentaires n°01 et n°02 du lot n°01 « Gros-œuvre – Maçonnerie » ;
- **APPROUVE** le nouveau montant du lot n°01 porté à **1.741.158,44 € HT** (1.915.274,28 € TTC) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ces modifications contractuelles ;
- **INSCRIT** les crédits correspondants au budget de l'opération.

Délibération 2026.01.29 Avenant n°1 au marché public de travaux de Rénovations intérieures et extérieures de l'Hôtel de Ville

Madame Odile MORACCHINI, 1^{ère} adjointe, expose au Conseil Municipal :

Le lot 2 « plâtrerie, peinture » du marché de travaux de Rénovations intérieures et extérieures de l'Hôtel de Ville a été notifié à la société MG le 07/10/2025 pour 153 599,77 € HT (soit 168 959,75 € TTC).

Les travaux de dépose et démolitions ont mis à jour les enduits ciments réalisés à priori sur l'ensemble des murs pierre intérieurs. L'humidité des remontées capillaires sont bloqués par le ciment et empêchent la perspiration naturelle des murs.

Le plâtre en surface perd ainsi son adhérence et se décolle.

Ce phénomène est accentué dans les parties de bâtiment sans sous-sol ou enterrés partiellement.

Il convient d'opter pour la réalisation de contre cloisons dans l'aile EST la plus affectée à ce stade et dont le cout reste inférieur à la purge et reprise totale des enduits.

Les travaux supplémentaires résultent de sujétions techniques imprévues révélées en phase de dépose, liées à l'état réel des supports non identifiable avant intervention.

Ces prestations complémentaires sont nécessaires à la bonne exécution des ouvrages et à la pérennité des travaux réalisés.

Récapitulatif :

Désignation	Montant HT	%
Marché initial	153 599,77 €	
Avenant n°1	8 978,20 €	5,85 %
Montant Total HT	162 577,97 €	

Il est proposé au conseil municipal de valider la signature d'un avenant n°1 au marché pour un montant de 153 599,77 € HT portant le montant du marché à 162 577,97 HT soit 178 835,77 € TTC (en plus-value de 5,85 % par rapport au montant initial du marché).

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé d'Odile MORACCHINI,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** l'avenant n°1 « plâtrerie, peinture » du marché de travaux de Rénovations intérieures et extérieures de l'Hôtel de Ville d'un montant de 8.978,20 € HT ;
- **APPROUVE** le nouveau montant du lot n°02 porté à **162.577,97 € HT** (178.835,77 € TTC) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant correspondant.

Odile MORACCHINI explique que cette évolution est liée à la découverte, en cours de chantier, de remontées d'humidité importantes sur les murs (jusqu'à 1,20 mètre), nécessitant des travaux complémentaires afin de garantir la pérennité de l'ouvrage.

Le Maire souligne l'ampleur du chantier, notamment les travaux structurels réalisés à l'intérieur du bâtiment (création d'un ascenseur et d'un escalier), ayant impliqué une démolition importante. Il évoque également la qualité architecturale du bâtiment et l'intérêt de cette rénovation, qui permettra de doter les services municipaux d'un équipement modernisé et accessible.

Délibération 2026.01.32 Vote d'une subvention pour le festival « FESTI BOCCA » année 2026

Conformément aux articles L 1111-1-1 et L1111-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Jean-Charles ORSUCCI, maire, et Madame Marie-Josée CULIOLI-VICHERA, 3ème adjointe, ayant un lien familial proche avec un dirigeant de l'association, quittent la salle, et ne participent ni au débat ni au vote.

Il est précisé que ces conseillers municipaux ne sont pas comptabilisés dans le calcul du quorum pour ce point.

Les procurations dont ils étaient titulaires ne sont pas prises en compte pour le présent vote.

Mme MORACCHINI Odile, 1^{ère} adjointe, est désignée présidente de séance sur ce point.

Madame Odile MORACCHINI expose au conseil :

L'association « Festi bouche » a proposé à la Commune un nouvel événement gastronomique dénommé « Festi bocca » qui permettra au grand public d'être au plus proche des chefs, assister à des démonstrations, d'apprendre à leurs côtés. Cet événement permet aussi de découvrir autrement le territoire insulaire, rencontrer les agriculteurs, éleveurs, qui se battent aujourd'hui pour préserver la qualité de leurs produits. Aux côtés des producteurs locaux et des chefs, le festival accueille également les artisans insulaires pour valoriser leurs productions.

A l'heure où la cuisine connaît et suscite beaucoup d'engouement, nul doute qu'il faille valoriser plus encore les talents et les richesses de la gastronomie de notre région, des produits et savoir-faire qui la nourrissent et les médiatiser bien au-delà de la frontière régionale, orchestré par les grands chefs et fruit de leur passion, ne peut que participer efficacement à la visibilité, à la notoriété et à l'essor du territoire.

Les objectifs sont multiples : Valorisation du patrimoine culinaire corse à travers l'organisation d'un marché de producteurs, d'ateliers, de masterclass dans le but de promouvoir le « terroir » corse, ses produits et son savoir-faire, la gastronomie insulaire, la consommation responsable et le renforcement des liens entre les agriculteurs, producteurs, artisans et les consommateurs.

Une telle démarche, au-delà du secteur gastronomique ou encore des enjeux culturels liés, se révèle porteuse en termes de stratégie économique, touristique sur la commune de Bonifacio et le territoire Sud Corse.

Le Conseil municipal,

OUI l'exposé d'Odile MORACCHINI,

Après avoir délibéré,

Décide :

POUR	17
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 40 000 € par la Commune de Bonifacio au profit de l'association « FESTI BOCCHE » afin d'organiser le festival culinaire « FESTI BOCCA ».
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son mandataire à signer tout document nécessaire à la réalisation de cette opération.

Délibération 2026.01.30 Instauration du droit de préemption urbain (DPU) simple

M. le Maire expose aux membres de l'Assemblée :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2131-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 à L.211-5, L.213-1 et suivants, L.300-1 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bonifacio approuvé par délibération en date du 8 décembre 2025 ;

Vu le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) annexé audit PLU ;

Considérant que conformément à l'article L.210-1 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption peut être institué en vue de :

- mettre en œuvre un projet urbain,
- mettre en œuvre une politique locale de l'habitat,
- d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- permettre le recyclage foncier ou le renouvellement urbain,
- sauvegarder, restaurer ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, renaturer ou de désartificialiser des sols, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

Considérant la volonté de la Commune de mettre en place ce DPU simple pour l'ensemble de ces raisons afin de poursuivre et renforcer les opérations d'aménagement qu'elle envisagerait de programmer ;

Considérant que conformément à l'article L.211-1 du Code de l'urbanisme, les communes dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et à urbaniser ;

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 8 décembre 2025 fixe des orientations visant notamment à assurer un équilibre entre préservation paysagère et urbanisation, à favoriser le renouvellement urbain, à développer l'offre de logements et notamment sociale et à améliorer la qualité du cadre de vie ;

Considérant que la mise en œuvre de ces orientations nécessite ainsi l'instauration d'outils légaux disponibles favorisant la politique d'acquisition foncière communale ;

Considérant que le PLU au travers de son PADD prévoit un besoin en logements à créer de 560 unités d'ici 2035, justifiant d'un renforcement de la capacité d'accueil de la Commune et notamment en résidence principale ;

Considérant que le PLU au travers de son PADD précise la volonté communale de développer et diversifier l'offre locative du territoire au sein de l'agglomération historique, de l'agglomération en devenir et dans les secteurs déjà urbanisés, se traduisant par une offre pour les travailleurs saisonniers (secteur privilégié à Monteleone), une offre pour les logements intermédiaires et particulièrement pour les jeunes ménages, et une pour les personnes en situation de précarité avec l'édification de logements sociaux dans ces centralités urbaines précitées ;

Considérant que le PLU au travers de son PADD souhaite requalifier l'Arrière-port-St Julien en quartier durable de type Ecoquartier afin de proposer une mixité urbaine, des aménagements publics de qualité et du logement à l'année, laissant apparaître la nécessité de ce DPU ;

Considérant que Bonifacio est une Ville qui possède un fort taux de résidences secondaires (55% selon l'INSEE en 2019) en contraste avec le nombre permanent d'habitants à l'année (3404 habitants selon les données INSEE 2026) nécessitant une intervention communale d'acquisition foncière afin de retrouver un juste équilibre ;

Considérant que le prix de l'immobilier moyen à Bonifacio, selon l'étude réalisée par le cabinet Villes vivantes, dans le cadre du programme « Petites villes de demain », est de 4874 euros/m² et qu'ainsi il paraît justifié de mettre en œuvre un DPU afin que la Commune développe ses opportunités en matière de politique sociale, en produisant une gamme d'offre nouvelle de logements de qualité et mieux adaptés aux besoins (social, libre, intermédiaire, intergénérationnel...) ;

Considérant que le centre ancien de Bonifacio présente un habitat dégradé parfois indigne et qu'ainsi la mise en place de ce DPU permettrait d'améliorer et mobiliser le parc de logements existants pour répondre aux besoins, de valoriser les quartiers, de prévenir la dégradation du

parc de logements privé, poursuivre les acquisitions-améliorations dans les copropriétés fragiles en vue d'améliorer leur gestion ;

Considérant que dans un contexte d'attrition des résidences permanentes, dans une région à forte spéculation immobilière et d'une importante vacance, l'objectif de la Commune est d'obtenir une maîtrise foncière accrue, afin de mener à bien sa stratégie d'aménagement du territoire ;

Considérant que le droit de préemption urbain simple constitue un outil adapté pour permettre à la collectivité de conduire des actions ou opérations d'aménagement répondant aux objectifs définis à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme ;

Considérant que l'instauration de ce droit ne porte pas atteinte au droit de propriété dès lors qu'elle est justifiée par un intérêt général et exercée dans le respect des dispositions légales et réglementaires ;

Considérant que l'institution de ce DPU simple peut être motivé par l'opération de revitalisation du territoire (ORT) prévue dans le cadre de la convention petites villes de demain ayant pour objet la mise en œuvre d'un projet global de territoire destiné à adapter et moderniser le parc de logements, de locaux commerciaux et artisanaux, ainsi que le tissu urbain de ce territoire pour améliorer son attractivité dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable ;

Considérant qu'il apparaît justifié de mettre en place ce DPU sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme à l'exclusion des secteurs compris dans le périmètre des deux zones d'aménagement différé (ZAD) à savoir le secteur « hôpital-Cavallo Morto » (arrêté n°2A-2022-10-18-00007 du 18.10.2022) et celui de « Monteleone-St Julien-Cartarana » (arrêté n°2A-2022-10-18-00008 du 18.10.2022) ;

Il est donc proposé d'instituer ce DPU dans les zones précitées et dont le plan est annexé à la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de M. le Maire,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

APPROUVE l'instauration du droit de préemption urbain simple et **AUTORISE** le Maire à exercer ce droit de préemption comme suit :

Article 1 : Il est institué un droit de préemption urbain simple sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 8 décembre 2025, à l'exclusion des secteurs compris dans le périmètre des deux zones d'aménagement différé (ZAD) à savoir le secteur « hôpital-Cavallo Morto » (arrêté n°2A-2022-10-18-00007 du 18.10.2022) et celui de « Monteleone-St Julien-Cartarana » (arrêté n°2A-2022-10-18-00008 du 18.10.2022)

Article 2 : Autorité compétente pour exercer le droit de préemption

Le Maire ou son délégataire dans les conditions prévues par les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, est chargé de l'exercice du droit de préemption urbain simple.

Article 3 : Mesures de publicité et d'exécution

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par les articles R.211-2 et suivants du Code de l'urbanisme.

Elle sera affichée en mairie pendant un mois, fait l'objet d'une mention dans deux journaux départementaux, transmise au représentant de l'État dans le département, aux personnes référencées à l'article R.211-3 du Code de l'urbanisme (directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux copie des actes ayant pour effet d'instituer ou de supprimer le droit de préemption urbain ou d'en modifier le champ d'application), et deviendra exécutoire à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités légales.

Délibération 2026.01.31 Instauration du droit de préemption urbain (DPU) renforcé

M. le Maire expose aux membres de l'Assemblée :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2131-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 à L.211-5, L.213-1 et suivants, L.300-1 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bonifacio approuvé par délibération en date du 8 décembre 2025 ;

Vu le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) annexé audit PLU ;

Considérant que conformément à l'article L.210-1 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption peut être institué en vue de :

- mettre en œuvre un projet urbain,
- mettre en œuvre une politique locale de l'habitat,
- d'organiser la mutation, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,

- favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- permettre le recyclage foncier ou le renouvellement urbain,
- sauvegarder, restaurer ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, renaturer ou de désartificialiser des sols, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.

Considérant la volonté de la Commune de mettre en place ce DPU pour l'ensemble de ces raisons afin de poursuivre et renforcer les opérations d'aménagement qu'elle envisagerait de programmer ;

Considérant que conformément à l'article L.211-1 du Code de l'urbanisme, les communes dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et à urbaniser ;

Considérant que l'article L.211-4 du Code de l'urbanisme permet d'étendre ce droit à des biens exclus du champ du DPU simple, par l'instauration d'un droit de préemption urbain renforcé, pour :

- a) A l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;
- b) A la cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- c) A l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 8 décembre 2025 fixe des orientations visant notamment à assurer un équilibre entre préservation paysagère et urbanisation, à favoriser le renouvellement urbain, à développer l'offre de logements et notamment sociale et à améliorer la qualité du cadre de vie ;

Considérant que la mise en œuvre de ces orientations nécessite ainsi l'instauration d'outils légaux disponibles favorisant la politique d'acquisition foncière communale ;

Considérant que le PLU au travers de son PADD prévoit un besoin en logements à créer de 560 unités d'ici 2035, justifiant d'un renforcement de la capacité d'accueil de la Commune et notamment en résidence principale ;

Considérant que le PLU au travers de son PADD précise la volonté communale de développer et diversifier l'offre locative du territoire au sein de l'agglomération historique, de l'agglomération en devenir et dans les secteurs déjà urbanisés, se traduisant par une offre pour les travailleurs saisonniers (secteur privilégié à Monteleone), une offre pour les logements intermédiaires et particulièrement pour les jeunes ménages, et une pour les personnes en situation de précarité avec l'édification de logements sociaux dans ces centralités urbaines précitées ;

Considérant que le PLU au travers de son PADD souhaite requalifier l'Arrière-port-St Julien en quartier durable de type Ecoquartier afin de proposer une mixité urbaine, des aménagements publics de qualité et du logement à l'année, laissant apparaître la nécessité de ce DPU renforcé ;

Considérant que Bonifacio est une Ville qui possède un fort taux de résidences secondaires (55% selon l'INSEE en 2019) en contraste avec le nombre permanent d'habitants à l'année (3404 habitants selon les données INSEE 2026) nécessitant une intervention communale d'acquisition foncière afin de retrouver un juste équilibre ;

Considérant que le prix de l'immobilier moyen à Bonifacio, selon l'étude réalisée par le cabinet Villes vivantes, dans le cadre du programme « Petites villes de demain », est de 4874euros/m² et qu'ainsi il paraît justifié de mettre en œuvre un DPU renforcé afin que la Commune développe ses opportunités en matière de politique sociale, en produisant une gamme d'offre nouvelle de logements de qualité et mieux adaptés aux besoins (social, libre, intermédiaire, intergénérationnel...) ;

Considérant que le centre ancien de Bonifacio présente un habitat dégradé parfois indigne et qu'ainsi la mise en place de ce DPU permettrait d'améliorer et mobiliser le parc de logements existants pour répondre aux besoins, de valoriser les quartiers, de prévenir la dégradation du parc de logements privé, poursuivre les acquisitions-améliorations dans les copropriétés fragiles en vue d'améliorer leur gestion ;

Considérant que dans un contexte d'attrition des résidences permanentes, dans une région à forte spéculation immobilière et d'une importante vacance, l'objectif de la Commune est d'obtenir une maîtrise foncière accrue, afin de mener à bien sa stratégie d'aménagement du territoire ;

Considérant que le droit de préemption urbain renforcé constitue un outil adapté pour permettre à la collectivité de conduire des actions ou opérations d'aménagement répondant aux objectifs définis à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme ;

Considérant que l'instauration de ce droit ne porte pas atteinte au droit de propriété dès lors qu'elle est justifiée par un intérêt général et exercée dans le respect des dispositions légales et réglementaires ;

Considérant que l'institution de ce DPU renforcé peut être motivé par l'opération de revitalisation du territoire (ORT) prévue dans le cadre de la convention petites villes de demain ayant pour objet la mise en œuvre d'un projet global de territoire destiné à adapter et moderniser le parc de logements, de locaux commerciaux et artisanaux, ainsi que le tissu

urbain de ce territoire pour améliorer son attractivité dans une perspective de mixité sociale, d'innovation et de développement durable ;

Considérant qu'il apparaît justifié de mettre en place ce DPU renforcé sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme à l'exclusion des secteurs compris dans le périmètre des deux zones d'aménagement différé (ZAD) à savoir le secteur « hôpital-Cavallo Morto » (arrêté n°2A-2022-10-18-00007 du 18.10.2022) et celui de « Monteleone-St Julien-Cartarana » (arrêté n°2A-2022-10-18-00008 du 18.10.2022) ;

Considérant que ces caractéristiques précitées justifient le recours au droit de préemption urbain renforcé, compte tenu de l'inadaptation du droit de préemption urbain simple à atteindre les objectifs poursuivis ;

Il est donc proposé d'instituer ce DPU renforcé dans les zones précitées et dont le plan est annexé à la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de M. le Maire,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

APPROUVE l'instauration du droit de préemption urbain renforcé et **AUTORISE** le Maire à exercer ce droit de préemption comme suit :

Article 1 : Il est institué un droit de préemption urbain renforcé, au sens de l'article L.211-4 du Code de l'urbanisme, sur l'ensemble des zones urbaines (U) et des zones à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 8 décembre 2025, à l'exclusion des secteurs compris dans le périmètre des deux zones d'aménagement différé (ZAD) à savoir le secteur « hôpital-Cavallo Morto » (arrêté n°2A-2022-10-18-00007 du 18.10.2022) et celui de « Monteleone-St Julien-Cartarana » (arrêté n°2A-2022-10-18-00008 du 18.10.2022)

Article 2 : Champ d'application

Le droit de préemption urbain renforcé s'applique aux aliénations et cessions entrant dans le champ de l'article L.211-4 du Code de l'urbanisme, à l'exception de celles expressément exclues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 3 : Finalités du droit de préemption

Le droit de préemption urbain renforcé est institué en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objectifs définis à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme et conformes aux orientations du Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 : Autorité compétente pour exercer le droit de préemption

Le Maire ou son délégataire dans les conditions prévues par les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, est chargé de l'exercice du droit de préemption urbain renforcé.

Article 5 : Mesures de publicité et d'exécution

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues par les articles R.211-2 et suivants du Code de l'urbanisme.

Elle sera affichée en mairie pendant un mois, fait l'objet d'une mention dans deux journaux départementaux, transmise au représentant de l'État dans le département, aux personnes référencées à l'article R.211-3 du Code de l'urbanisme (directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux copie des actes ayant pour effet d'instituer ou de supprimer le droit de préemption urbain ou d'en modifier le champ d'application) et deviendra exécutoire à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités légales.

Le Maire rappelle l'importance de ces outils pour la maîtrise du foncier communal et la mise en œuvre des politiques d'aménagement. Il précise que la commune a retrouvé ces droits à la suite de l'approbation du PLU, après une période où ils avaient été perdus lors du retour au RNU.

Le Maire souhaite la bienvenue au nouveau directeur du service urbanisme, Monsieur Geoffray QUESADA, et évoque les récentes évolutions au sein du service, notamment la mobilité interne de certains agents.

Il fait également un point d'information sur les recours déposés contre le PLU, en indiquant que plusieurs procédures sont en cours (recours gracieux et contentieux), tout en soulignant que les marges de manœuvre de la commune restent encadrées par le droit de l'urbanisme.

Concernant le droit de préemption simple, il est rappelé qu'il s'applique à l'ensemble du territoire communal, hors secteurs déjà couverts par des dispositifs spécifiques tels que les zones d'aménagement différé.

S'agissant du droit de préemption renforcé, il est précisé qu'il élargit le champ d'application, permettant une intervention plus large de la commune en matière d'acquisition foncière afin de soutenir sa politique d'aménagement et d'habitat.

Le Maire souligne que ces dispositifs ont vocation à être utilisés de manière proportionnée et en fonction des besoins de la collectivité.

Délibération 2026.01.34 Transfert de la compétence facultative de fonctionnement en matière d'éclairage public au Syndicat Départemental d'Énergie de la Corse-du-Sud (SDE2A)

Monsieur le Maire expose :

Depuis 2010, la Commune est membre du Syndicat Départemental d'Énergie de Corse du Sud (SDE2A).

À ce titre et concernant la compétence liée à l'éclairage public, le syndicat exerce une compétence exclusive en matière d'investissement qui comprend :

- la fourniture et pose de mats, lanternes et candélabres,
- l'extension de réseaux d'éclairage public,
- la rénovation de réseaux d'éclairage public,
- la création de réseaux d'éclairage public,
- l'enfouissement de réseaux d'éclairage public,
- les mesures en matière d'économie d'énergie.

Le syndicat exerce également, au titre de l'éclairage public, une compétence facultative en matière de fonctionnement qui comprend :

- la maintenance préventive des installations d'éclairage public,
- la maintenance corrective des installations d'éclairage public,
- l'exploitation des réseaux d'éclairage public.

Chaque commune, peut si elle le souhaite, délibérer pour transférer cette compétence facultative au syndicat par délibération.

Les conditions dans lesquelles le syndicat délègue à la Commune certaines interventions limitées sur le réseau d'éclairage public communal, tout en conservant la maîtrise d'ouvrage, le contrôle et la responsabilité générale du service, sont définies dans une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, jointe en annexe.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de délibérer afin de transférer la compétence facultative de fonctionnement en matière d'éclairage public et d'autoriser le Maire à signer une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le SDE2A, ci-annexée.

Il convient d'en délibérer.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 10/006/AG du 08 février 2010 portant adhésion de la Commune au Syndicat Départemental d'Énergie de Corse du Sud (SDE2A),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010186-003 du 05 juillet 2010 autorisant la création d'un syndicat mixte ouvert dénommé « syndicat départemental d'énergie de la Corse du Sud »,

Vu les statuts de Syndicat Départemental d'Énergie de Corse du Sud (SDE2A),

Vu le projet de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage proposée par le SDE2A à la Commune,

Le Conseil municipal,

OUI l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le transfert de la compétence facultative de fonctionnement en matière d'éclairage public au Syndicat d'Energie de la Corse-du-Sud (SDE2A) comprenant :
 - la maintenance préventive des installations d'éclairage public,
 - la maintenance corrective des installations d'éclairage public,
 - l'exploitation des réseaux d'éclairage public.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le SDE2A, ci-annexée, ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.
- **PRECISE que** les crédits de dépenses afférents font l'objet des inscriptions budgétaires nécessaires aux imputations correspondantes au budget 2026.
- **PRECISE** que les contributions optionnelles ne pourront être engagées qu'après accord express de la commune, donné à la suite d'une sollicitation écrite du SDE2A.

Le Maire présente la délibération relative au transfert de compétence au Syndicat Départemental d'Énergie (SDE2A), concernant notamment l'éclairage public.

Il rappelle que la commune a procédé récemment au renouvellement complet de l'éclairage public, dans un délai court, sans coût d'investissement direct pour la collectivité, mais avec une contribution annuelle liée au dispositif.

La question porte désormais sur la répartition de la compétence d'entretien et de gestion de ce parc d'éclairage public entre la commune et le syndicat.

Le Maire indique qu'après échanges avec le syndicat et les communes voisines, un accord a été trouvé afin de définir un cadre équilibré, évitant notamment une double charge financière pour la commune. Une convention précise ainsi les missions respectives du syndicat et de la commune.

Le dispositif repose sur une redevance comprenant une part forfaitaire et une part par point lumineux, avec une répartition globale des coûts entre le syndicat et les communes. La convention prévoit également l'absence de transfert de personnel.

Il est précisé que les conditions retenues ont fait l'objet d'une concertation afin de préserver les intérêts financiers de la commune et de garantir la continuité du service public.

Délibération 2026.01.35 Incorporation de biens sans maîtres au domaine privé communal

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre de la gestion et de la sécurisation de son patrimoine foncier, la commune de Bonifacio a entrepris une procédure d'identification et d'intégration de biens présumés sans maître, conformément aux dispositions de l'article L1123-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P).

Ces biens n'ont pas de propriétaire connu, ou le dernier propriétaire est décédé depuis plus de trente ans sans héritier identifié.

L'intégration au domaine privé communal permet de sécuriser juridiquement ces biens et de les valoriser pour l'intérêt général.

L'article L1123-1 du CG3P prévoit que : les biens sans propriétaire connu, ou appartenant à des personnes décédées depuis plus de trente ans sans héritier, peuvent être attribués à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Cette attribution doit être précédée de recherches sérieuses du propriétaire ou des ayants droit, et faire l'objet de mesures de publicité.

1) Liste des biens concernés par une incorporation directe :

Les biens suivants ont fait l'objet d'un arrêté et de mesures de publicité et d'affichage depuis plus de 6 mois :

Secteur / Adresse	Référence cadastrale	Contenance	Situation
Perazzoli	M n°651	140 156 m²	Proche littoral secteur Est / Pruniccia
1 rue du Corps de Garde	AC n°0190	Lot 14/15 soit 108 m2	Haute-Ville
2 rue des Deux Empereurs – 3 ^e étage	AC n°191	EDD en cours Etage 3 et 4 soit environ 45 m2	Haute-Ville
Ortu duzzu	G n°343	720 m2	Aire de carénage

2) Liste des biens pour lesquels une incorporation est envisagée à court terme :

Ces biens sont issus de successions ouvertes depuis plus de trente ans, les contributions foncières ne sont par ailleurs plus versées. Ils vont donc faire l'objet de l'ouverture des procédures de publicité :

Maora	N n°0012	2 375 m ²	Route de Maora
Maora	N n°0013	3 852 m ²	
Maora	N n°0019	1 635 m ²	
Maora	N n°0020	2 496 m ²	
Musella	J n°577	32 295 m ²	Parcelle accolée à la tranche primaire de la ZA

4. Diligences accomplies

Pour chacun des biens, la commune a :

- consulté le cadastre ;
- recherché les anciens propriétaires et leurs ayants droit
- vérifié l'absence de paiement de taxe foncière auprès des services fiscaux
- vérifié l'absence de mutation récente auprès du service de publicité foncière ;
- constaté l'absence de revendication par des tiers.

Ces diligences répondent aux exigences légales et permettent de considérer ces biens comme biens sans maître.

5. Intérêt communal

L'intégration de ces biens au domaine privé communal permettra d'éviter l'abandon et la dégradation ;

de préserver et valoriser les biens pour l'intérêt général avec une affectation future conforme aux projets communaux (réserve foncière, logements, valorisation patrimoniale, etc.).

6. Proposition au Conseil municipal

Il est proposé au Conseil municipal de constater que les biens listés ci-dessus constituent des biens sans maître au sens de l'article L1123-1 du CG3P ; d'incorporer ces biens dans le domaine privé de la commune de Bonifacio ; de donner pouvoir au Maire pour signer tous documents et actes relatifs à cette procédure.

Le Conseil municipal,

OUI l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **CONSTATE** que les biens listés au 1) ci-dessus constituent des **biens sans maître** au sens de l'article L1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- **APPROUVE** leur **incorporation dans le domaine privé de la commune de Bonifacio** ;
- **AUTORISE** la mise en œuvre des procédures similaires pour les biens listés au 2) et d'accomplir les démarches nécessaires à leur prochaine intégration ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires et à signer tout document ou acte relatif à cette procédure.

Le Maire rappelle que cette démarche s'inscrit dans une stratégie de sécurisation et de valorisation du foncier communal, notamment en lien avec les politiques d'aménagement, de logement et de développement agricole. Il remercie les services, et notamment les agents en charge du dossier, pour le travail d'identification et de vérification réalisé en lien avec les services fiscaux et cadastraux.

Il est précisé que les biens concernés ont fait l'objet de recherches approfondies (absence de propriétaire connu, absence de paiement de taxe foncière, absence de mutation récente et absence de revendication par des tiers), ainsi que de mesures de publicité conformément au Code général de la propriété des personnes publiques.

La liste des biens comprend notamment des terrains agricoles, des parcelles en secteur littoral ou périurbain, ainsi que des biens bâtis situés en centre-ville ou en haute ville. Le Maire souligne l'intérêt potentiel de ces acquisitions pour des projets communaux futurs (réserve foncière, logement, activités économiques, valorisation patrimoniale), tout en appelant à une vigilance sur la gestion de certains biens pouvant nécessiter des arbitrages. Il est rappelé que cette procédure permet, à l'issue des mesures de publicité, l'incorporation des biens dans le domaine privé communal sans nouvelle délibération, sous réserve de l'absence de contestation.

Délibération 2026.01.36 Programme intégré de valorisation durable du site de Piantarella – Mobilités douces, accueil du public et aménagements paysagers dans le cadre du Grand Site de France- Demande de subvention FEDER 2021-2027

Monsieur le Maire expose :

Contexte et objet du projet

1. Contexte

Le secteur de Piantarella – Ciantarila constitue l'un des espaces littoraux les plus fréquentés de Bonifacio. Son attractivité repose sur la qualité exceptionnelle de ses paysages, la proximité des plages et des îles Lavezzi, ainsi que la présence du golf de Sperone et de vestiges archéologiques remarquables (villa romaine). Cependant, la forte pression estivale, l'absence de maîtrise foncière complète et le manque d'aménagements adaptés génèrent des conflits d'usages, des problèmes de sécurité et une dégradation progressive du cadre paysager.

Le site accueille un ponton pour les navettes vers Cavallu, des flux de visiteurs à la journée, et un stationnement diffus sur les accotements de la route. Cette situation entraîne une saturation des accès, des nuisances et une altération du patrimoine naturel.

Face à ces constats, la commune, avec l'appui du Conservatoire du Littoral, de l'OEC et de la CCSC, a engagé une stratégie coordonnée d'aménagement durable. Ce programme s'inscrit dans la fiche action n°7 du Grand Site de France Bonifacio (« Requalification paysagère du secteur Ciantarila »), classée priorité 1, dont les objectifs sont :

- Définir et mettre en œuvre une requalification paysagère globale ;
- Sécuriser les flux et les accès au site ;
- Améliorer la qualité d'accueil du public ;
- Valoriser le patrimoine naturel et culturel du littoral bonifacien.

La commune a déjà investi environ 1 M€ HT pour la tranche n°1 du programme pour répondre à l'urgence de sécurisation immédiate des accès.

La tranche n°2 doit maintenant être engagée afin de poursuivre la requalification complète du secteur et d'installer une voie douce structurante.

Dans ce cadre, la création des deux parkings arrière-plage (P1 et P2), associée à une voie douce structurante, constitue la première étape opérationnelle d'un ensemble cohérent de réaménagements, à horizon 2025–2027, visant à mettre en place une **gestion durable de la fréquentation du site**, en organisant les flux automobiles en arrière-plage et en favorisant les mobilités douces.

Cette approche permet de concilier **attractivité touristique, préservation des paysages littoraux et qualité d'accueil des visiteurs**, conformément aux orientations du Grand Site de France Bonifacio.

La création des parkings arrière-plage ne vise pas à augmenter la capacité globale de stationnement du site mais à **remplacer le stationnement diffus actuellement observé le long de la route et dans les espaces naturels**.

Cette organisation permet de **réduire significativement l'emprise automobile sur les espaces littoraux**, de restaurer les milieux naturels dégradés et de sécuriser les déplacements.

2. Présentation du projet

L'opération de Piantarella s'inscrit dans un programme global de requalification du littoral, associant mobilité, qualité paysagère, accueil du public et valorisation du patrimoine bâti.

Elle vise à organiser durablement les flux sur un site à forte fréquentation touristique, à supprimer le stationnement sauvage et à améliorer la qualité d'accueil, tout en renforçant l'intégration paysagère et environnementale du secteur.

2.1 – Parking arrière-plage P1

Le parking P1, principal espace de stationnement, constitue le cœur du dispositif de régulation.

Il offrira environ 45 places, aménagées en matériaux naturels et perméables (tuf stabilisé, bois, pierre sèche).

L'opération comprend :

- La création d'un accès sécurisé depuis la route principale ;
- Une barrière sélective à l'entrée ;
- Un système d'infiltration naturelle des eaux pluviales ;
- Des plantations locales et une re végétalisation intégrale de la zone après travaux.

Le parking P1 permettra de **supprimer le stationnement anarchique** le long de la route et de préserver les abords immédiats de la plage.

2.2 – Parking arrière-plage P3

Le parking P3, d'environ 120 places, complète le dispositif en amont du site, en régulant les flux dès l'entrée du secteur.

Il sera implanté sur un terrain naturel, sans imperméabilisation, avec :

- Un modelage doux du relief existant ;
- Des îlots végétalisés et des murets en pierre sèche conservés ;
- Une circulation à sens unique favorisant la sécurité et la fluidité.

Ce parking s'inscrit dans la même logique paysagère et environnementale que le P1, formant une double aire arrière-plage qui canalise les flux motorisés avant la zone littorale.

2.3 – Voie douce et requalification de la route de Piantarella

La **voie douce** constitue l'ossature de mobilité du projet.

Elle reliera les deux parkings arrière-plage au ponton d'embarquement vers Cavallu, sur un linéaire d'environ 1,5 km.

Les interventions portent sur :

- La création d'un cheminement sécurisé pour piétons et cyclistes ;
- La reprise de la structure de voirie et la création de zones de croisement ;
- L'intégration des réseaux (pluvial, assainissement, éclairage) ;
- L'aménagement d'espaces d'attente et de points de repos ombragés.

Ce tronçon correspond à la Tranche 2 du programme de requalification pour un montant de 1.924. 432,50 € HT et constitue l'opération la plus structurante du plan communal de mobilité douce.

2.4 – Réhabilitation du bâti existant (accueil et sanitaires publics)

Un bâti communal de 34 m², situé à proximité du chemin d'accès à la plage, sera **réhabilité** pour accueillir un point d'information touristique et d'accueil, des sanitaires publics, dont deux accessibles PMR, des casiers sécurisés, des points d'eau et un espace change-bébé.

La réhabilitation après désamiantage prévoit une toiture double pente en tuiles canal, un enduit à la chaux ton pierre, des menuiseries sobres (RAL 7003) et une signalétique en acier Corten, assurant une intégration harmonieuse dans le paysage. Cet équipement constitue la tête de réseau d'accueil du site, en lien direct avec les parkings et la voie douce est estimé 270 000€ HT.

3. Calendrier prévisionnel et plan de financement

L'opération « Piantarella » s'inscrit dans une planification cohérente avec le **Programme FEDER 2021-2027** et la stratégie du **Grand Site de France Bonifacio**. Les études techniques sont finalisées, et le **Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)** sera livré en **février 2026**, permettant un **démarrage des travaux le 1er octobre 2026** et une **réception au 1er juin 2027**.

3.1 – Calendrier prévisionnel

Étape	Période	Commentaire
Finalisation des études et validations techniques	Décembre 2025	Bouclage des plans et pièces écrites
Livraison du DCE	Février 2026	Transmission à la Collectivité de Corse et lancement de la procédure
Lancement des marchés publics	Avril 2026	Consultation groupée (VRD, paysager, bâti)
Démarrage des travaux	Octobre 2026	Réalisation hors saison touristique
Réception et mise en service	Juin 2027	Ouverture avant la saison estivale

3.2 – Plan de financement prévisionnel global (HT)

Travaux	Montant HT	Montant TTC
Réhabilitation du bâti (accueil sanitaires) sur le P2	270 000,00 €	297 000,00 €
Stationnement longitudinal (168 places)	485 261,00 €	533 787,10 €
Parkings arrière-plage P1 et P3	473 000,00 €	520 300,00 €

Voie douce et requalification de la route (tranche 2)	1 439 171,50 €	1 583 088,65 €
<i>Sous-total travaux</i>	<i>2 667 432,50 €</i>	<i>2 934 175,75 €</i>

Etudes	Montant HT	Montant TTC
Maîtrise d'œuvre (9 %)	240 068,00 €	288 081,60 €
Coordination SPS (0,5 %)	13 337,00 €	16 004,40 €
Contrôle Technique (0,7 %)	18 672,00 €	22 406,40 €
<i>Sous-total études</i>	<i>272 077,00 €</i>	<i>326 492,40 €</i>
Total opération	2 939 509,50 €	3 260 668,15 €

Coût global opération (travaux + études) : 2.939.509,50 € HT
soit environ **3.260.6618 € TTC** (taux moyen de TVA 10 % sur les travaux et 20 % sur les prestations intellectuelles).

Valorisation durable du site de Piantarella (phase 2)			
Nature de la Ressource	Dépense HT Subventionnable	% (dép. totale)	Montant Attendu
UE - FEDER	2 939 509,50 €	60,00%	1 763 705,70 €
ETAT	2 939 509,50 €	10,00%	293 950,95 €
Collectivité de Corse / ATC	2 939 509,50 €	10,00%	293 950,95 €
Commune de Bonifacio	2 939 509,50 €	20,00%	587 901,90 €
TOTAL	2 939 509,50 €	100,00%	2 939 509,50 €

4.1 – Cohérence stratégique avec le FEDER

L'opération répond pleinement aux priorités 4 et 5 du Programme FEDER Corse 2021–2027 :

- RSO 4.6 – *Renforcer le rôle du tourisme durable dans le développement local*, par la valorisation du patrimoine naturel et la maîtrise des flux de fréquentation sur les sites littoraux sensibles ;
- RSO 5.1 – *Soutenir des projets intégrés et durables dans les territoires*, notamment ceux conciliant attractivité, accessibilité et préservation des milieux.

Elle s'inscrit également dans la Fiche Action n°7 du Grand Site de France Bonifacio (*Requalification paysagère du secteur Ciantarilla – Piantarella*, priorité 1), qui fixe pour objectifs :

- La reconquête paysagère du littoral,
- La régulation des flux,
- Et la création d'équipements sobres et durables.

L'opération s'inscrit dans une **approche territoriale intégrée**, associant aménagement paysager, mobilités douces, accueil du public et préservation des milieux naturels, conformément aux orientations du Programme FEDER Corse 2021-2027.

4.2 – Retombées environnementales

- Préservation des milieux naturels et lutte contre l'érosion : réduction des surfaces compactées et infiltration naturelle des eaux pluviales dans les parkings perméables (tuf stabilisé, maquis conservé).
- Réduction de la pression automobile sur le littoral : création de 130 places régulées en arrière-plage et suppression du stationnement sauvage.
- Valorisation paysagère : continuité du maquis, murets en pierre sèche, plantations d'essences locales, renforcement de la trame écologique.
- Sobriété énergétique : éclairage public limité, équipements autonomes (LED solaires), choix de matériaux à faible impact carbone.

Le projet contribue à l'adaptation du territoire au changement climatique en limitant l'imperméabilisation des sols, en favorisant l'infiltration naturelle des eaux pluviales et en préservant la couverture végétale existante du maquis littoral.

4.3 – Retombées sociales et d'accessibilité

- Accessibilité universelle : aménagements conformes aux normes PMR (sanitaires, cheminements, signalétique).
- Sécurisation des déplacements doux : voie piétonne et cyclable bidirectionnelle reliant les parkings au littoral et à la navette vers Cavallu.
- Amélioration du confort d'usage : création d'un point d'information, de sanitaires publics, d'espaces ombragés et de mobilier d'accueil pour les familles. (tables, bancs, consignes...)
- Création d'emplois indirects : activité induite pour les entreprises locales (terrassement, VRD, maçonnerie, menuiserie, paysagisme).

4.4 – Retombées touristiques et économiques

- Meilleure régulation des flux touristiques : gestion équilibrée entre attractivité et préservation du site.
- Renforcement de l'image du Grand Site de France Bonifacio : aménagement exemplaire en termes d'intégration paysagère et d'accueil durable.
- Allongement de la saison touristique : offre de découverte élargie (mobilité douce, points d'information, circuits patrimoniaux).
- Effet levier du FEDER : l'aide européenne permet d'assurer la faisabilité d'une opération à forte valeur environnementale, tout en maintenant un niveau d'investissement communal soutenable.

Le projet contribue à renforcer l'économie touristique locale en améliorant la qualité d'accueil du site et en favorisant une fréquentation mieux répartie dans le temps et dans l'espace.

4.5 – Indicateurs de résultat et de suivi

Indicateur	Valeur cible 2027	Source / vérification
Places de stationnement régulées créées	288	Plan d'aménagement validé
Linéaire de voie douce aménagé	1,5 km	Réception de chantier
Bâtiment d'accueil réhabilité	34 m ²	Pc accordé
Réduction du stationnement sauvage	-90 %	Suivi municipal / GSF
Nombre d'usagers accueillis / an	-20 %	Réduction du nombre de place de stationnement

Par son caractère structurant et exemplaire en matière d'intégration paysagère, de gestion des flux et de valorisation du patrimoine naturel, le projet de requalification du secteur de Piantarella – Ciantarila constitue une opération stratégique pour la commune de Bonifacio et pour la mise en œuvre des objectifs du Programme FEDER Corse 2021-2027.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le programme Grand Site de France Bonifacio,
Vu le programme FEDER Corse 2021-2027,

OUI l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le projet de requalification et de valorisation durable du secteur de Piantarella – Ciantarila (Mobilités douces, accueil du public et aménagements paysagers) dans le cadre du Grand Site de France et la demande de subvention au titre du Fonds Européen de Développement Régional 2021-2027 pour un montant de **2.939.509,50 euros HT** (soit 3.260.668,15 euros TTC);
- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel des travaux tel que présenté ci-dessus ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter les financements publics au titre du Programme FEDER 2021-2027, auprès de l'Etat, auprès de la Collectivité de Corse et de l'Agence du Tourisme de Corse ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à ajuster le plan de financement en fonction des notifications de subventions, dans la limite du coût total de l'opération.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document administratif, financier ou juridique nécessaire à la mise en œuvre de l'opération.

Le Maire présente le projet d'aménagement du site de Pianatella, dont une première phase de sécurisation a déjà été réalisée et a permis d'améliorer significativement les conditions d'accès et de sécurité du site.

Il indique que la poursuite de l'opération, dans une logique de finalisation du projet, ne pourra être engagée que sous réserve de l'obtention de financements extérieurs, notamment européens (FEDER), ainsi que de contributions de l'État et de la Collectivité de Corse. À défaut de financements suffisants, la commune ne pourra assurer seule la poursuite des travaux. S'agissant de l'aménagement de Pianatella, il indique que certains postes de dépenses, notamment relatifs aux sanitaires, apparaissent importants et feront l'objet d'une réévaluation avec les services.

Le Maire souligne que ces éléments feront l'objet d'une attention particulière afin de garantir la cohérence et la maîtrise financière de l'opération.

Délibération 2026.01.37 Projet d'aménagement d'un espace d'interprétation dans les salles intérieures du Bastion de l'étendard : modification du plan de financement

Monsieur le Maire expose :

En séance du 18 septembre 2025, le Conseil Municipal a approuvé un programme d'aménagement et de valorisation du bastion de l'étendard étant entendu que ce même programme s'inscrit dans une dynamique patrimoniale, éducative et touristique plus large à savoir la mise en œuvre d'un parcours patrimonial et du label national « Ville d'art et pays d'histoire »

Le projet a comme vocation et ambition de faire comprendre la cité, en combinant sa situation exceptionnelle et un contenu pédagogique sérieux et spectaculaire.

Le projet est estimé à **3.017.700,00 € HT (génie civil + mise en interprétation + MOE)**

Après recherches de financement, et notamment celle relevant du FEDER, il s'avère nécessaire d'intégrer dans le plan de financement une participation du PTIC (Etat).

Nous pouvons ainsi présenter le plan de financement ainsi modifié :

Plan de financement

Création d'un espace d'interprétation				
Nature de la ressource	Montant de la dépense HT	Taux	Montant attendu	
UE (FEDER) et Etat (PTIC)	3.017.700,00 €	60%	1.810.620,00 €	
CdC / ATC	3.017.700,00 €	20%	603.540,00 €	
Commune de Bonifacio	3.017.700,00 €	20%	603.540,00 €	
TOTAL	3.017.700,00 €	100%	3.017.700,00 €	

Le Conseil municipal,

OUI l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le plan de financement ainsi modifié et relatif au Projet d'aménagement d'un espace d'interprétation dans les salles intérieures du Bastion de l'étendard pour un montant de 3.017.700 euros HT ;
- **AUTORISE** le Maire à solliciter les institutions désignées afin d'obtenir les financements souhaités ;
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents se rapportant à la réalisation de cette opération y compris les marchés.

Délibération 2026.01.33 Convention territoriale jeunesse année 2026

Monsieur le Maire expose :

Dans la continuité des orientations stratégiques pour la jeunesse, le service jeunesse souhaite de nouveau répondre au levier financier : Convention Territoriale Jeunesse (CTJ) de la Collectivité de Corse pour l'année 2026 comprenant des financeurs complémentaires, la Caisses d'Allocations Familiales (CAF) et le Service Départemental Jeunesse Engagement et Sports de Corse Du Sud (SD JES) .

La CTJ a pour finalité de :

- favoriser le développement local à travers des actions destinées à la jeunesse ;
- maintenir et renforcer la vie culturelle, sportive et citoyenne sur le territoire ;
- assurer une continuité éducative entre les temps scolaire, périscolaire et extrascolaire ;
- garantir la cohérence et la complémentarité des projets éducatifs locaux.

Elle constitue ainsi un outil de coordination entre les différents acteurs œuvrant pour la jeunesse.

Il est souhaité de renouveler la CTJ 2026, car ce partenariat permettra à nouveau :

- de pérenniser les actions existantes en faveur des jeunes (activités culturelles, sportives, citoyennes...) ;
- de développer de nouveaux projets répondant aux besoins exprimés par les jeunes ;
- de mobiliser des cofinancements garantissant la continuité et la qualité des actions portées par le service jeunesse.

Les nouveaux projets prévus pour 2026 sont les suivants :

- Mise en place d'une activité ping-pong sur le temps périscolaire
- Activités trimestrielles dans les écoles maternelle et élémentaire.
- Organisation d'un bal de promo pour les 3ième.
- Projet intergénérationnel "Aghju un sognu" en partenariat avec l'EHPAD.

Cette évolution traduit le développement continu du service Jeunesse, et la mise en place de nouvelles actions et projets destinés à enrichir l'offre proposée aux jeunes tout au long de l'année.

Activités périscolaires prévues :

Activités sportives : Cross Training, Tennis, Ping-Pong, Sports collectifs

Activités artistiques et manuelles : Dessin, Arts créatifs, Activités manuelles

Activités éducatives et citoyennes : Informatique, Gaspillage alimentaire, Activités trimestrielles (Chandeleur Halloween Sant'Andria, Festa di a Nazione)

Activités extrascolaires prévues (stage, activités..)

Activités sportives : Football, Handball, Tennis, Tennis de table, Pétanque, Golf, Randonnée, Kayak, Fitness / Cross Training

Activités artistiques et créatives : Dessin, Arts créatifs, Musique

Activités environnement : Atelier jardinage, Nettoyage de plage, Accompagnement à la scolarité

Activités prévues du CMJ : Sorties ludiques et sportives, Bowling & Laser Game, Escape Game & Futsal, Paintball, Accrobranche, Golf, Balade à cheval, Randonnée

Activités de plein air et environnementales : Nettoyage de plage, Baptême de plongée, Voile

Événements festifs et culturels : Carnaval, Bal de promo des 3e, Séjour jeunesse

Actions citoyennes et Découvertes : Simulation incendie (prévention et sensibilisation aux risques), Projet intergénérationnel "Aghju un sognu", Visite mensuelle à l'EHPAD

REPARTITION FINANCIERE – Prévisionnel CTJ 2026

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
Achats/ prestations de service	24 471 €	Collectivité de Corse	11 500 €
Rémunération des personnels	29 677 €	Etat	6 500 €
		SD JES	
		Autofinancement (s'il s'agit de plusieurs communes, les lister et indiquer le financement de chacune d'entre elles)	33 148 €
		Union européenne (FEDER, FEADER, FSE...)	
		Participation des familles	1 000 €
		Reliquat de l'année N-1	
		Autres financements publics (à préciser) CAF	2 000 €
		Autres (préciser la nature de la recette)	
Total	54 148 €	Total	54 148 €

Le Conseil municipal,

OUI l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

- **APPROUVE** le renouvellement de la participation de la commune au dispositif **Convention Territoriale Jeunesse (CTJ) pour l'année 2026.**
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter les financements tels que répartis dans le tableau ci-dessus auprès de la **Collectivité de Corse (CDC)**, du **Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES)**, de la **Caisse d'Allocations Familiales (CAF).**
- **AUTORISE** la perception d'une participation des familles pour le séjour jeunesse de quatre jours, concernant **10 adolescents tirés au sort**, à hauteur de **100 € par famille**, soit **1 000 €.**
- **VALIDE** la participation financière de la commune à hauteur de **33 148 €** pour la mise en œuvre de l'ensemble des actions prévues.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à la mise en œuvre de cette convention et aux demandes de subvention afférentes.

Le Maire indique que le projet a connu une évolution significative, avec une augmentation du coût global par rapport à l'estimation initiale, le portant à environ 3 millions d'euros. Il précise que cette évolution résulte notamment de choix d'aménagement et d'adaptations techniques intervenues en cours de conception.

Le Maire souligne que la réalisation du projet est conditionnée de manière indispensable à l'obtention de financements européens (FEDER). Il indique qu'en l'absence de ces financements, le projet ne pourra être engagé dans sa forme actuelle et devra être abandonné ou profondément revu.

Il insiste sur l'ambition patrimoniale et culturelle de l'opération, destinée à créer un équipement majeur au service de Bonifacio et du patrimoine corse, tout en appelant à la prudence et à la transparence sur la faisabilité financière.

Délibération 2026.01.38 Prorogation exceptionnelle et non renouvelable des conventions d'occupation du domaine public relatives à l'exploitation des petits trains touristiques – Autorisation donnée au Maire de signer deux avenants avec les sociétés « Les Trains Bonifaciens » et « TTB – Transports Touristiques Bonifaciens »

Monsieur le Maire expose au conseil municipal :

Vu :

Le Code général des collectivités territoriales,

Le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2122-1 et suivants et L.2125-1,

Les conventions d'occupation du domaine public conclues avec les sociétés Les Trains Bonifaciens et TTB – Transports Touristiques Bonifaciens, relatives à l'exploitation de petits trains touristiques sur le territoire communal,

Le projet d'aménagement de la nouvelle capitainerie et de ses abords, incluant la réflexion sur l'implantation future de la billetterie des petits trains touristiques,

Considérant :

Que les conventions d'occupation du domaine public relatives à l'exploitation des petits trains touristiques arrivent à leur terme définitif,

Que la commune de Bonifacio conduit actuellement un projet structurant d'aménagement urbain portant notamment sur la réalisation d'une nouvelle capitainerie et la requalification de ses abords,

Que ce projet inclut une réflexion sur l'intégration future de la billetterie des petits trains touristiques au sein de cet équipement public,

Que l'avancement des travaux et la définition des implantations définitives ne permettent pas, à ce stade, d'organiser utilement une procédure de publicité et de mise en concurrence sur des bases stabilisées et équitables pour l'ensemble des candidats potentiels,

Qu'il apparaît conforme à l'intérêt général, à la bonne gestion du domaine public communal et aux exigences de transparence, d'attendre l'achèvement ou, à tout le moins, l'avancement significatif de ces travaux avant de lancer un appel à candidatures fondé sur des conditions techniques, économiques et d'implantation clairement définies,

Qu'il convient néanmoins d'assurer la continuité de l'activité touristique pendant la saison 2026, activité participant à l'attractivité et à l'animation de la commune,

Que cette situation justifie, à titre strictement exceptionnel et transitoire, la prorogation des conventions existantes pour une durée limitée,

Que cette prorogation ne constitue ni un renouvellement tacite ni un droit acquis pour les titulaires actuels,

Qu'elle doit être expressément limitée dans le temps, non renouvelable et encadrée par un avenant,

Considérant en outre :

Que la durée de prorogation envisagée est strictement limitée à huit (8) mois, du 1^{er} avril 2026 au 30 novembre 2026,

Que le montant forfaitaire demandé restera inchangé car l'avantage économique retiré par l'occupant correspond à l'équivalent d'une année pleine d'exploitation cette activité étant concentrée quasi exclusivement sur la saison touristique estivale.

Qu'elle présente un caractère exceptionnel, temporaire et non renouvelable,

Qu'une procédure de mise en concurrence sera engagée par la commune dès que les conditions d'implantation définitives liées au projet de capitainerie seront suffisamment stabilisées,

Il convient d'en délibérer.

Le Conseil Municipal,

OUI l'exposé de M. le Maire,

Après avoir délibéré,

POUR	21
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Article 1 : Il est approuvé le principe d'une prorogation exceptionnelle et strictement limitée dans le temps des conventions d'occupation du domaine public conclues avec les sociétés :

Les Trains Bonifaciens,

TTB – Transports Touristiques Bonifaciens

Pour la période allant du : 1er avril 2026 au 30 novembre 2026.

Article 2 : Cette prorogation présente un caractère exceptionnel, transitoire, strictement limité dans le temps, et non renouvelable.

Elle est justifiée par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité touristique, d'attendre l'avancement significatif du projet d'aménagement de la nouvelle capitainerie et de ses abords, incluant l'intégration future de la billetterie des petits trains touristiques, et de permettre le lancement ultérieur d'une procédure de publicité et de mise en concurrence sur des bases stables, transparentes et conformes à l'intérêt général.

Article 3 :

Les autres stipulations des conventions initiales demeurent inchangées.

La prorogation fera l'objet de deux avenants distincts, chacun conclu avec les sociétés concernées, précisant :

La durée exacte de la prorogation,

Son caractère non renouvelable,

Les conditions financières applicables pendant cette période.

Article 4 :

Monsieur le Maire est autorisé à signer les deux avenants de prorogation correspondants avec :

La société Les Trains Bonifaciens,

La société TTB – Transports Touristiques Bonifaciens.

Avant de présenter le rapport relatif aux parkings, le Maire formule une remarque concernant la signalétique aux abords de l'église Saint-Érasme.

Il souligne le caractère inadapté d'un affichage provisoire actuellement en place et demande qu'une signalétique pérenne et de meilleure qualité (type plaque métallique) soit installée afin d'améliorer l'accueil du public et l'image du site.

Cette intervention vise à améliorer la lisibilité et la qualité des aménagements réalisés récemment sur ce secteur.

RAPPORT D'ACTIVITES 2025 - SPIC « PARKINGS »

Le Maire introduit la présentation du rapport d'activité des parkings en précisant qu'il ne dispose pas de l'appui technique habituel pour ce point ? Patrick TAFANI ayant dû s'absenter en raison d'un deuil. Il invite néanmoins le Conseil municipal à examiner les éléments présentés, en soulignant que le document met en évidence des résultats globalement positifs.

Le Maire présente le rapport d'activités 2025 du SPIC de la régie des parkings au conseil municipal, qui en prend connaissance. Ce rapport n'a pas de caractère décisionnel et n'emporte aucune modification des tarifs, de l'organisation ou des engagements budgétaires.

Il souligne une année marquée par un niveau d'investissement particulièrement élevé, tout en indiquant que la fréquentation reste globalement stable. Il met en avant le maintien d'une politique tarifaire favorable aux résidents, notamment à travers des dispositifs spécifiques permettant un accès privilégié à certains espaces de stationnement.

Le Maire rappelle que les parkings constituent un outil structurant pour la commune, tant en matière de qualité de vie des habitants que de gestion et d'acceptabilité du tourisme, ainsi que pour le développement économique local.

Il salue le travail des services municipaux impliqués dans la gestion et le suivi de ce secteur, en soulignant leur engagement et leur contribution aux résultats obtenus.

En conclusion, il remercie l'ensemble des élus et des services pour leur implication durant le mandat, mettant en avant le travail collectif accompli et les résultats obtenus au service de la commune.

Le président de séance

M. ORSUCCI Jean-Charles



Le secrétaire de séance

M. ROCCHI SERENI Frédéric

